SCIENCES HUMAINES

Les Grands Dossiers des SCIENCES HUMAINES

LES GRANDS ENJEUX DU MONDE CONTEMPORAIN

DÉFIS & SOLUTIONS

- **RELATIONS INTERNATIONALES**
- ÉCONOMIE
- **ENVIRONNEMENT**
- SOCIÉTÉ & VALEURS

L 18932 - 65 - F: 7,90 € - RD

7,90 € BEL/LUX 8,40 € - SUISSE 15 CHF - CANADA 13,60 $CAN - ESP/GR/ITA/PORT CONT 9,30 € - DOM/S 8,90 € - DOM/A 10,30 € - TOM/S 1200 XPF - MAR 84 DH - TUN 10,40 TND

EN JANVIER 2022

SCIENCES HUMAINES

PREND UN NOUVEL ÉLAN

Nouveau **format**,
nouvelle **maquette**,
et un projet
intellectuel renforcé.

Participez et soutenez-nous dans ce **nouveau projet**
fr.ulule.com/sciences-humaines

ulule

« Faire la part des choses entre ce que l'on sait, ce que l'on ne sait pas et ce qui est en débat. »

Héloïse Lhérété
Directrice de la rédaction

ÉDITORIAL

Défier les monstres

La crise sanitaire provoquée par la pandémie de covid-19 a introduit deux nouvelles expressions dans notre vocabulaire: le monde d'avant et le monde d'après. Comme si l'événement que nous étions en train de vivre constituait une rupture dans nos modes de vie, nos manières de gouverner, nos habitudes de consommation, nos relations ordinaires.

Deux ans après le début de la crise, alors qu'on évoque un énième rebond épidémique, rares sont les observateurs qui usent encore de ses termes. Sans doute parce que la crise sanitaire a constitué un miroir grossissant de changements déjà à l'œuvre, dont ce dossier se fait l'écho.

Sur le plan international, elle a jeté une lumière crue sur l'affrontement déjà bien engagé entre les États-Unis et la Chine: cette dernière, puissance montante, déployait une «diplomatie du masque» tandis que l'Amérique de Trump sombrait dans le déni, frôlant la crise de régime tout en maintenant à flot son économie.

Sur le plan économique, la crise a revigoré les critiques de notre modèle de croissance et a souligné la pertinence de nouveaux indicateurs comme le bien-être et le respect des générations futures.

Sur le plan environnemental, elle a joué un rôle d'accélérateur de la menace, rendant perceptible le fait que notre santé est mise en danger par les dégradations de l'habitat et du climat. Elle a incité les innovations et encouragé les gouvernements à envisager, enfin, les mesures pour que notre monde reste habitable.

Sur le plan sociétal enfin, elle a souligné la montée des valeurs postmatérialistes (liberté, autonomie, expression de soi...) mais aussi la défiance croissante des citoyens vis-à-vis des systèmes politiques, autoritaires (Hong Kong, Bolivie, Venezuela) ou démocratiques.

En somme, la crise a conforté les pessimistes et les optimistes dans leurs convictions. Elle a renforcé les peurs, les replis, les appréhensions. Mais elle a aussi révélé les aspirations pour un ailleurs, nourri les utopies, encouragé les solutions imaginatives. Antonio Gramsci disait: «*Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.*» Où va le monde dans le clair-obscur de la crise? Nous ne le savons pas. Nous savons en revanche que nous sommes les seuls auteurs de l'histoire en train de s'écrire. Il ne tient qu'à nous que ce nouveau monde, notre monde, ne soit pas celui des monstres. ●

JEAN-VINCENT HOLEINDRE

Les Grands Dossiers des Sciences Humaines

38, rue Rantheaume, BP 256
89004 Auxerre Cedex
SAS Sciences Humaines communication
REPRÉSENTANTE LÉGALE ET DIRECTRICE DE PUBLICATION: Nadia Latrèche
DIRECTRICE GÉNÉRALE: Héloïse Lhérété

VENTES ET ABONNEMENTS
0386720700 - Bénédicte Marnière - Magaly El Mehdi
Mélina Lanvin - Sylvie Rilliot - Sandra Millet

RÉDACTION
DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
Héloïse Lhérété - 0386721720
COORDINATION ÉDITORIALE
Jean-Vincent Holeindre
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET RÉVISION
Louisa Yousfi et Frédéric Peylet
Renaud Beauval - 0386721727
DIRECTION ARTISTIQUE
Catherine Julia
RÉDACTEURS
Hugo Albandea - 0386721734
Martine Fournier - 0386720709
(rédactrice en chef)
Hélène Frouard - 0386721731
Nicolas Journet - 0386720703
Maud Navarre - 0386720716
Christophe Rymarski - 0386720710
(rédacteur en chef adjoint)
ICONOGRAPHIE
Hugo Albandea - 0386721734
DOCUMENTATION:
Alexandre Lepême 0386721723
SITE INTERNET
hugo.albandea@scienceshumaines.fr
WEBMESTRE
steve.cheviliard@scienceshumaines.fr

MARKETING - COMMUNICATION
Nadia Latreche - 0386720708
PROMOTION/PUBLICITÉ:
Patricia Ballon - 0386721728
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr
DIFFUSION
• En kiosque MLP – Contact: À juste titres, Laetitia Canole: 04 88 15 12 45
Titre modifiable sur le portail-diffuseurs: www.direct-editeurs.fr

LIVRES DES ÉDITIONS SCIENCES HUMAINES
Agathe Guillot: agathe.guillot@scienceshumaines.fr
Patricia Ballon: 03 86 72 17 28

SERVICES ADMINISTRATIFS
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Annick Total - 0386721721
COMPTABILITÉ
Ophélie Keskas - 0386720702
Sandra Millet - 0386721738
IMPRESSION
Imprimerie SIEP
ZA Les Marchais - 77590 Bois le roi
Origine du papier: Suisse
Taux de fibres recyclées: 63 %
Certification: PEFC
« Impact sur l'eau »: Ptot 0.010 kg/t
CONCEPTION GRAPHIQUE INTÉRIEUR
Catherine Julia
CONCEPTION DE LA COUVERTURE
Isabelle Mouton
Couverture: Carlos Cubeiro/Getty Images

Titres et chapôs sont de la rédaction.
Commission paritaire: 0223 K 87599
ISSN: 1771-375X
Dépôt légal à parution

Un encart «Sciences Humaines» est broché sur une partie des magazines.

SOMMAIRE

Les grands enjeux du monde

DOSSIER COORDONNÉ PAR JEAN-VINCENT HOLEINDRE

SCHAFF-SPARROW/GETTY

Relations internationales

8 Qui domine le monde?
BRUNO TERTRAIS

12 Gouverner la santé, un défi global
JUSTINE CANONNE

14 Le dilemme d'une puissance moyenne
FRÉDÉRIC CHARILLON

16 Migrations, où en est-on?
JEAN-VINCENT HOLEINDRE

18 Faire la paix au 21e siècle
JEAN-VINCENT HOLEINDRE

Économie

22 Sortir de la croissance, viser le bien-être
ENTRETIEN AVEC ÉLOI LAURENT

26 Les flux de la mondialisation
JEAN-MARIE POTTIER

JANA CAVOJSKA/SOPA/LIGHT ROCKET/GETTY

28 Pas encore nés, déjà protégés?
JEAN-MARIE POTTIER

30 Pour une économie plus juste et plus verte
JEAN-MARIE POTTIER

contemporain

ÉDITION 2022

PATRICE LUTIER/NARA SAVYON/LAURA QUEDAL

Climat

34 Réchauffement climatique : s'adapter ou atténuer ?
LAURENT TESTOT

36 Gaz à effet de serre où en sommes-nous ?
LAURENT TESTOT

37 La biodiversité en danger
LAURENT TESTOT

38 Comment éviter le pire ?
LAURENT TESTOT

Société

44 Un désir d'autorité ?
GUY HERMET

46 Liberté ! De Hong Kong aux «antivax»
CÉCILE PELTIER

48 Vers une égalité hommes/femmes ?
MARTINE FOURNIER

50 Une jeunesse optimiste ?
OLIVIER GALLAND

52 Ce que le covid-19 fait à notre intimité
ENTRETIEN AVEC ANNE MUXEL

Actualités de la recherche

58 RÉSEAUX SOCIAUX
Les réseaux nous rendent-ils asociaux ?

60 PSYCHOLOGIE
Les visio nous fatiguent

60 CLIMAT
Les travailleurs en souffrance

61 ÉCONOMIE
L'économie expérimentale décroche le Nobel

62 EXPOSITION
HLM : la vie mode d'emploi

65 FAMILLES RECOMPOSÉES
Vive les marâtres !

65 DÉMOGRAPHIE
Le «retour de couches» de plus en plus précoce

65 ENQUÊTE
Témoignez de votre projet de PMA

66 TECHNOLOGIE ET HISTOIRE
Anne Michelin, une chimiste chez les historiens

68 HISTOIRE DE L'ART
Les secrets dévoilés des époux Lavoisier

69 HISTOIRE
Un miroir magique aux origines aztèques

69 CULTURE JAPONAISE
La nostalgie Goldorak

ALEXIS TALLONE

70 ÉTHOLOGIE
Les jeunes chauves-souris babillent comme des bébés

70 LINGUISTIQUE
Pourquoi certaines langues ne distinguent-elles pas le vert du bleu ?

71 MIGRATIONS
L'Amérique peuplée il y a 23 000 ans ?

71 PROCHE-ORIENT
Sodome enfin retrouvée

71 DOMESTICATION
Le Caucase, berceau du cheval moderne

Un monde en tensions

La scène internationale se recompose autour d'un conflit de grande ampleur entre les États-Unis et la Chine. S'agit-il d'une « nouvelle guerre froide » ? Sans doute pas, mais le regain de tension dans les relations internationales est réel. En témoignent le terrible bilan du conflit syrien ou encore la hausse des dépenses militaires mondiales. De nouvelles alliances se dessinent, qui tendent à affaiblir les puissances occidentales. Le multilatéralisme onusien est en crise, symbolisant l'essoufflement (durable ?) d'un modèle de sécurité collective issu des deux guerres mondiales. Dans ce contexte incertain, ONG et acteurs sociaux se mobilisent pour la paix, laquelle intègre de nouvelles dimensions liées au genre, à la santé, l'environnement et aux inégalités économiques.

70 %
des processus de paix
N'INCLUENT AUCUNE MÉDIATRICE OU FEMME SIGNATAIRE.
Entre 1992 et 2019, elles représentent, en moyenne, seulement 13 % des négociateurs, 6 % des médiateurs et 6 % des signataires dans les principaux processus de paix du monde entier.

160 millions
PERSONNES VIVANT DANS DES ZONES À RISQUES ÉLEVÉS ou touchées par des conflits (Afghanistan, Myanmar, Mozambique, Yémen...)

99 millions
PERSONNES confrontées à des **NIVEAUX DANGEREUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** dans 23 pays connaissant conflits et troubles sécuritaires (77 millions en 2019).

VECTEEZY, FREEPIK, CATHERINE JULIA

495 000

NOMBRE DE MORTS documentées provoquées par la **GUERRE EN SYRIE** depuis le début du conflit en 2011, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

3,52 %

DÉPENSES MILITAIRES des **ÉTATS-UNIS** en **POURCENTAGE DU PIB** (France 2 %, Espagne 1,02 %).

2 000 milliards de dollars

Dépenses militaires du monde entier, en augmentation de 2,6 % par rapport à 2019. Elles ont atteint une moyenne mondiale de 2,4 % du PIB, la part la plus importante depuis 2009.

79,5 millions

PERSONNES DÉPLACÉES DE FORCE en un an, la plupart étant des femmes et des enfants.

6766

VICTIMES CIVILES de mines terrestres, d'**ENGINS EXPLOSIFS** improvisés et de restes explosifs de guerre, dont 25 % d'enfants. Les chiffres les plus élevés étant enregistrés en Afghanistan, en Syrie et au Yémen.

Islande

Selon le Global Peace Index, **PAYS LE PLUS PACIFIQUE AU MONDE**. L'Afghanistan (162e) et la Syrie (163e) sont les moins bien placés. La France est en 61e position, en milieu de tableau.

SAUF MENTION CONTRAIRE, LES SOURCES SONT FOURNIES PAR LES NATIONS UNIES ET VALENT POUR L'ANNÉE 2020.

Qui domine le monde ?

Chine et États-Unis sont les deux plus grandes puissances mondiales. Un conflit militaire n'est pas à exclure, mais l'interdépendance économique incite les gouvernements à la prudence.

Quelques jours avant le 11 septembre 2001, l'administration américaine de l'époque, celle de George W. Bush, dont le mandat n'a commencé que depuis neuf mois, est tout entière tournée vers la compétition entre grandes puissances à laquelle les États-Unis vont, selon eux, devoir faire face. Celle-ci s'annonce plutôt pacifique, avec une Russie stabilisée – Vladimir Poutine vient alors d'accéder au pouvoir – et une Chine modernisée – dont l'administration Clinton a tenté de faire un «*partenaire responsable*».

La parenthèse de vingt ans, ouverte par le 11 septembre, est achevée. La rivalité entre grandes puissances demeure la caractéristique stratégique première de ce début de 21e siècle, mais elle s'annonce beaucoup moins pacifique qu'en 2001, les relations entre les États-Unis et la Chine, mais aussi la Russie, s'étant dégradées.

BRUNO TERTRAIS

Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique. Il a publié *Le Choc démographique* (Odile Jacob, 2020).

Une «nouvelle guerre froide»?

En vingt ans, le rapport de la Chine au monde a changé. Selon tous les indicateurs traditionnels de la puissance, notamment économique (encadré), le pays est passé dans une nouvelle catégorie. Son rayonnement est mondial: en témoignent sa capacité d'investissement et d'acquisition à l'étranger; le développement d'un réseau d'infrastructures de transport vers l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Europe – les «routes de la Soie»; enfin sa capacité de projection de moyens militaires loin de ses frontières, notamment *via* l'édification d'une marine hauturière, naviguant en haute mer (de leur base de Djibouti).

Une ambition se dessine: non pas imposer l'idéologie communiste, mais modeler le système international afin d'asseoir sa prééminence. Dans les institutions internationales, notamment l'Onu, Pékin cherche à imposer ses normes. En 2001, on pensait que la Chine voulait essentiellement dominer l'Asie. En 2021, elle cherche sans doute, à l'horizon 2049, centenaire de l'avènement de Mao, à dominer le monde.

C'est donc la compétition sino-américaine qui devrait dominer la scène internationale dans la première partie du siècle. Face à ce défi, les États-Unis s'organisent. Disposant déjà d'alliances solides en Asie, le pays cherche à renforcer la coopération avec l'Inde, le Japon et l'Australie, un format appelé Quad, appelé à être complété par d'autres partenariats tels que l'Aukus (pour Australia, United Kingdom, United States) créé en 2021. Se dessine ainsi une sorte d'entente de puissances maritimes dans l'Indopacifique pour contenir Pékin.

Henry Kissinger, pourtant favorable à une détente avec Pékin, admettait fin 2020 que nous étions «*dans les contreforts d'une nouvelle guerre froide*».

L'analogie a ses limites. Il n'y a ni bloc américain ni bloc chinois. La Chine ne noue pas d'alliances défensives et préfère les États tributaires ou affidés, *via* sa puissance économique. Les États-

HUANG JINGWEN/XINHUA/REA

Washington, 2015. Joe Biden, alors vice-président de Barack Obama, accueille Xi Jinping pour la première visite du président chinois aux États-Unis. Depuis, les relations entre ces deux grandes puissances sont au plus bas.

Unis ne pourraient pas emmener l'Inde, qui tient à son indépendance, dans un système rigide d'engagements mutuels de défense. Et aurait du mal à faire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) une alliance antichinoise – d'autant que la zone protégée par ce traité ne concerne que l'Europe et l'Atlantique nord.

L'interdépendance économique et financière est une autre différence majeure : les deux pays sont plus dépendants l'un de l'autre que l'étaient l'URSS et les États-Unis. Enfin, la société chinoise ressemble beaucoup plus à la société américaine que la société soviétique de l'époque...

Néanmoins, l'image recèle une part de vérité si elle sert à caractériser l'ampleur du défi, qui est politique, économique, technologique, et militaire. Nous avons affaire à une compétition globale qui engage la sécurité internationale et dont le théâtre est le monde entier. Cette rivalité se déroule sur terre, en mer et dans deux domaines dont l'importance ne fait que croître : le cyberespace, et l'espace extra-atmosphérique. Même si les exploits spatiaux chinois rappellent aussi la rivalité soviéto-américaine des années 1960...

Certes, les deux pays conservent des intérêts communs, tels que la sécurisation des flux commerciaux maritimes ou la gestion de la crise nord-coréenne ; mais c'était tout autant le cas de l'URSS et des États-Unis, d'abord pour enserrer la puissance allemande, puis limiter la course aux armements et la prolifération nucléaire.

Cette nouvelle guerre froide, si elle existe, avait été annoncée par un discours du vice-président américain Mike Pence en 2018. Mais on peut la dater de l'avènement de Xi Jinping au pouvoir en 2012, celui-ci n'ayant cessé de proclamer depuis lors la naissance d'un *«grand combat à l'échelle mondiale»*, dont l'issue ne pourrait être que la *«victoire du socialisme»*.

Russie et Europe dans la rivalité sino-américaine

Dans ce jeu, quelle place la Russie et l'Europe auront-elles ? Leurs choix stratégiques détermineront en partie l'avenir du rapport de force sino-américain.

La Russie partage avec Pékin une vision du monde antioccidentale, favorable aux régimes autoritaires. Une alliance militaire classique entre les deux n'est pas à l'ordre du jour, mais les deux pays n'ont pas eu de meilleures relations depuis les années 1950. Si un rapprochement devait se confirmer, c'est un véritable «défi eurasiatique» qui se présenterait aux États-Unis. ➜

NOTION

Six critères pour définir une grande puissance

La notion de grande puissance est controversée, mais certains critères permettent de la décrire :

1. **LA DÉMOGRAPHIE.** Vauban disait que *«la grandeur des rois se mesure par le nombre des sujets»*. Le poids démographique confère des avantages économiques (production, consommation, innovation), militaires s'il est fait recours à la conscription et politiques dès lors que ce critère entre dans le poids accordé à un pays (par exemple au sein de l'Union européenne).
2. **LA TAILLE DU TERRITOIRE** n'est pas un critère majeur (le Canada et le Brésil sont-ils des grandes puissances?), mais celle des zones économiques exclusives, en mer, gagne en importance à mesure du développement de l'économie bleue.
3. **L'ÉCONOMIE** constitue un critère inévitable, mais encore faut-il déterminer les indicateurs qui comptent : davantage que le PIB, les exportations et les investissements à l'étranger.
4. **LE RAYONNEMENT CULTUREL** est une dimension incontournable. Il ne s'agit pas ici de données symboliques telles que le nombre de prix Nobel, mais plutôt celui du nombre de brevets scientifiques, le nombre d'institutions dédiées à la diffusion de la culture nationale à l'étranger, etc. Quant au critère linguistique, il est pertinent (l'anglais est la *lingua franca* du monde) mais dans une certaine limite : le fait que le français soit langue officielle au Canada ne donne en soi aucune influence à Paris sur ce pays...
5. **LA PUISSANCE MILITAIRE.** Être une «grande puissance» suppose aujourd'hui de disposer d'armes nucléaires et surtout de disposer d'une capacité de projection (pouvoir envoyer vite et loin des forces armées). Le cas échéant assis sur un réseau d'alliances et de bases à l'étranger. Le développement d'un programme spatial autonome fait aussi, désormais, partie des attributs de la grande puissance.
6. **LE POIDS POLITIQUE.** L'investissement dans la diplomatie (nombre d'ambassades) et dans les enceintes internationales (Onu, FMI, Banque mondiale, etc.) est lié au poids économique d'un État, mais résulte également de choix politiques.

Au regard de ces critères, les États-Unis et la Chine sont les deux plus grandes puissances. Au-delà, ce label peut être questionné. La France, le Royaume-Uni et la Russie ont nombre des attributs décrits plus haut : les cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu sont à bien des égards des grandes puissances. Mais la force économique de l'Allemagne et du Japon ne doit-elle pas inciter à les classer dans cette catégorie? Et l'Inde, qui émerge de plus en plus sur les plans économique et militaire – et sera bientôt le pays le plus peuplé de la planète –, ne méritera-t-elle pas un jour d'être considérée elle aussi comme telle? ● B.T.

→ Quant à l'Union européenne, elle considère la Chine comme un rival tout en réaffirmant sa volonté de coopérer avec elle. Elle se méfie de l'offensive économique et culturelle chinoise – d'autant qu'elle se double d'une intense activité d'espionnage et de pillage technologique. Elle ne sera donc pas alignée sur les États-Unis, mais elle le sera encore moins sur Pékin.

La pandémie de covid-19 a aiguisé ces rapports de force naissants, notamment du fait de l'opacité chinoise sur son origine et sa gestion : Pékin a perdu le crédit gagné par sa «diplomatie sanitaire» des premiers mois de 2020 (livraison de masques, de respirateurs...). L'Europe a innové avec l'adoption du plan de relance et la mutualisation des dettes. Les États-Unis ont confirmé leur capacité de rebond rapide. La Russie, en revanche – avec un bilan humain sans doute supérieur aux statistiques officielles –, n'a guère brillé. La pandémie a joué le rôle de révélateur ou d'accélérateur de tendances déjà présentes.

Quel scénario pour 2050 ?

Si l'on se projette dans trente ans, que dire de l'équilibre prévisible des puissances?

Tout ce qui précède n'est valable qu'à la condition qu'aucun conflit ouvert n'éclate entre Pékin et Washington, à propos de Taïwan ou à la suite d'un incident majeur en mer ou dans les airs. Tout devrait inviter les deux États à la prudence. La dissuasion nucléaire, d'abord. L'interdépendance économique, ensuite – y compris entre les deux rives du détroit de Formose –, Pékin restant dépendante de Taipei pour les semi-conducteurs les plus modernes. L'équilibre militaire enfin, le scénario de l'invasion de Taïwan restant une entreprise ardue pour Pékin et à laquelle les États-Unis réagiraient rapidement.

Néanmoins, le regain de tension entre États-Unis et Chine, ainsi que la portée symbolique de l'enjeu taïwanais, rendent la probabilité d'un tel conflit suffisamment forte pour que les stratèges y prêtent attention. Xi Jinping ayant fixé l'horizon de l'unification à 2049, n'est-il pas raisonnable de penser que, dans un futur contexte de découplage partiel des économies chinoises et occidentales, le coût d'une invasion de Taïwan puisse être un jour considéré comme supportable par le Parti communiste chinois?

Si ce scénario ne se produisait pas, comment se présenterait l'équilibre des forces au tournant du siècle? Avec le déploiement des routes de la Soie, sa montée en puissance militaire, la cohésion de ses institutions et sa capacité de mobilisation de la population, la Chine s'apprête-t-elle à dominer le monde?

Dans le face-à-face avec Pékin, les États-Unis n'ont pas dit leur dernier mot. Ils bénéficient d'une localisation exceptionnelle, avec deux façades océaniques, et aucun ennemi à ses frontières; et sont dotés de ressources abondantes: pas autant que la Russie, mais bien davantage que la Chine. Ainsi les États-Unis sont-ils désormais le premier producteur mondial de pétrole devant l'Arabie Saoudite, grâce aux gisements de schiste.

La vitalité démographique des États-Unis reste significative, en partie grâce à l'immigration. Sa population devrait poursuivre sa croissance, alors que celle de la Chine diminuera bientôt. Son rayonnement culturel est sans égal, tant l'anglais a facilité la domination des produits américains.

L'économie américaine reste la plus importante du monde – un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial – et la plus innovante (brevets, articles et citations scientifiques). Les États-Unis déposent deux fois plus de demandes de brevets internationaux que la Chine et détiennent dix fois plus de brevets triadiques (déposés également en Europe et au Japon). La Chine a créé des géants numériques, mais ce sont les GAFAM qui s'imposent sur les marchés mondiaux. La domination du dollar est peu entamée et a même crû depuis la crise financière de la fin des années 2000.

L'horizon du dépassement par le PIB chinois du PIB américain (en termes courants) dépend des hypothèses sur la croissance de chacun des deux pays: ce sera quelque part entre 2030 et 2040. À moins que ce ne soit... jamais. Du fait de la contrainte démographique, l'écart entre les deux pourrait commencer à croître aux environs de 2033, au moment où en Chine la part des plus de 65 ans pourrait excéder celle qui existera aux États-Unis. En effet la population active chinoise décline depuis 2017, alors que celle des États-Unis ne le fera qu'aux environs de 2050.

À cette heure, les États-Unis n'ont pas de rivaux en termes de capacités de projection, d'alliances et de bases sur tous les continents, ou encore d'expérience au combat. Ils sont engagés par traité à défendre un quart de l'humanité. La Chine développe à grands pas son potentiel militaire. Mais elle ne dispose que d'une seule base à l'étranger, n'a pas d'alliances formelles, et son armée n'a pas combattu depuis... 1979.

Si les États-Unis sont souvent haïs, les enquêtes d'opinion montrent que le pays reste plus aimé que la Chine, dont l'image se dégrade depuis vingt ans. La langue, les universités, l'innovation, la tradition d'accueil: tout ceci explique que les États-Unis soient, de loin, le pays le plus attractif pour les migrants et en accueille le plus grand nombre. ●

KENT NISHIMURA/THE LOS ANGELES TIMES/GETTY

Washington, 14 janvier 2021. La garde nationale américaine devant le Capitole une semaine après son occupation par des insurectionnistes pro-Trump.

New Dehli, Inde, 2020. Prise de sang pour une sérologie covid.

MANISH RAJPUT/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

Gouverner la santé, un défi global

La pandémie de covid-19 souligne la portée globale des enjeux sanitaires. Aucune solution n'est viable à l'échelle des seuls États, mais le pouvoir de l'OMS est trop limité pour imposer une solution s'appliquant à tous.

JUSTINE CANONNE
Journaliste scientifique.

« *Faut-il sauver le soldat OMS ?* » s'interroge Olivier Nay, professeur de science politique, dans un texte publié durant l'été 2020 par le groupe de réflexion Santé mondiale 2030 (1). Sur la page de garde figure le logo de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) barré d'une mention « *À RÉFORMER* » en lettres rouges. O. Nay décrit une institution au pouvoir affaibli par la volonté des États de gérer par eux-mêmes les crises sanitaires. L'OMS apparaît comme « *un cas d'école de la difficulté croissante des institutions multilatérales à répondre aux risques collectifs* », souligne O. Nay, pointant la nécessité d'une gouvernance mondiale en matière de santé.

De l'international au global

Le concept de « santé internationale » – renvoyant au contrôle transfrontalier des épidémies – existe depuis la fin du 19e siècle. Il a été supplanté par la « santé globale » au cours des années 1990. Définie comme « *le domaine d'étude, de recherche et de pratique accordant la priorité à l'amélioration de la santé et à l'équité en matière de santé pour tous les peuples du monde* (2) », la santé globale renvoie à la considération des besoins en santé de la population mondiale au-delà des intérêts particuliers des nations. Elle reflète aussi l'implication croissante des acteurs non étatiques dans la santé à l'échelle mondiale (3) : fondations philanthropiques, organisations non gouvernementales, laboratoires pharmaceutiques...

Ce paradigme fut promu par l'OMS sous l'influence de Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'organisation de 1998 à 2003. Signataire, en 1987, du rapport « Notre avenir à tous », dont les conclusions ont inspiré le sommet de la Terre de 1992, l'ancienne Première ministre norvégienne a mis en exergue les liens existant entre santé et environnement. Ainsi, l'OMS a participé en 2010 à la reconnaissance de l'approche « One Health » (« Un monde, une santé »), visant à agir simultanément sur la santé humaine, animale et environnementale, en concertation avec l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ce qui a notamment permis l'essor de programmes mondiaux sur les zoonoses, les maladies transmissibles entre animaux vertébrés et humains.

Les limites d'un modèle

Pour agir, l'OMS peut s'appuyer sur le Règlement sanitaire international (RSI), instrument juridique créé en 1951 afin de légitimer son action de pilotage des réponses aux risques imminents pour la santé des populations. Dans les faits, toutefois, l'OMS ne peut intervenir sans les États, *« sur lesquels elle ne dispose pas de pouvoir coercitif »*, rappelle O. Nay. L'incapacité de l'OMS à s'imposer dans les situations d'urgence sanitaire reflète avant tout l'absence de volonté politique des États, qui ont le pouvoir de lui accorder une pleine légitimité et de la doter de ressources. Or, ceux-ci ont peu à peu réduit la part de leurs contributions obligatoires au profit de contributions volontaires, plus aléatoires, menaçant le financement structurel de l'OMS.

Le procès de l'agence est-il pour autant infondé ? Déficit de *leadership* de la direction générale, gestion bureaucratique, difficulté à s'adapter aux urgences, concurrences internes entre départements de l'agence, manque d'indépendance de certains experts envers des industries et gouvernements… Le concept de santé globale est davantage assimilable à un slogan qu'à une réalité tangible.

Pourtant, le défi est de taille : la pandémie de covid-19 a accéléré la prise de conscience de l'origine écologique des crises sanitaires. La destruction des écosystèmes accroît significativement les risques de contact entre les humains et une faune réservoir d'agents pathogènes. Les virus les plus virulents (Sras, Ebola, Zika…) sont d'origine animale, quand plus de 60 % des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses. La santé humaine est par nature mondiale, ce qui oblige les États souverains à repenser la coopération en matière sanitaire et environnementale. ●

(1) Olivier Nay, « Faut-il sauver le soldat OMS ? », Santé mondiale 2030, juillet 2020.
(2) Jeffrey Koplan *et al.*, « Towards a common definition of global health », *The Lancet*, 6 juin 2009.
(3) Theodore Brown, Marcos Cueto et Elizabeth Fee, « The World Health Organization and the transition from international health to global public health », *American Journal of Public Health*, vol. XCVI, n° 1, janvier 2006.

FOCUS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS)

- **ORIGINES.** Agence des Nations unies fondée le 7 avril 1948, autorité directrice et coordinatrice en matière de santé mondiale.
- **ORGANISATION.** Siège à Genève, six bureaux régionaux (Afrique, Amériques, Asie du Sud-Est, Europe, Méditerranée orientale, Pacifique occidental), 194 États membres.
- **BUDGET.** 5,84 milliards de dollars pour 2020-2021.
- **GOUVERNANCE.** Une Assemblée mondiale de la santé, organe décisionnel, composée de délégations des États membres, définissant la politique de l'OMS, contrôlant ses finances et approuvant son budget ; un Conseil exécutif de 34 membres qualifiés dans le domaine de la santé élus pour trois ans, préparant et mettant en œuvre les décisions de l'Assemblée ; un directeur général, nommé pour cinq ans par l'Assemblée mondiale de la santé sur proposition du Conseil exécutif (Tedros Adhanom Ghebreyesus depuis 2017).
- **PRÉROGATIVES.** Collecte les connaissances issues de la recherche médicale mondiale ; analyse l'évolution des situations sanitaires ; conseille les gouvernements ; alerte sur les risques de santé ; mène des campagnes de plaidoyer international ; élabore des standards internationaux de santé ; coordonne des actions sanitaires à l'échelle mondiale, un rôle déterminant pour les pays aux systèmes de santé fragiles et/ou ayant de faibles capacités de recherche.
- **LIMITES.** Marges de manœuvre insuffisantes en contexte d'urgence ; finances en berne et dépendance croissante aux contributions volontaires d'États et de bailleurs privés ; gouvernance défaillante et autorité contestée de la direction générale. ● **J.C.**

Le dilemme d'une puissance moyenne

Sur le plan international, la France peine à s'adapter à un monde qui a changé. L'avenir dépendra de sa capacité à réinventer son instrument d'action extérieure.

KAY NIETFELD/PA/GETTY

Berlin, juin 2017. Emmanuel Macron, président de la République, lors d'une conférence de presse à l'occasion d'un Conseil européen.

La France compte-t-elle toujours dans les relations internationales? Du Sahel à l'Indo-pacifique, du Liban aux arcanes de l'Union européenne ou des Nations unies, cette interrogation traverse le pays. Entre peur du déclin et narcissisme naïf, mesurer le poids politique de Paris dans un monde de l'après-guerre froide, postaméricain, posthyperterrorisme, postcovid est une gageure.

Un exercice de l'entre-deux

La France n'est ni une puissance négligeable, ni un acteur omnipotent si on la regarde au prisme des géants que sont les États-Unis ou la Chine, peut-être encore la Russie sur certains plans, et demain sans doute d'autres, comme l'Inde.

FRÉDÉRIC CHARILLON

Professeur de science politique à l'université d'Auvergne. Il a publié *La France dans le monde* (CNRS éd., 2020).

«Ni ingérence ni indifférence» en Afrique, disait-on au tournant des années 2000 lorsque Lionel Jospin était Premier ministre. *«Amis, alliés, mais pas alignés»*, disait à la même époque, Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères, sur la relation aux États-Unis. Ni «superpuissance» ni «petite» puissance, le statut de la France se définit souvent en creux. La France conquérante du Roi-Soleil et de Napoléon, qui multipliaient les guerres, n'est plus. Ni celle de Clémenceau, vainqueur de la Première Guerre mondiale au prix d'une saignée dont le pays ne se remettra jamais vraiment. Ni, enfin, celle du général de Gaulle, qui contestait la division du monde en deux blocs, occidental et soviétique.

Grande-Bretagne et Allemagne connaissent les mêmes affres. La première a *«perdu un empire sans retrouver un rôle»*, pour reprendre la formule de l'ancien secrétaire d'État américain Dean Acheson. La seconde est redevenue un acteur économique majeur, une autorité politique indéniable, mais rejette le concept de puissance. On qualifie souvent ce trio européen de «puissances moyennes»: loin d'être insignifiantes, mais sans espoir de rattraper les géants. Ou de puissances «globales»: leur influence se fait sentir au-delà de leur seul environnement régional européen, sans pouvoir façonner les relations internationales. C'est dans cet entre-deux que la France, elle aussi, se place. Se rappeler au bon souvenir du monde tout en constatant ses propres limites: un exercice difficile.

Pour la France, les dernières années ont été marquées par des obstacles variés. Ce pays qui cultive l'État central fort, la laïcité, l'égalité, et ne jure que par la francophonie, a dû traverser la mode ultralibérale, le retour du religieux, l'âge identitaire et le triomphe de la langue anglaise. Cette puissance qui se targuait de pouvoir changer le cours de l'histoire en Afrique avec quelques soldats, voit émerger un continent nouveau, jeune, complexe. Cet acteur qui aimait mesurer son aura à son poids politique en Méditerranée voit cet espace imploser. Ses trois cercles d'appartenance principaux (Union européenne, Otan, Nations unies) sont en crise. Les régions du monde où Paris a toujours peiné à s'imposer hors de son ancien Empire (Amérique latine, Asie, Russie et Europe orientale), sont devenues les grandes zones (ré)émergentes.

Une France à contretemps

La France, qui aime faire entendre une voix différente, s'est souvent dotée d'un président à contretemps, qui a dû déployer des trésors d'ingéniosité pour s'adapter. Le général de Gaulle supervisa la décolonisation. Le socialiste François Mitterrand fut contemporain du couple Reagan-Thatcher. Le gaulliste Jacques Chirac fut le premier président intégralement post-guerre froide. Emmanuel Macron, au credo libéral, multilatéral et européen, est arrivé juste après Donald Trump, le Brexit et dans une Europe aux tentations illibérales, où Angela Merkel était en fin de mandat.

Pourtant la France continue de peser, avec son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, sa dissuasion nucléaire, sa capacité de projeter des troupes, sa diplomatie aux compétences reconnues, sa présence dans les organisations internationales, sa culture appréciée et son économie qui, malgré les pesanteurs, demeure. Pour longtemps? C'est bien entendu l'angoisse existentielle qui taraude les chancelleries à l'heure où des mondes s'effondrent.

L'*aggiornamento* est impératif. Mais lequel? Les sages anciens restent des guides sur les principes, mais nous disent peu sur ce qu'il convient de faire en Syrie, au Liban, au Sahel, avec Joe Biden, Vladimir Poutine, Xi Jinping ou Recep Tayyip Erdoğan. Le gaullo-mitterrandisme* date des années 1960 et 1980, une époque où l'URSS existait encore, la Yougoslavie aussi, et Taïwan avait une économie supérieure à celle de la Chine.

Trois nécessités s'imposent parmi les observateurs de la politique étrangère: clarifier le message, dégager les moyens, réformer l'instrument. Le message: la France propose-t-elle un modèle politique? Des valeurs: peut-elle dresser une liste de priorités et même de lignes rouges? Cela impose d'assumer que le pays a des intérêts, et peut-être des ennemis. Les moyens: sans eux, tout est vain. La crise des *subprimes*, les Gilets jaunes et le covid ont limité la marge de manœuvre budgétaire, mais celle-ci est vitale en la matière.

L'instrument, enfin. Nous sommes entrés dans un monde d'influences. Pour un pays comme la France, la capacité à contrer le *sharp power*, c'est-à-dire la déstabilisation venue des régimes autoritaires, à coups de *fake news*, de «trolls» ou de diverses formules nuisibles, se révèle une carte indispensable. Son réseau diplomatique physique et présentiel, parmi les plus denses du monde, ne suffit pas. Le regain de tension internationale implique le retour d'une diplomatie de combat, où l'affrontement se déroule sur le terrain de l'information et de la communication, ainsi que dans la capacité à répondre aux aspirations des sociétés. ●

MOT-CLÉ

GAULLO-MITTERANDISME : doctrine de politique étrangère associée aux noms de deux présidents de la V[e] République, Charles de Gaulle (1958-1969) et François Mitterrand (1981-1995). Elle promeut l'indépendance de la France vis-à-vis des États-Unis, notamment en matière nucléaire.

Migrations, où en est-on?

Les migrations internationales représentent une part minoritaire des déplacements de population dans le monde. Depuis les années 1970, elles progressent sensiblement mais restent moins importantes qu'au 19e siècle.

CE QUE MIGRER VEUT DIRE

Venant du latin *migratio* signifiant «passage d'un lieu à un autre», la notion désigne les déplacements de personnes. Il faut distinguer les migrations internes (à l'intérieur d'un pays, 750 millions par an environ), bien supérieures aux migrations internationales, c'est-à-dire les déplacements d'un pays, d'où l'on émigre, à un autre, où l'on immigre (250 millions par an). Les migrations ne désignent pas seulement le passage des frontières, mais aussi le changement de résidence, qui peut être durable voire définitif. Dans ce cadre, l'Onu distingue deux types de migrants: à long terme (changement de résidence de plus d'un an); et à court terme (plus de trois mois mais moins d'un an).

Le droit à la mobilité, évoqué par Emmanuel Kant dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795), a été inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) de 1948. Selon l'article 13, «*toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État*». Mais si le droit de circuler est clairement formulé, tel n'est pas le cas du droit d'entrée, qui dépend du pouvoir régalien des États, seuls habilités à décider qui entre et s'établit sur son sol. ●

PER-ANDERS PETTERSSON/GETTY

Près de Tijuana, une famille mexicaine franchit clandestinement la frontière séparant le Mexique des États-Unis.

JEAN-VINCENT HOLEINDRE

Professeur de science politique à l'université Paris-II et directeur scientifique de l'Irsem. Auteur de *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin, 2017.

DES STATUTS JURIDIQUES VARIÉS

La notion de «migrant» s'est imposée dans le débat public, mais elle est vague et renvoie à des statuts juridiques variés:

– **Demandeurs d'asile et réfugiés.** Les demandeurs d'asile sont des personnes de nationalité étrangère en provenance d'un pays tiers souhaitant bénéficier, dans le cadre du droit international, du statut de réfugié et de la protection qui l'accompagne. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) estime à 4,1 millions le nombre de demandeurs d'asile et à 20,7 millions le nombre de réfugiés en 2021 (deux fois plus qu'en 2003). Ces réfugiés viennent essentiellement de quatre pays en crise ou en guerre (Syrie, Venezuela, Afghanistan, Sud-Soudan). Le principal pays d'accueil est la Turquie (3,7 millions de réfugiés). Ces chiffres n'intègrent pas les réfugiés palestiniens (5,7 millions) qui relèvent d'un dispositif spécifique. En tout, la moitié des réfugiés a moins de 18 ans.

– **Déplacés internes et déracinés.** Les déplacés internes ont quitté leur lieu de résidence contre leur gré, à cause de conflits, de violences, d'instabilités ou de catastrophes natu-

relles, mais n'ont pas franchi les frontières de leur pays de naissance et demeurent donc légalement sous la protection de leur gouvernement. Leur nombre est de 48 millions en 2021. Lorsque l'on additionne les réfugiés, les demandeurs d'asile et les déplacés internes, on aboutit à la catégorie de déracinés : 82,4 millions de personnes, soit bien plus que la population française estimée à 66 millions d'habitants.

– **Apatrides.** Ces personnes, sans nationalité, ne bénéficient pas des droits et des protections d'un État souverain. Cette situation tient à plusieurs causes : disparition d'un État, transformation de celui-ci, occupation par un autre État ou déchéance de nationalité imposée par un État à l'encontre de certains de ses habitants. Cette mesure est contraire à la DUDH qui garantit la nationalité à tout individu. Par exemple, les 800000 Rohingyas, en Birmanie, ont été déchus de leurs droits depuis 1982.

– **Expatriés.** Ces personnes résident dans un autre État que le leur, essentiellement pour des raisons professionnelles. Le phénomène, en raison de la mondialisation, est en pleine expansion, notamment au sein des pays occidentaux, pourvoyeurs de cadres. Pour la France, Londres est par exemple la 6e ville française et les expatriés sont représentés depuis 2008 par onze députés dits «de l'étranger», signe de l'importance politique accordée à l'expatriation.

– **Étrangers.** Du latin *extraneus*, «du dehors, de l'extérieur», le terme définit d'abord l'autre au sens large, qu'il soit extérieur à la famille, au groupe ethnique ou à l'État. Sur le plan juridique, la notion diffère de celles d'immigré, de migrant ou de réfugié. Elle ne les recouvre pas. Le statut d'étranger est déterminé par la législation et la souveraineté de l'État. En France, est considérée comme étrangère une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (apatride). ●

LES MIGRATIONS ILLÉGALES

Elles désignent les personnes qui entrent clandestinement sur le territoire d'un État, ce qui rend leur chiffre difficile à mesurer. L'enquête réalisée en 2019 par le *think tank* Pew Research évalue le nombre d'immigrés clandestins (ou «sans-papiers») résidant en Europe de 3,9 à 4,8 millions de personnes en 2017, soit environ 1% de la population européenne (11 millions aux États-Unis). Ces migrations génèrent un trafic impliquant des passeurs qui organisent le contournement d'un contrôle aux frontières de plus en plus strict. ●

ANAS ALKHARBOUTLI/PICTURE ALLIANCE/GETTY

Syrie, 2020. Aux conflits s'ajoute désormais le dérèglement climatique qui pourrait pousser sur les routes des migrations 50 millions de déplacés d'ici à 2050 (Onu).

RÉFUGIÉS ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES

Les catégories de réfugiés environnementaux et climatiques sont apparues dans les années 1980 sous l'effet des rapports Bruntland (1987) puis des travaux du Giec. Elles ne sont pas reconnues spécifiquement par le droit international (Convention de 1951 relative aux réfugiés). Cela en dépit des déclarations en 2009 d'António Guterres, ancien secrétaire général des Nations unies et ancien Haut-Commissaire de l'Onu pour les réfugiés, favorable à un statut spécifique. Selon l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), on estime en 2015 à 18,9 millions le nombre de déplacés liés à des phénomènes climatiques extrêmes. Leur chiffre, selon l'Onu, pourrait être de 50 millions en 2050. Le continent le plus touché est l'Asie, qui représente 85% des réfugiés climatiques. ●

MIGRATIONS INTERNATIONALES, UNE ÉVOLUTION MESURÉE

Après la première vague du 19e siècle, liée au fait colonial et aux émigrations européennes, l'humanité connaît depuis les années 1970 une nouvelle phase de progression des migrations internationales. L'Observatoire international des migrations estime qu'à l'horizon 2050, la hausse du nombre de migrants sera de plus de 60% (405 millions de personnes environ contre 250 millions aujourd'hui), ce qui reste en deçà, proportionnellement, des taux observés au 19e siècle (5% en moyenne contre 3,4% aujourd'hui). ●

Faire la paix au 21e siècle

Les traités furent longtemps les principaux instruments de pacification des relations internationales. D'autres acteurs se mobilisent pour une paix «positive», jugée plus durable.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES : L'ONU

Héritière de la Société des nations (SDN), l'Organisation des Nations unies (Onu), née en 1945 est la plus grande organisation internationale, réunissant 193 États souverains. Dans sa charte de 1948, «la paix et la sécurité internationale» constituent deux de ses objectifs essentiels. Elle promeut deux visions de la paix.

Tout d'abord, la paix par la sécurité collective. Face aux conflits, l'originalité de l'Onu est d'apporter une réponse multilatérale, concertée à l'échelle de l'institution, là où les traités n'engagent que les États signataires. Le Conseil de sécurité (CSNU) constitue le principal organe de délibération et de décision. S'appuyant sur le droit international, ses résolutions peuvent impliquer le recours à la force. Ce fut le cas lors de la première guerre d'Irak en 1991, quand Saddam Hussein a envahi le Koweït. Cinq États (France, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, Russie) y disposent d'un droit de véto, ce qui limite son pouvoir et peut conduire à des blocages. On l'a vu lors de la guerre en Syrie en 2013, qui a divisé les puissances occidentales et la Russie, alliée de Bachar el Assad. Par ailleurs, les États peuvent agir unilatéralement sans que l'Onu ne donne son aval, comme ce fut le cas des États-Unis en Irak en 2003.

L'Onu défend également la paix par la sécurité humaine. Être en sécurité n'implique pas seulement la défense des frontières étatiques, mais aussi de lutter, à l'échelle des individus, contre la précarité économique, les violences privées, les effets du changement climatique ou pour le droit d'asile. En ce sens, la paix ne peut être réduite à l'absence de guerre (paix négative), elle constitue une paix «positive» consolidée par le rétablissement de la confiance entre acteurs d'un conflit. Par exemple, les opérations en Républicaine centrafricaine (Minusca) ou au Darfour (Minuad) poursuivent cet objectif de conversion à la paix des ex-combattants par le «désarmement, la démobilisation et la réintégration» (DDR). Cette approche par le bas suppose d'impliquer et de responsabiliser les acteurs locaux. ●

TORONTO STAR ARCHIVES/GETTY

Délégation chinoise signant la charte de l'Onu en 1945 à San Francisco.

À LIRE

● **Faire la paix. Le rôle des institutions internationales**
Guillaume Devin (dir.), Presses de Sciences Po, 2009.

JEAN-VINCENT HOLEINDRE

LES ORGANISATIONS RÉGIONALES :
L'UNION EUROPÉENNE

BETTMANN/GETTY

Willy Brandt (à droite), président du SPD depuis 1964, et Jean Monnet (au centre), fondateur du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, lors de la douzième session du Comité les 8 et 9 mai 1965 à Berlin.

Parmi les organisations régionales (Union africaine, Conseil de coopération du Golfe, Association des nations d'Asie du Sud-Est...), l'Union européenne (UE) est sans doute la plus engagée en faveur de la paix positive, depuis le congrès de La Haye en 1948. Néanmoins, à la différence de l'Onu, les questions de sécurité collective ont tardé à figurer dans ses textes fondateurs.

L'unité européenne s'est d'abord forgée sur le commerce et le libre-échange, à travers la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951 suivie de la Communauté économique européenne en 1957. L'échec de la Communauté européenne de défense, en 1954, a accentué ce choix de la paix par le commerce. Il a fallu attendre la Politique étrangère de sécurité commune (PESC, traité de Maastricht, 1992) puis la Politique de défense et de sécurité commune (PSDC, Traité de Nice, 2003) pour voir se développer sur le terrain une vision européenne de la paix et de la sécurité.

L'UE mène actuellement seize missions civiles (Mali, Libye, Irak...) et militaires (Bosnie-Herzégovine...), qui agissent en complément de l'Onu. Pour la défense de la paix sur son territoire, l'Union européenne dépend de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et du parapluie nucléaire américain, ce qui constitue un héritage de la guerre froide.

L'UE demeure donc dans un paradoxe : d'un côté, le prix Nobel de la paix en 2012 est venu couronner son action innovante dans la gestion civilo-militaire des crises internationales ; de l'autre, elle ne semble pas en mesure d'assurer par elle-même sa protection et de faire régner la paix à son voisinage, comme en témoignent les tensions en Géorgie, en Ukraine ou en Méditerranée orientale. ●

À LIRE

- **L'Union européenne et la paix**
  Anne Bazin et Charles Tenenbaum (dir.), Presses de Sciences Po, 2017.

LA SOCIÉTÉ CIVILE MONDIALE :
ONG, THINK TANKS, INDIVIDUS...

Les acteurs de la société civile jouent un rôle croissant dans les mobilisations pour la paix, agissant comme des lanceurs d'alerte, des experts, voire des médiateurs.

Les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent être considérées comme des « entrepreneurs de cause » mettant à l'agenda de nouvelles normes. Ainsi, le mouvement Ican, mobilisé pour le désarmement nucléaire, s'est vu attribuer le prix Nobel de la paix en 2017. En 2020, le combat de cette ONG a abouti, au sein des Nations unies, à la ratification d'un Traité pour l'interdiction des armes nucléaires (Tian) par 50 États, ce qui conduit à son entrée en vigueur. Mais cela n'a qu'une valeur symbolique, le texte ne concernant pas les États dotés de l'arme nucléaire.

Parallèlement, des *think tanks* comme le Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) à Bruxelles s'appuient sur l'expertise pour influencer les décideurs et les acteurs de terrain. Reconnu comme « messager de la paix » par les Nations unies en 1990, le Grip cherche à améliorer les dispositifs de gestion civile et militaire des conflits, privilégiant la prévention.

Enfin, des individus symbolisent le combat en faveur de nouvelles formes de paix. Hier Gandhi, symbole de la non-violence. Aujourd'hui, Greta Thunberg, dont le combat pour l'environnement souligne l'élargissement des conceptions de la paix. ●

À LIRE

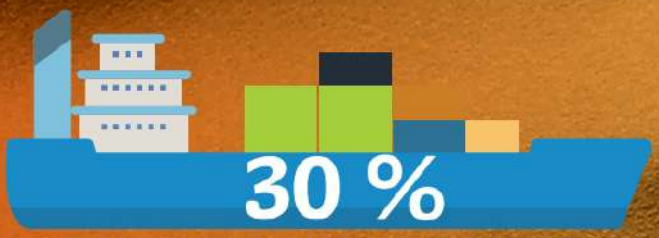
- **Global Civil Society**
  Mary Kaldor, Polity Press, 2003.

Les données clés de l'éco

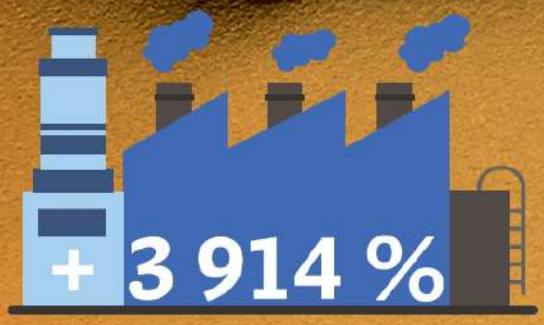
La pandémie de covid-19 a coûté la vie à environ 5 millions de personnes en deux ans et plongé l'économie mondiale dans une crise inédite depuis la Seconde Guerre mondiale, marquée par une baisse globale du PIB de 3,6 % en 2020. L'année 2021 a montré un début de rétablissement qui devrait lui permettre d'effacer ces pertes. Demeure le risque qu'un écart se creuse, sur fond d'accès inégal au vaccin entre les économies développées et les pays pauvres et de tensions sur les appareils productifs. Le tout alors que les défis prépandémie sont plus présents que jamais, au premier rang desquels le réchauffement climatique mais aussi la montée des inégalités de richesse.

2 755

LE NOMBRE RECORD DE MILLIARDAIRES dans le monde en 2021, selon le magazine *Forbes*. Ils n'étaient que 140 en 1987.



LA PROPORTION DE LA PRODUCTION MONDIALE (en valeur) qui fait l'objet d'exportations. Elle était de 15 % en 1973.



LA HAUSSE DU PIB CHINOIS en dollars constants depuis 1978.

[Sauf mention contraire, les statistiques sont produites par la Banque mondiale]

© CTEZ2 / PHILIPPE CATHERINE JULIA

nomie mondiale

6,5 %

LE TAUX DE CHÔMAGE MONDIAL en proportion de la population active en 2020, à son plus haut niveau depuis trente ans.

3 000 milliards

Le montant (en dollars) de la **CHUTE DU PIB MONDIAL** en 2020.

75 cents

LE MONTANT EN DOLLARS QUE RECEVRONT QUOTIDIENNEMENT PLUSIEURS MILLIERS DE KENYANS jusqu'en 2028, dans le cadre de la plus longue expérimentation jamais entreprise de revenu universel.

2 360 milliards

LA VALEUR EN DOLLARS D'APPLE, première capitalisation boursière mondiale, à la mi-octobre 2021. Soit presque autant que le PIB 2020 de la France, évalué à 2 600 milliards.

84 cents

LE MONTANT QUE GAGNE UNE FEMME pour un dollar gagné par un homme dans le monde entier, selon les Nations unies.

32 à 132 millions

LE NOMBRE DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES QUI TOMBERONT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ (moins de 1,9 dollar par jour pour vivre) d'ici 2030 à cause du réchauffement climatique.

ENTRETIEN

Éloi Laurent

Sortir de la croissance, viser le bien-être

Selon l'économiste, la pandémie de covid-19 marque l'urgence de sortir de notre obsession de la croissance au profit des objectifs de bien-être et de pleine santé.

Près de deux ans après le début de la pandémie de covid-19, l'économie mondiale renoue avec la croissance. En France, elle devrait dépasser 6% en 2021, permettant au PIB de retrouver son niveau d'avant-crise. Mais où cela nous mène-t-il à plus long terme? L'économiste français Éloi Laurent mène depuis plusieurs livres une analyse critique de notre obsession de la croissance et de son impact sur la soutenabilité de notre environnement. Le dernier en date, *Et si la santé guidait le monde? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance* (Les Liens qui libèrent, 2020) plaide pour une société de la «pleine santé» plutôt que de la forte croissance.

Que vous inspire l'évocation fréquente du retour du PIB français au niveau d'avant la pandémie?

Un diagnostic fondé sur cet indicateur fait l'impasse sur trois crises majeures. D'abord, la France a été fracassée par l'impact sanitaire du covid: 115000 morts, des millions d'infections, des centaines de milliers de cas de «covid long» et une prévalence accrue de syndromes dépressifs légers ou profonds. La deuxième crise est éducative: des enfants ont été privés de l'apprentissage du langage sur les lèvres et des millions d'élèves et d'étudiants ont vécu des pertes de chance qui auront un impact sur leur trajectoire socioéconomique à long terme. La troisième est environnementale: la crise du covid marque l'entrée dans un âge de chocs qui vont se succéder, que ce soit sous forme pandémique ou climatique. Autrement dit, vu l'impact de la croissance économique sur ces chocs écologiques, le retour du PIB à l'équilibre amplifie le déséquilibre de la biosphère. Le PIB forme un paravent qui nous empêche de comprendre les enjeux du 21e siècle, à commencer par les inégalités sociales et les crises écologiques.

Vous avez employé l'expression «*croissance zombie*» à propos des années précédant la pandémie. Assiste-t-on au même phénomène?

C'est une croissance «zombie» au sens où ce système est mort mais donne le sentiment de résurrection permanente, d'un idéal dont il faut faire le deuil. L'idée qu'on peut faire tourner nos systèmes économiques avec la croissance, le profit et le revenu comme seules boussoles est une folie. Il faut comprendre

que l'économie est encastrée dans un système de coopération sociale, qui s'insère lui-même dans la biosphère. La question est de savoir si on choisira de le faire au cours des dix prochaines années. Nous avons perdu beaucoup de temps durant les trente dernières, au cours desquelles a été émise environ la moitié des gaz à effet de serre alors même que les premières alertes climatiques commençaient à être documentées.

LES LENS QUI LIBÈRENT

Né en 1974, économiste spécialiste de la mesure du bien-être, Éloi Laurent est chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques à l'IEP-Paris.

Ne disait-on pas déjà que rien ne pourrait plus être comme avant après la crise financière de 2008 ?

La crise de 2008-2009 est la dernière crise du 20e siècle. Elle a permis aux responsables politiques de redécouvrir le grand enseignement de la crise de 1929 : pendant une récession, une stimulation budgétaire et monétaire ainsi que des politiques sociales sont nécessaires pour éviter que le système capitaliste s'effondre. Là, on est dans une crise de soutenabilité structurelle qui va jusqu'à la racine du système économique : ce qui l'a provoquée, c'est la destruction des écosystèmes et de la biodiversité, qui fait que les maladies infectieuses émergentes vont avoir de plus en plus d'impact. On a toujours une guerre de retard. Le problème n'est plus de redécouvrir que l'austérité en temps de crise conduit à des souffrances sociales mais de s'attaquer à la plus résistante des mythologies économiques : la croissance comme but ultime.

Comment évaluez-vous l'arbitrage entre santé et croissance opéré en France depuis le premier confinement de mars 2020 ?

Il existe un gigantesque contresens car on n'arrête pas de répéter qu'il faut sortir du « quoi qu'il en coûte », devenu une espèce de substantif. En fait, il en existe deux, un réel et un fantasmé. Ce qui est réel, c'est que l'emploi et le revenu ont été préservés au prix d'un effort important de dépenses publiques. Ce qui est fantasmé, c'est qu'on sauverait la santé, quoi qu'il en coûterait à l'économie. Or ce n'est pas ce qui s'est passé : lors des trois vagues, on a sacrifié la santé au profit de l'économie en négligeant les indicateurs sanitaires et en attendant beaucoup trop pour mener des politiques de confinement, qui ont par conséquent été plus strictes. À l'inverse de la France, mais aussi du Royaume-Uni, de la Suède, du Brésil et des États-Unis, des pays ont mené des stratégies « zéro covid », comme la Nouvelle-Zélande ou la Thaïlande. Ils ont gagné sur tous les tableaux, là où ceux qui ont soi-disant donné la priorité à la santé sur l'économie ont perdu sur les plans sanitaire, économique et démocratique.

Vous classez les partisans de la croissance à tout prix en deux grandes catégories, les « forcenés » et les « utilitaristes ». Sous ce prisme, comment analysez-vous les attitudes des différents pays ?

La France est plutôt un pays utilitariste : Emmanuel Macron ou Jean Castex ne pensent sans doute pas que le fait de s'enrichir soit formidable, ils estiment plutôt que la croissance économique est bonne pour la grandeur de la France, son dynamisme, l'innovation, la cohésion nationale… Le plus forcené, à mon sens, reste Donald Trump, qui est allé très loin dans la destruction de son pays. Durant son mandat, les marchés financiers se sont portés à merveille, le chômage était à 3 % avant le covid, la croissance à faire pâlir d'envie le gouvernement français… et cela se termine le 6 janvier 2021 par une foule haineuse et →

→ raciste qui essaie d'empêcher la confirmation de Joe Biden comme président, et la compréhension par les Américains que leur pays est politiquement en ruine. Le point d'aboutissement d'une croissance captée à 85% par les 10% les plus riches depuis trente ans.

Sur le plan du PIB, les États-Unis sont rattrapés par la Chine. Que nous enseigne l'explosion de la croissance chinoise?

Depuis 1978, la Chine mène la plus grande expérience de croissance économique de l'histoire: 15% de la population mondiale a bénéficié de 10% de croissance par an pendant quarante ans. Au bout de ce processus, vous avez des réalités indéniables. La première, c'est que les Chinois sont moins heureux qu'ils l'étaient avant, avec un bien-être déclaré qui décroît quand la croissance est forte et augmente quand la croissance est faible. La deuxième, c'est l'explosion des inégalités, d'où la stratégie récemment annoncée d'une «prospérité partagée». La troisième, c'est que la Chine n'est pas du tout devenue une démocratie, avec un Xi Jinping qui se prend pour Mao et transforme son pays en un enfer de surveillance numérique. Enfin, le phénomène le plus préoccupant est l'explosion des crises écologiques: il n'y a pas plus insoutenable en matière d'émissions de gaz à effet de serre que la Chine; la pollution de l'air et de l'eau y est dramatique, de même que la dégradation de l'alimentation. Un régime autoritaire n'a certes aucun intérêt à faire face à des soulèvements chroniques du fait de la dégradation de l'environnement, donc une transition a été amorcée depuis dix ans vers ce que Pékin appelle la «civilisation écologique». Mais les dégâts de ces quarante ans de croissance, sur le plan du bien-être humain comme sur les plans écologique et démocratique, sont faramineux.

> «Le bien-être n'est pas un concept individualiste.»

Vous écrivez que la Chine fait figure de contre-modèle de croissance. Quels pays pourraient faire figure de modèle?

Il faut se méfier de la notion de modèle à reproduire: un système est un ensemble complexe d'institutions qui reposent sur la confiance et sur l'homogénéité culturelle. Mais il existe des pays avancés selon leur propre trajectoire, non reproductible, dans la transition du bien-être, comme la Nouvelle-Zélande, qui a présenté en 2019 un «budget bien-être», ou la Finlande, qui est en train de passer son budget 2021 au crible de la question de la santé des enfants. On a fait pendant vingt ans du Danemark un modèle de «flexisécurité» pour la France donc on pourrait regarder ce que fait en matière de bien-être la Nouvelle-Zélande, qui n'est pas moins peuplée, est membre de l'OCDE, comparable à la France du point de vue de son niveau de développement et mieux classée du point de vue de son score de démocratie.

Deux importants plans visant une nouvelle forme de prospérité ont été présentés ces dernières années, le Pacte vert de la Commission européenne et le Green New Deal de la gauche américaine. Qu'est-ce qui les différencie?

Au cœur du Green New Deal, on trouve la question de la justice alors que le Pacte vert est présenté comme la nouvelle stratégie de croissance de l'Union. La croissance verte est le nouvel habit de la croissance économique. Il y a pire encore que de ne pas prendre en compte la biodiversité et les écosystèmes, c'est de les voir comme un «carburant» du PIB. À l'inverse, vous trouvez au cœur du Green New Deal la prise en compte des plus vulnérables dans les infrastructures d'énergies renouvelables, la question des minorités les plus exposées... Cette préoccupation de justice environnementale se retrouve dans les projets de J. Biden, qui sont au-dessus de ce que fait l'Union européenne.

En opposition au rêve de la croissance verte, on trouve l'idée de la décroissance. Qu'en pensez-vous?

Je ne participe pas au concert de ceux qui attaquent les décroissants comme des doux rêveurs. Ce sont des pionniers, qui posent cette question depuis un demi-siècle. Cependant, je ne pense pas que le mot de décroissance soit efficace politiquement et analytiquement, car il nous maintient dans le paradigme de la croissance. Or il faut en sortir en visant le bien-être.

Pour vous, c'est ce mot que nous devrions substituer à «croissance»?

Le bien-être et la transition du bien-être, ainsi que la pleine santé. On peut voir le bien-être comme une espèce de pensée positive ou un concept très individualiste mais

c'est faux: il nous renvoie à «état de bien-être», le *welfare state*, ce qu'on a appelé l'État providence, une conception éminemment collective. À l'intérieur de ce vaste ensemble qu'est le bien-être humain, on trouve la pleine santé, qui en forme une sorte de colonne vertébrale en articulant santé humaine, santé des écosystèmes et liens sociaux. L'expression fait référence au titre du rapport Beveridge de 1944, «Du plein-emploi dans une société libre» (1): aujourd'hui, c'est la pleine santé sur une planète vivante qu'il faut viser.

Peut-on remplacer la croissance par un seul indicateur de bien-être?

Il en faut plusieurs. Le PIB est une erreur sur le fond, parce qu'il résume l'existence humaine aux transactions marchandes, comme sur la forme, parce qu'il réduit la complexité sociale à un seul indicateur. Mais il ne faut pas non plus des tableaux de bord illisibles et inopérants comme les 17 indicateurs de développement durable des Nations unies, qui ne sont pas hiérarchisés et organisés et comptent 150 indicateurs sous-jacents. Il faut quatre ou cinq indicateurs puissants: la qualité de vie, les inégalités, l'état de santé, l'état des écosystèmes, l'isolement social.

Dans cette optique, l'espérance de vie n'est-elle pas un indicateur que l'on a un peu négligé ces dernières années par rapport à la croissance?

Nous sommes entrés dans un âge de l'insécurité sanitaire. C'est ce qui rend l'espérance de vie tellement pertinente. C'était sans doute un indicateur avancé de la crise américaine, notamment quand elle a baissé entre 2014 et 2017. C'est vrai aussi pour la France, où elle a connu un plateau dès 2015: elle a été, si on peut dire, déroutée de sa trajectoire ascendante par deux virus, la grippe de 2015 puis le covid. Des chocs viraux qui ont à voir avec l'écologie humaine et la faiblesse de l'état de santé des Français, plus mauvais en réalité que ce qu'on en voit. Avec le covid, le PIB a mis dix-huit mois pour revenir à son niveau mais la France a perdu cinq années de gains d'espérance de vie et les États-Unis dix ans (2). On voit bien, dans ce désajustement de l'espérance de vie par rapport au PIB, l'importance d'un indicateur qui rende véritablement compte des enjeux. ●

MAJ JUHUVCG/GETTY

Shuangfeng (Hunan, Chine). Des travailleuses chinoises fabriquent des briquets dans un atelier engagé dans la lutte contre la pauvreté.

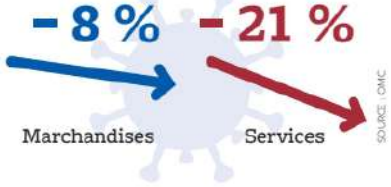
PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARIE POTTIER

(1) Rapport publié au Royaume-Uni par l'économiste William Beveridge (1879-1963), qui, avec un premier rapport de 1942 signé du même auteur, forma la base de l'État providence britannique de l'après-guerre.

(2) L'espérance de vie à la naissance est tombée en 2020 de 78,8 à 77,3 ans aux États-Unis, son plus bas niveau depuis 2003; en France, de 85,6 à 85,2 ans pour les femmes et de 79,7 à 79,2 ans pour les hommes, plus bas niveaux depuis 2015.

PANDÉMIE DE COVID-19

BAISSE DU COMMERCE MONDIAL EN 2020



SOURCE : OMC

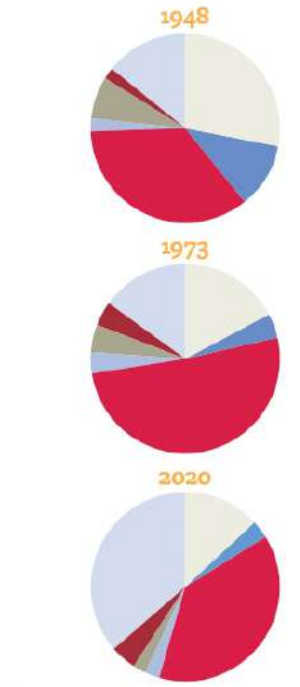
COOPÉRATION

LES 164 MEMBRES DE L'OMC

Fondée en 1995 autour des 128 pays membres des accords commerciaux du GATT, l'OMC a depuis accueilli 36 nouveaux membres, notamment la Chine en 2001.

CONCURRENCE

LE POIDS DES RÉGIONS EN % DES EXPORTATIONS



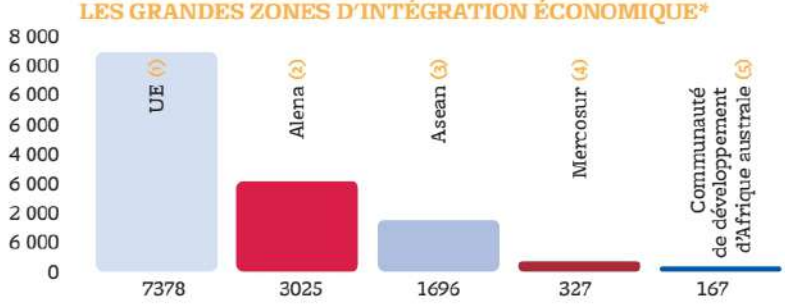
SOURCE : OMC

Les flux de la

Les échanges commerciaux ont connu une très forte croissance depuis le début du 21e siècle et frôlent désormais les 60 % du PIB mondial. Les marchandises circulent de plus en plus, les hommes et femmes, expatriés ou touristes, aussi, de même que les idées, au travers de la lutte pour le *soft power*. Une hausse des échanges parfois ralentie par des crises, comme celle du covid-19, et qui se déroule sur fond de tensions, notamment entre les États-Unis et la Chine.

ACCORDS RÉGIONAUX

LES GRANDES ZONES D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE*



CHIFFRES : OMC

*Biens et services exportés en milliards de dollars en 2019. (1) 27 membres, (2) Canada, États-Unis, Mexique, (3) dix pays d'Asie du Sud-Est, (4) Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, (5) seize pays du sud de l'Afrique.

VECTEEZY, CATHERINE JUJIA

JEAN-MARIE POTTIER
Journaliste.

210

Nombre, en millions, d'abonnements souscrits au service américain de streaming Netflix mi-2021 dans le monde, dont près de 8,5 millions en France.

SOURCE : COMPARITECH

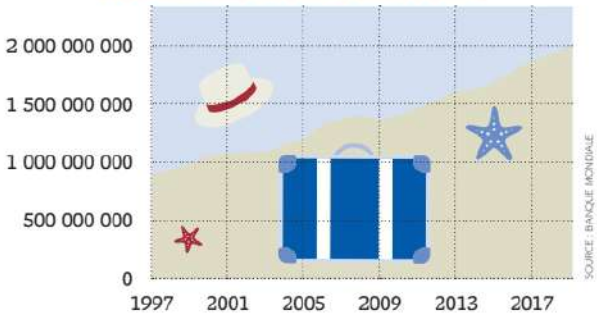
3,6 %

La proportion d'habitants de la Terre ne vivant pas dans leur pays de naissance en 2020. Elle n'était que de 2,9 % en 1990.

SOURCE : ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

TOURISME

NOMBRE DE DÉPARTS ANNUELS

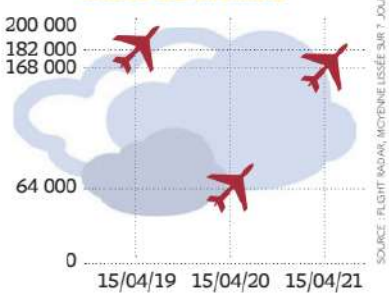


SOURCE : BANQUE MONDIALE

mondialisation

TRAFIC AÉRIEN

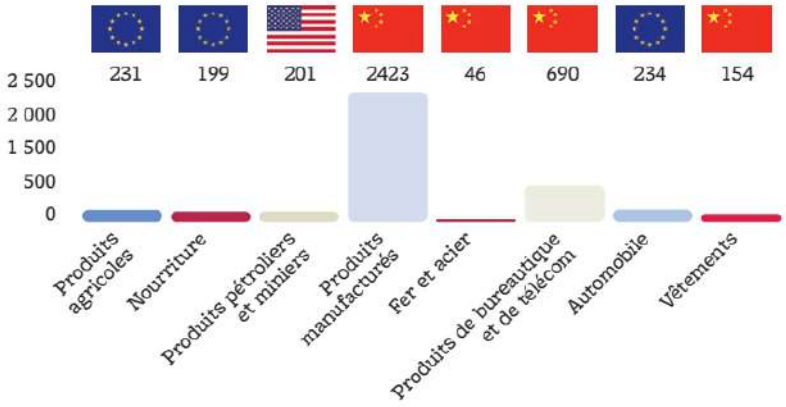
NOMBRE DE VOLS DANS LE MONDE



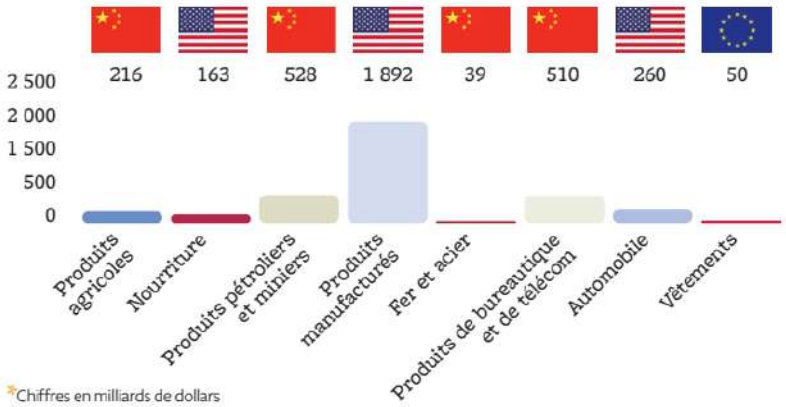
SOURCE : FLIGHT RADAR, MOYENNE LISSÉE SUR 7 JOURS

SECTEURS

PREMIERS EXPORTATEURS MONDIAUX*



PREMIERS IMPORTATEURS MONDIAUX*

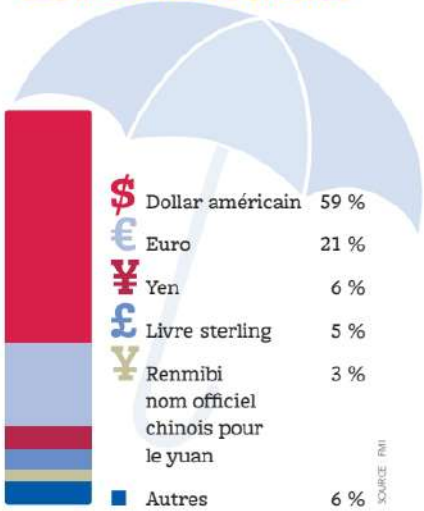


*Chiffres en milliards de dollars

SOURCE : OMC

MONNAIES

LE POIDS DES DEVISES DANS LES RÉSERVES DE CHANGE



SOURCE : FMI

Pas encore nés, déjà protégés ?

La question de la justice entre générations se pose désormais, en matière d'environnement, sur un horizon de temps très long. Mais le calcul des coûts supportables pour le bénéfice de nos lointains descendants s'avère complexe.

JAMA CAVCLISA/SOPA/LIGHT ROCKET/GETTY

Enfant sur le rivage à Saint-Louis-du-Sénégal, l'un des lieux les plus affectés de la Terre par le réchauffement climatique et la montée du niveau des océans.

Fin avril 2021, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe censurait partiellement le plan climat du gouvernement allemand au motif qu'il était jugé insuffisant pour protéger les libertés des générations futures. Une décision symbolisant l'attention croissante accordée aux droits des générations à venir dans le débat climatique. Dans un récent livre, *The Good Ancestor. How to think long term in a short-term world* (2020), Roman Krznaric développe le concept d'« ancêtre bienveillant » pour décrire l'attitude à adopter face aux défis actuels, avec pour horizon celui de la septième génération après la nôtre.

« Non-existence » et « non-identité »

La justification et la définition d'un tel principe de justice envers les générations lointaines ne vont pourtant

JEAN-MARIE POTTIER
Journaliste.

pas sans poser une série de défis, philosophiques comme économiques. Le simple fait d'attribuer des droits aux générations du 25e siècle soulève des objections examinées par Axel Gosseries (1). La première, la «non-existence», postule qu'une personne qui n'existe pas encore ne peut avoir de droits; la seconde, la «non-identité», rendue célèbre par Derek Parfit, que les générations futures ne peuvent pas s'estimer désavantagées par nos choix de vie présents car ces choix forment le contexte et la condition même de leur conception.

A. Gosseries répond à la première objection, estimant que l'absence de droits n'équivaut pas à une absence de devoirs, voire que l'existence d'un dommage potentiel futur peut justifier un droit présent: il emploie l'analogie d'un aliment pour bébé dont la date limite de consommation est lointaine, ce qui protège donc, au nom du droit de la consommation, un nourrisson pas encore né. Quant au problème de la non-identité, on peut le contourner par un raisonnement transitif sur la succession des générations: en dégradant l'environnement, nous violons le droit des enfants d'aujourd'hui à transmettre un monde vivable à la génération qui suivra, elle-même étant affectée dans sa capacité à transmettre le monde à la génération d'après, etc.

Le monde comme bateau de croisière ou bivouac de montagne

Une fois acceptée l'idée de droits des générations futures, il reste à décider d'un principe de justice. En 2016, Nicholas Vrousalis proposait pour cela la métaphore d'une croisière sans fin dont les passagers (les membres des différentes générations) laisseraient les cabines en plus ou moins bon état: «*Comment les bénéfices du voyage et le fardeau des réparations doivent-ils être mesurés? Comment doivent-ils être répartis entre les différentes cohortes de passagers?* (2)» Dans une autre métaphore, A. Gosseries compare le monde à un bivouac de montagne successivement occupé par des générations de voyageurs. Un refuge pour lequel on peut imaginer différents types de règlement intérieur: «*"Prière de le laisser dans un état aussi bon que celui dans lequel vous l'avez trouvé" ne veut pas dire la même chose que "Il est attendu des randonneurs qu'ils laissent le bivouac dans un état propre et rangé"* (3).» La première règle est dite «cléronomique» (elle s'évalue par rapport à la situation laissée par la génération précédente) et obéit à un principe de réciprocité: chaque génération doit disposer de ressources comparables à celles dont a hérité la génération précédente. La seconde ne l'est pas, et correspond à une conception dite «suffisantiste» – chaque génération doit disposer des moyens nécessaires à son existence.

Des principes dont l'application s'assortit d'une difficulté supplémentaire: l'estimation monétaire des efforts et du niveau de bien-être environnemental de chaque génération. Comme l'écrit Stéphane Zuber, «*il est incroyablement difficile d'évaluer si les bénéfices dépassent les coûts à des horizons aussi lointains* (4)».

Un des outils par lequel les économistes s'y essaient s'appelle le taux d'actualisation: un bénéfice à l'horizon d'un siècle ne sera considéré comme valable que s'il est supérieur à son coût actuel «actualisé» d'un taux de croissance annuel. Dans son cinquième rapport publié en 2014, le Groupe de travail sur l'atténuation du changement climatique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) calcule ainsi que si un tel bénéfice est évalué à 1 million de dollars dans un siècle, son coût actuel doit être inférieur à 369 000 dollars pour un taux d'actualisation de 1%, et à seulement... 1152 dollars si ce taux est de 7%.

Plus le taux retenu est faible, plus le sort des générations futures est abordé à égalité avec celui des générations actuelles. Sa fixation a donc suscité d'âpres débats chez les économistes, notamment entre Nicholas Stern et William Nordhaus: N. Stern prônait un taux très bas quand W. Nordhaus, depuis lauréat du Nobel d'économie, proposait un taux plus élevé, plus proche de la croissance annuelle d'une économie développée.

Ce clivage reflète aussi deux visions différentes du changement climatique, l'une comme phénomène graduel que nos sociétés peuvent progressivement gérer, l'autre, plus alarmiste, alertant sur l'existence de points de bascule climatiques qui rendraient dérisoires les calculs d'actualisation: comme l'écrivent S. Zuber et trois de ses collègues, Aurélie Méjean, Antonin Pottier et Marc Fleurbaey, «*l'arbitrage le plus pertinent à effectuer pourrait ne pas se situer entre consommation actuelle et future mais entre la consommation actuelle et l'existence même de générations futures* (5)». En matière climatique, la justice intergénérationnelle est une équation à plusieurs inconnues, dont la plus grande: notre propre survie. ●

(1) Alex Gosseries, «On future generations' future rights», *The Journal of Political Philosophy*, vol. XVI, n° 4, décembre 2008.
(2) Nicholas Vrousalis, «Intergenerational justice. A primer», *in* Axel Gosseries et Iñigo González-Ricoy (dir.), *Institutions for Future Generations*, Oxford University Press, 2016.
(3) Axel Gosseries, «Une métaphore de la justice intergénérationnelle», *Regards croisés sur l'économie*, n° 7, 2010/1.
(4) Stephane Zuber, «Measuring intergenerational fairness», *in* Axel Gosseries et Iñigo González-Ricoy (dir.), *op. cit.*
(5) Aurélie Méjean *et al.*, «Intergenerational equity under catastrophic climate change», Global Priorities Institute, novembre 2017.

Pour une économie plus juste et plus verte

Du revenu universel à la garantie de l'emploi, exploration de cinq idées qui sont de plus en plus débattues voire testées.

La montée des inégalités financières, l'intensification de l'urgence écologique et la pandémie de covid-19 ont remis au premier plan la réflexion sur nos modes de production et de répartition des richesses. Une réflexion qui passe par l'exploration de garanties sur les revenus, le patrimoine ou l'emploi ou par l'étude de possibles incitations à adopter des comportements plus écologiques ou «verdir» l'économie. Exploration en cinq idées.

1• Le revenu universel peut-il rassembler la société?

De toutes les mesures des économistes visant à réduire les inégalités de ressources, et figurant dans les programmes politiques, le versement à tous les individus d'une somme sans condition d'activité est la plus emblématique. En France, plusieurs départements réclament depuis des années de pouvoir expérimenter un revenu universel fixé au seuil de pauvreté, soit 850 euros par mois et par individu environ. Le coût de la mesure, évalué à plusieurs dizaines de milliards d'euros annuels pour la France, divise économistes et élus sur la question de notre rapport individuel et collectif au travail. Si ses partisans estiment qu'il permettrait d'aider chaque citoyen à mener une existence digne quelle que soit son activité, ses détracteurs craignent qu'il désincite les individus à travailler, entérine les fractures sur le marché du travail (bas salaires, précarité, temps partiel...), enferme certains individus dans des rôles subis (les femmes au foyer notamment) voire ouvre la porte à un démantèlement des autres dispositifs sociaux au nom de la simplification administrative.

2• Les *baby bonds*, pour partir du bon pied dans la vie adulte

Candidat malheureux à l'investiture démocrate lors de la dernière présidentielle américaine, Cory Booker, sénateur du New Jersey, a proposé que l'État abonde pour chaque naissance un compte épargne d'un montant de 1000 dollars, ensuite alimenté chaque année d'une somme dépendant des revenus de la famille de l'enfant. À l'âge de 18 ans, les bénéficiaires pourront débloquer les fonds qui, intérêts compris, pourraient atteindre 50000 dollars pour les familles les plus modestes. L'idée a d'abord émergé sous la plume de deux économistes, Darrick Hamilton et William Darity, qui ont également travaillé sur les réparations de l'esclavage: ils y voient un moyen de réduire les inégalités de race et de richesse au moment de l'entrée dans la vie active en donnant à chaque jeune adulte une capacité d'investissement (étudiant, entrepreneurial, immobilier...). Connus en français sous le nom de «patrimoine universel», de «capital de départ» ou de «dotation à la naissance», les *baby bonds* ont fait l'objet d'une expérimentation au Royaume-Uni entre 2000 et 2010 mais sont critiqués pour leur coût (la proposition Booker est évaluée à 60 milliards de dollars par an) et pour le possible mésusage des fonds attribués par les jeunes bénéficiaires.

JEAN-MARIE POTTIER

KENT NISHIMURA/THE LOS ANGELES TIMES/GETTY

Washington, 20 avril 2021. Alexandria Ocasio-Cortez, plus jeune élue du Congrès américain, défendant lors d'un meeting l'introduction du Green New Deal et du Civilian Climate Corps Act.

3• Le dividende carbone, ou la redistribution des fruits de la taxation écologique

Depuis 2014, la France prélève chaque année sur les combustibles fossiles une contribution climat-énergie, plus connue sous le nom de «taxe carbone». Elle rapporte une dizaine de milliards d'euros au budget de l'État mais n'abonde qu'en faible partie des mesures environnementales. Que se passerait-il si chaque ménage en recevait sa part, soit un chèque annuel d'environ 250 euros? Cette idée, présente dans le débat public sous le nom de «dividende carbone», s'inscrit dans un double objectif. Elle aurait un effet redistributif en permettant d'éviter que les ménages modestes soient affectés par la fiscalité écologique: un chèque de 250 euros pèse plus lourd dans leur budget que dans celui d'un ménage aisé. Mais elle aurait surtout un effet incitatif puisque, pour obtenir un gain net, un ménage aurait intérêt à adapter son comportement pour éviter que le montant du chèque soit englouti par les hausses des prix des combustibles. À l'étude aux États-Unis, ce «dividende carbone» a reçu en 2019 le soutien de vingt-huit prix Nobel d'économie.

4• Travailler moins, vivre mieux

Pour Rutger Bregman, la stagnation du temps de loisir depuis quarante ans constitue «*l'échec le plus décevant*» de notre civilisation en matière de rêves futuristes. Lui défend la semaine de... quinze heures, dont John Maynard Keynes prédisait l'avènement dans les années 1930. Le thème de la réduction du temps de travail a retrouvé de la vigueur ces dernières années, même si le débat sur ses conséquences reste âpre en France depuis le passage aux 35 heures en 2000. Au printemps dernier, le puissant syndicat allemand de la métallurgie IG Metall a ainsi négocié un accord en vue d'une semaine de travail de quatre jours en échange d'une modération des hausses de salaires. Si les défenseurs de cette mesure vantent son impact sur le bien-être, ses effets sur l'emploi dépendent de l'évolution parallèle des salaires et de la productivité, ainsi que de l'ouverture possible d'autres marchés grâce à la hausse du temps libre.

5• La garantie d'emploi, ou l'État patron en dernier ressort

Popularisée par les programmes de «Green New Deal» aux États-Unis, la garantie d'emploi constitue le double inversé du revenu universel: il ne s'agit plus pour l'État de garantir de manière inconditionnelle un revenu à quelqu'un, mais de lui garantir un emploi, assorti d'un niveau de salaire plancher. Pavlina Tcherneva la compare à la façon dont l'État garantit par exemple un avocat commis d'office à celui qui ne peut pas s'en payer un. «*En reconnaissant et garantissant un droit économique fondamental,* (la garantie d'emploi) *engendrera un nouveau contrat social, qui permettra que le chômage et l'emploi mal rémunéré ne soient plus utilisés à des fins de prétendue stabilisation économique*», écrit-elle. La mesure a pour but de lutter contre le cycle pervers du chômage, c'est-à-dire le fait que ses conséquences peuvent rendre un chômeur encore moins employable. Mais elle adopte aussi une forte teinte verte puisque les emplois publics en question pourraient renforcer des infrastructures visant à «*prévenir, atténuer et contrecarrer l'impact de catastrophes naturelles de plus en plus destructrices: contrôle des inondations, surveillance des espèces, enquêtes environnementales, plantation d'arbres, entretien et rénovation des parcs, destruction des plantes invasives, construction de pêcheries locales...*» ●

À LIRE

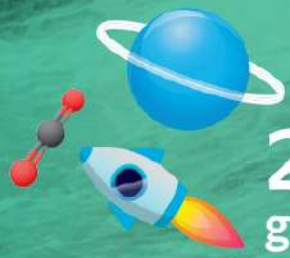
- **Utopies réalistes**
  Rutger Bregman, Seuil, 2017.
- **Les Idées nouvelles pour comprendre le 21e siècle**
  Rémi Noyon et Philippe Vion-Dury, , Allary, 2018.
- **La Garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal**
  Pavlina R. Tcherneva, La Découverte, 2021.
- **Utopies réelles**
  Erik Olin Wright, La Découverte, 2017.

Les chiffres clés de l'envi

Nos émissions de gaz à effet de serre ont accru les températures moyennes terrestres de +1,2°C en un siècle et demi, et le phénomène s'accélère. La société de consommation crée des pollutions de plus en plus importantes : particules fines dans les airs, plastiques dans les eaux... Nos activités poussent vers l'effondrement de nombreux écosystèmes et menacent jusqu'aux océans... Au final, c'est notre capacité à respirer et à nous nourrir qui est en jeu. La bonne nouvelle ? Nous pouvons agir. Nous devons sauvegarder et restaurer les terres, les eaux et l'air. Ce qui est en germe dans les espoirs de transition vers des énergies renouvelables doit s'appliquer de façon bien plus ambitieuse à la lutte contre le réchauffement et la destruction du vivant.

40 millions
DE TONNES DE PLASTIQUE
sont rejetées chaque année dans l'environnement.

25%
de la population mondiale
est désormais exposée à
DES VAGUES MEURTRIÈRES
de chaleur urbaine.



2 500 gigatonnes
QUANTITÉ DE DIOXYDE DE CARBONE
que l'homme a envoyé dans l'atmosphère en un siècle et demi.

ronnement

LES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE D'ICI À 2030 et arriver à des émissions nulles vers 2050 sont les conditions pour rester sous les 1,5°C de réchauffement climatique.

8,7 millions

NOMBRE DE PERSONNES tuées par la pollution de l'air en 2018 dans le monde.

14 %

des coraux

SONT MORTS ENTRE 2009 ET 2018, essentiellement frappés par le réchauffement climatique.

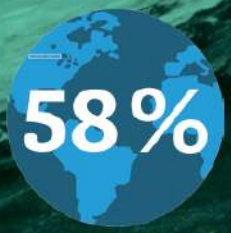
96 %

DE LA BIOMASSE DES VERTÉBRÉS TERRESTRES est constituée par les humains et leurs animaux domestiques.

5 milliards

de personnes

pourraient connaître des **DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'EAU** en 2050 selon l'Onu.



DES VERTÉBRÉS SAUVAGES TERRESTRES ont disparu dans le monde entre 1970 et 2014.

Réchauffement climatique: s'adapter ou atténuer?

Après plusieurs décennies d'attentisme, la menace du réchauffement climatique prend de plus en plus d'ampleur. Comment agir? Deux scénarios se dégagent.

Réunie en Congrès en 1979, la crème des scientifiques américains énonça un constat sans appel dans le rapport Charney: l'émission de gaz à effet de serre (GES) liée à la production énergétique menait le monde à un réchauffement planétaire prévisible de 3°C par rapport aux températures préindustrielles. Ils en avertirent les politiques afin que ces derniers prennent les décisions qui s'imposaient: orienter le monde vers une trajectoire soutenable, en réduisant la combustion de charbon et de pétrole.

Le rapport Charney bénéficiait d'un large consensus, tant public (la plupart des Américains se disaient alors convaincus de la réalité de la menace climatique) que politique (même George Bush père fera campagne, en 1988, sur le thème de la nécessaire réduction des émissions de GES).

LAURENT TESTOT
Journaliste et conférencier. Auteur de *Cataclysmes. Une histoire environnementale de l'humanité* (Payot, 2018).

Un demi-siècle d'inaction

Rien ne fut fait, comme le montre le journaliste Nathaniel Rich dans son livre *Perdre la Terre* (Seuil, 2019), éclairant le rôle joué par les *lobbies* et l'idéologie politique du laisser-faire. Car les États-Unis, alors émetteurs du tiers des GES dans le monde, hégémoniques en matière de politique internationale dans ces cruciales années 1980, bloquèrent toute possibilité de lutte concertée contre le changement climatique.

En 2021, au terme d'un demi-siècle d'inaction (1000 gigatonnes de CO_2 en plus envoyées dans l'atmosphère), le Giec vient de publier un prérapport présentant cinq scénarios de réchauffement, tous inquiétants, qui vont du plutôt catastrophique mais gérable au franchement apocalyptique. La Banque mondiale a traduit ces chiffres en projections de réfugiés climatiques (et donc de tensions géopolitiques). Même l'Agence internationale de l'énergie, qui a tant fait pour la prospérité de l'industrie des énergies fossiles, appelle aujourd'hui à laisser dans le sous-sol tout le charbon, le pétrole et le gaz que l'on n'a pas encore extrait, pour avoir une chance de conserver un climat propice à notre survie. Par ailleurs, l'été 2021 a connu des inondations démesurées en Allemagne comme en Chine, des mégafeux en Sibérie, des dômes de chaleur écrasant l'Amérique du Nord sous 50°C.

Face à cette situation, la jeunesse clame son inquiétude – 75 % des jeunes

MOTS-CLÉS

- **S'ADAPTER:** anticiper le pire pour être collectivement capable d'y faire face – cette tendance est souvent associée à l'idée de décroissance.
- **ATTÉNUER:** postuler qu'un bond en avant technologique nous sortira du bourbier – géo-ingénierie, manipulations génétiques, énergies renouvelables, gouvernement des experts...

SCHARFSINN86/GETTY

À chaque dixième de degré supplémentaire de réchauffement climatique, les risques de sécheresse s'accroissent.

Français disent ressentir des angoisses quand on évoque les conséquences du réchauffement climatique.

Adaptation vs atténuation

Si on devait diviser en deux camps ceux qui se préoccupent des évolutions climatiques (une fois éliminés les climato-sceptiques qui font fi des données scientifiques), on pourrait distinguer: 1) les partisans de l'adaptation, dont Nathaniel Rich est un représentant – il défend aujourd'hui que les villes doivent se protéger par des méga-installations (barrages contre la montée des eaux, forêts urbaines contre les vagues de chaleur...), et leurs habitants se faire à l'idée que leur existence est précaire; 2) les tenants de l'atténuation, dits aussi écomodernistes.

Prenons comme illustration des atténuateurs Mark Lynas, un autre journaliste américain, auteur en 2005 de *Six degrés. Que va-t-il se passer?* (Dunod, 2008). Il escaladait dans ce livre, à partir des travaux du Giec, les barreaux de l'échelle des désastres. Une lecture alarmante qui contraste avec son ouvrage suivant, *The God Species* (*L'Espèce divine*) – titre qualifiant l'humanité à venir. Après l'apocalypse vient le temps de l'espoir qui, pour l'auteur, prend le visage de la toute-puissance technique de l'humanité. À l'en croire, nos capacités d'innovation nous permettront de prendre le contrôle du système Terre et, grâce à la géoingénierie, nous mettront à l'abri du pire des atteintes climatiques.

Bien que les deux visions se présentent comme divergentes, il est probable que les trajectoires du futur mélangeront atténuation et adaptation*. ●

FOCUS

Les six marches vers l'«enfer climatique»

À QUOI RESSEMBLERA UN MONDE À...

+1°C ? On y est entré au début de la décennie 2010: sécheresses, crues et tempêtes plus fréquentes et plus puissantes; en 2021, on se situe vers +1,1°C.

+2°C ? On y sera à coup sûr dans les décennies 2040-2050: récoltes compromises, famines et guerres, réfugiés climatiques par millions, récifs coralliens asphyxiés, zones mortes progressant dans les océans... Chaque dixième de degré dépassé se paiera de dramatiques évolutions, avec son lot de risques systémiques. On entre en zone inconnue, et des catastrophes risquent d'en entraîner d'autres – ce que l'on appelle des effets de seuil (*tipping points* en anglais). Exemple: le pergélisol, ce sous-sol gelé de Sibérie et du Canada, est susceptible de fondre et de libérer quantité de GES supplémentaire.

+3°C ? C'est la température associée à un scénario *business as usual* (les affaires continuent) vers 2080, à opposer à un monde qui serait alors stabilisé entre +2°C et +2,5°C si les États avaient respecté leurs engagements suite aux accords de Paris (signés en 2016).

+4°C ? C'est ce qui nous attend à la fin du 21e siècle à trajectoire constante, avec un tiers de terres émergées désormais trop chaudes pour y habiter – cela concerne des pans entiers de l'Afrique, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est, des zones très peuplées –, le tout aggravé par une montée des eaux qui se poursuivra dans les siècles suivants.

Les +5°C et +6°C, même exposés dans un style à la froideur scientifique, sont des exercices de pensée apocalyptiques. ● **L.T.**

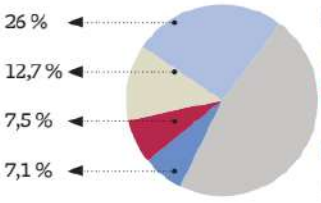
À LIRE

● **Six degrés. Que va-t-il se passer ?**, Mark Lynas, Dunod, 2008. Voir aussi https://resumegiec.wordpress.com/2021/08/11/rapport-du-giec-resume-pour-les-decideurs/

Gaz à effet de serre
où en sommes-nous ?

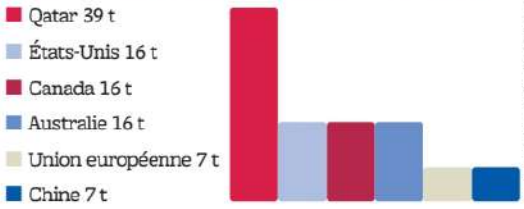
Les gaz à effet de serre (GES) résultant de notre consommation d'énergie fossile entraînent un réchauffement planétaire lourd de menaces.

PAYS ÉMETTEURS



SOURCE : FRANÇOIS GEMENNE ET ALEXANDRE RANKOVIC/ATLAS DE L'ANTHROPOCÈNE 2021 (PRESSES DE SCIENCES PO)

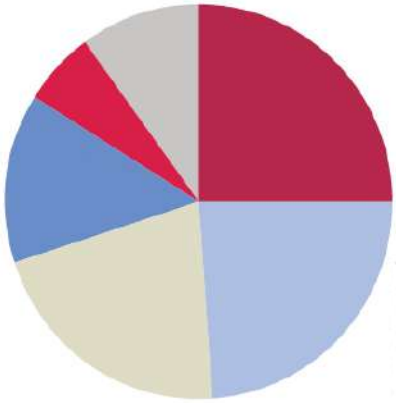
ÉMISSIONS PAR HABITANT



SOURCE : FRANÇOIS GEMENNE ET ALEXANDRE RANKOVIC/ATLAS DE L'ANTHROPOCÈNE 2021 (PRESSES DE SCIENCES PO)

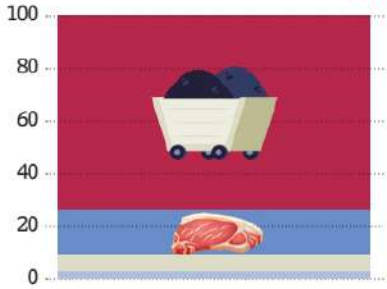
LES SOURCES ANTHROPIQUES

- 25 % : énergie (extraction des combustibles fossiles, raffineries, production d'électricité et de chauffage...)
- 24 % : agriculture et forêt (production de CO_2 suite à l'érosion des sols, à l'artificialisation des terres liée à l'extension de l'urbanisme, à la déforestation et aux incendies ; production de méthane due à la culture du riz et à l'élevage des ruminants...)
- 21 % : industrie
- 14 % : transports
- 6 % : BTP (construction, entretien, électricité et chauffage)
- Autres



SOURCE : GIEC, RAPPORT D'ÉVALUATION 2014

ÉMISSIONS D'ORIGINE HUMAINE



VECTEEZY, CATHERINE JUJJA

SOURCE : NATIONAL OCEANIC AND ATMOSPHERIC ADMINISTRATION

- CO_2 (dioxyde de carbone) : 74 % des émissions mondiales de GES. Résulte de la combustion d'énergies fossiles et de la production de ciment. La moitié du CO_2 émis persiste trente ans dans l'atmosphère, le solde plusieurs siècles.
- CH_4 (méthane) : 17 % des émissions mondiales de GES. Issu de l'élevage industriel de ruminants, des rizières et de l'extraction d'énergies fossiles. A un pouvoir réchauffant 25 fois plus important que celui du CO_2 et une durée dans l'atmosphère de douze ans.
- N_2O (oxydes d'azote) : 6 % des émissions mondiales de GES. Proviennent des engrais azotés, fumier, lisier, résidus de récolte. Ont un pouvoir réchauffant 300 fois plus important que celui du CO_2 et une durée dans l'atmosphère de cent vingt ans.
- Gaz fluorés : 3 % des émissions mondiales de GES. Utilisés pour la réfrigération, la climatisation et l'isolation des bâtiments. Ont un pouvoir réchauffant 1 300 à 24 000 fois supérieur à celui du CO_2 et une durée dans l'atmosphère de quelques ans à plusieurs millénaires.

LAURENT TESTOT

La biodiversité en danger

La destruction de la biodiversité constitue, avec le réchauffement climatique, la principale crise environnementale.

ÉCOSYSTÈMES

12 % des espèces animales et végétales, estimées à un minimum de 8,7 millions, sont en danger d'extinction, soit 1 million d'entre elles.

10 % des espèces animales continentales n'ont plus assez d'espace pour survivre à l'état sauvage.

75 % des surfaces continentales,
40 % des environnements marins,
50 % des cours d'eau
} sont « sévèrement altérés » par les activités humaines.

58 % des vertébrés sauvages terrestres ont disparu dans le monde entre 1970 à 2014.

78 % des insectes ont disparu d'Europe entre 1989 et 2017.

75 % des cultures alimentaires dépendent de la pollinisation animale.

85 % au moins des milieux humides (marécages, mangroves...) connus en 1700 avaient disparu en 1980. Ils disparaissent trois fois plus vite que les forêts.

50 % des écosystèmes forestiers ont disparu de la planète en trois siècles.

500 % augmentation du nombre de virus émergents, liés à la dégradation des écosystèmes et susceptibles d'affecter les humains et/ou leur bétail entre 1940 et 1990.

36 % du stock mondial de poissons de mer
81 % du stock mondial de poissons d'eau douce
} ont disparu entre 1970 et 2012.

70 % d'espèces invasives en plus ont été repérées depuis 1970, dans les 21 pays qui ont étudié ce sujet de près.

75 % des environnements terrestres « sévèrement altérés » par les activités humaines (40% pour les environnements marins).

10 % la proportion d'espèces d'insectes en danger d'extinction estimée.

300 % augmentation de la production agricole végétale depuis 1970.

33 % de la surface terrestre est dédiée à l'agriculture et à l'élevage.

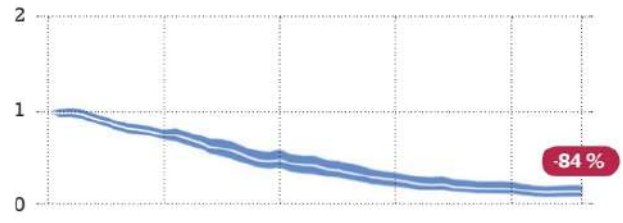
45 % augmentation du tonnage de bois coupé annuellement depuis 1970.

50 % de l'expansion des terres agricoles se fait aux dépens de la forêt.

40 % des batraciens, au minimum, sont en danger d'extinction.

SOURCES : DONNÉES ISSUES DES DERNIERS RAPPORTS DE L'IPBES

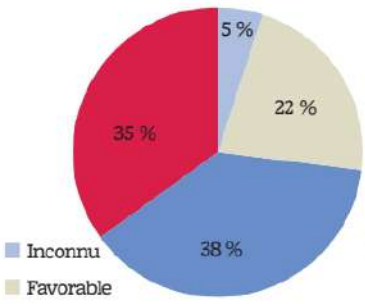
EAU DOUCE



Indice Planète Vivante. De 1970 à 2016, l'abondance moyenne de 944 espèces animales d'eau douce suivies dans le monde a diminué en moyenne de 84 %. La ligne blanche indique les valeurs de l'indice et les zones colorées l'intervalle de constance entourant la tendance (écart : de - 89 % à - 77 %).

SOURCE : WWF/ZSL (2020)

HABITATS NATURELS



État des sites classés « habitats d'intérêt communautaire » (dunes, landes, fourrés, forêts, tourbières...) en France sur la période 2007-2012. 22% de ces terres sont dans un état jugé favorable.

SOURCE : MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Comment éviter le pire ?

Réchauffement climatique, érosion de la biodiversité et sous-développement sont des problèmes globaux. Passage en revue des solutions envisagées par les experts...

GEORGETTE DOUWMA/GETTY

Mangrove en Indonésie. Restaurer et préserver la biodiversité, un enjeu majeur du 21e siècle.

Pour les pays développés, la seconde moitié du 20e siècle a été le temps de la croissance. En ce début de 21e siècle, les données changent. L'humanité prend conscience qu'il n'y aura pas de croissance inépuisable, mais des arbitrages à faire : permettre à chacun de vivre dignement tout en préservant les capacités de la Terre à nous fournir les ressources nécessaires.

Cela implique de mieux répartir les richesses entre pays et à l'intérieur des pays, de moins polluer, de moins émettre de gaz à effet de serre (GES) et de moins affecter les biotopes. Dans nos sociétés, ces objectifs sont souvent antagonistes ; ainsi les experts doivent tenir compte des différents effets des politiques qu'ils préconisent.

Seules certitudes : les solutions impliquent des arbitrages politiques. Elles ne peuvent être portées que par un consensus entre États, opinions publiques et firmes. Elles seront pluridisciplinaires, car nul champ de savoir ne peut prétendre à lui tout seul résoudre autant de tensions. Enfin, ces solutions impliquent le renforcement des instances internationales afin d'imposer des mesures qui n'ont de sens qu'à l'échelle globale, comme réguler les cryptomonnaies, réglementer les transports internationaux ou encore fixer un prix universel aux émissions de carbone, en utilisant les ressources dégagées pour financer des énergies non émettrices de GES.

Biodiversité : préserver et restaurer

Pour enrayer l'érosion de la biodiversité, les instances internationales et les États se sont engagés dans des initiatives de conservation : il s'agit de protéger des écosystèmes, en les faisant bénéficier de classements de protection. À l'horizon 2030, il est convenu que 30 % de la surface terrestre en bénéficiera. Toutefois, cette protection est souvent insuffisante : la France autorise ainsi la chasse dans l'essentiel des terres qu'elle classe comme protégées ; le Brésil a fait déforester des parcs naturels ; les pays africains, encouragés par les donateurs, expulsent les peuples autochtones des forêts qu'ils habitent et entretiennent, sous prétexte de revenir à une nature vierge fantasmée (réserves naturelles) ou monnayable → (terres arables cédées comme actifs financiers, plantations d'arbres supposées capter du carbone…)

Un exemple : des experts préconisent d'apprendre à restaurer les écosystèmes, voire à réensauvager (laisser la nature reprendre le dessus). Il faudrait ainsi permettre aux mangroves et aux forêts sous-marines de *kelp* (algues géantes), décimées par le développement urbain sur les côtes, de se réimplanter. Car elles accroissent le stockage du carbone, tout en protégeant contre la montée des eaux,

LAURENT TESTOT

REPÈRE

Le précédent de l'ozone

« Sauver la couche d'ozone. » Ce slogan est devenu l'archétype de la solution apportée à un problème global. Il a suffi d'interdire les CFC (chlorofluorocarbones) utilisés dans les dispositifs de réfrigération. Car ces gaz, lorsqu'ils montent dans la stratosphère, y détruisent la couche d'ozone. Or celle-ci protège la biosphère des rayons ultraviolets qui, sinon, affecteraient la stabilité génétique des organismes vivants.

À partir de 1974, les scientifiques alertent. Les mouvements environnementaux américains mobilisent les opinions publiques, les politiques incitent à l'abandon de ces gaz et les industriels admettent finalement l'urgence de remplacer les CFC par d'autres technologies. En 1985, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) promeut la convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. Dès 1988, la coopération internationale aboutit à une forte diminution de la production de CFC.

Deux éléments jouent en faveur de cette issue. D'abord, les industriels de la chimie ne sont pas perdants, produisant des substituts efficaces. Les consommateurs se débarrassent de leurs vieux appareils, ce qui entraîne une relance du marché des réfrigérateurs et climatiseurs. Second élément, le nombre réduit de pays concernés : États-Unis, Europe occidentale, Japon et URSS.

Toutefois, la restauration de la couche d'ozone a accéléré le réchauffement terrestre ; de plus, les gaz utilisés en substitut du CFC ont un fort pouvoir réchauffant, alors même que l'on recourt de plus en plus, à l'échelle mondiale, à la climatisation. La solution implique un recyclage drastique, que certains pays en voie de développement peinent à mettre en place. ● **L.T.**

→ et fournissent un habitat à de nombreuses espèces et de la nourriture aux populations côtières.

Un débat: réensauvagement contre forçage génétique. Nos forêts sont en péril, menacées par les mégafeux. Ceux-ci sont aggravés par le réchauffement, mais l'action humaine en est souvent la première cause (manque d'entretien de milieux longtemps contrôlés par l'écobuage, les coupes ou le pacage; plantation de champs d'arbres en monoculture, vulnérables aux feux et aux parasites, défavorables à la biodiversité...). Dès lors, deux camps s'opposent: ceux qui veulent revenir à une gestion moins productiviste des forêts, voire à aucun type de gestion; contre ceux qui diagnostiquent que les forêts n'auront pas le temps de s'adapter au réchauffement climatique et qu'il faudra les y aider, au besoin en altérant jusqu'à l'ADN des arbres.

WILLIAM TAUFIC/GETTY

Transition énergétique : les énergies renouvelables, ici un barrage hydroélectrique, permettent de réduire l'émission de gaz à effet de serre.

Énergie: décarboner d'urgence

L'urgence de mettre un terme à l'exploitation des énergies fossiles. Cela implique la fin du financement de l'industrie pétrochimique, un arrêt de tous les projets en cours (notamment les centaines de forages qu'envisagent la Russie dans l'Arctique en voie de déglaciation ou ceux des majors pétrolières au large du Mozambique...). Il convient de déplacer les subventions des énergies fossiles vers les renouvelables et négocier une tarification mondiale du carbone. Celle-ci surenchérira le prix des carburants et combustibles, ce qui imposera des politiques d'accompagnement des plus vulnérables, par exemple en versant des compensations aux économies émergentes pour les ressources en charbon qu'elles n'iront pas extraire pour alimenter leur développement économique. Il faudra enfin apprendre à produire des énergies renouvelables en consommant le moins possible de terres rares. La transition énergétique, à en croire l'Agence internationale de l'énergie (AIE), nécessiterait aujourd'hui de laisser sous terre toutes les ressources en gaz, pétrole et charbon non encore extraites. Au vu des programmes d'investissement des États et des firmes pour la prochaine décennie, nous en sommes loin.

TRANSITION

Un État bio: l'Andhra Pradesh

Le gouvernement de l'État indien de l'Andhra Pradesh, grand comme deux fois le Portugal, a converti ses 6 millions de familles paysannes au 100% bio sous l'impulsion du haut fonctionnaire Vijay Kumar, appuyé par le *rishi* (sage indien) et agronome Subhash Palekar. Son secret tient à un acronyme: ZBNF ou Zero Budget Natural Farming – l'assolement est ainsi assuré par un système de collecte de tous les déchets organiques des villages. Cette «révolution organique» permet de limiter l'exode rural, et semble avoir été accélérée par la crise du covid-19: l'Inde confinée a favorisé les circuits courts et l'autonomie en intrants ou en équipements. Une solution adaptée à un pays où la main-d'œuvre est nombreuse et bon marché. ● **L.T.**

Un exemple : Les dépenses énergétiques d'Internet pourraient être divisées par quatre, voire dix, si les gouvernements obligeaient les opérateurs à de meilleures pratiques: des fichiers moins volumineux en poids numérique, des structures moins énergivores en stockages de données... Il y a urgence: Internet représente aujourd'hui 4% des dépenses d'énergie dans le monde, et cette proportion devrait doubler d'ici 2030.

Un débat : Est-il possible de réussir une transition énergétique? Plusieurs historiens estiment que non, en signalant qu'il n'y a jamais eu de substitution énergétique dans l'histoire, mais des additions. Ainsi le pétrole n'a pas remplacé le charbon; il s'est additionné à lui, et on n'a jamais consommé autant de charbon dans le monde qu'aujourd'hui. Doit-on dès lors tabler sur une substitution des énergies fossiles par les renouvelables?

Agriculture: repenser notre assiette

L'agriculture est le premier émetteur mondial de GES. Elle compte pour 24% des émissions, et sa part devrait augmenter dans les années à venir. De nombreux experts préconisent un certain nombre de mesures pour inverser cette tendance. Correctement géré, ce secteur d'activité a en effet un fort potentiel de séquestration du CO_2, tout en réduisant sa consommation d'azote (fabriqué avec du gaz naturel) et de phosphates. Il faudrait pour cela privilégier une approche agroécologique, consommer moins d'eau, associer des cultures diverses et des arbres. Un des mécanismes les plus efficaces serait d'orienter les subventions et les prix du marché pour réduire l'élevage concentrationnaire des bovins, porcs et poulets, de privilégier le retour à la pâture pour régénérer les sols et les écosystèmes, poussant à consommer beaucoup moins de viande tout en privilégiant sa qualité. Le processus libérerait les terres monopolisées pour la production de fourrage vers des cultures nourrissant les humains, limiterait la déforestation tropicale, et irait dans le sens de l'autonomie alimentaire.

Un exemple : la Révolution verte des années 1960-1990 a entraîné l'extension du modèle agricole américain au monde entier: mécanisation, intrants chimiques et utilisation exclusive de semences hybrides et brevetées ont accru les rendements et provoqué une forte réduction des populations paysannes. Aujourd'hui, une poignée de firmes détiennent un monopole sur les semences, interdisant aux paysans de planter quoi que ce soit sans leur verser de redevance. Cette situation, préoccupante pour l'autonomie alimentaire des pays, plaide pour le classement des semences en bien public mondial.

Un débat : Pour ou contre l'agriculture de conservation? Moins retourner les terres, laisser les couverts végétaux en place afin d'utiliser moins d'azote... L'agriculture de conservation évoque certains traits de l'agroécologie, tout en en persistant à utiliser intensivement des intrants chimiques – désherbants notamment – et des brevets sur les semences. Ses défenseurs y voient l'évolution prévisible d'une agriculture toujours plus productiviste et mécanisée, ses détracteurs l'accusent de favoriser la mainmise des firmes sur le vivant par le biais des biotechnologies. ●

À LIRE

- **Utopies made in monde. Le sage et l'économiste**
  Jean-Joseph Boillot, Odile Jacob, 2021.
- **Climat: comment éviter un désastre**
  Bill Gates, Flammarion, 2021.
- **Drawdown. Comment inverser le cours du réchauffement planétaire**
  Paul Hawken, Actes Sud, 2018.
- **Sociétés en danger. Menaces et peurs, perceptions et réactions**
  Claudia Senik (dir.), La Découverte, 2021.
- **Capital Terre. Une histoire longue du monde d'après (12e-21e siècle)**
  Alessandro Stanziani, Payot, 2021.

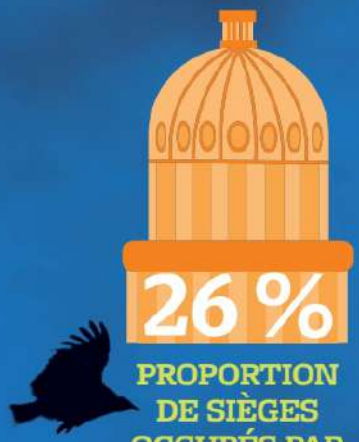
FOCUS

Urbanisme: Copenhague fait sa révolution

Dès les années 1970, le gouvernement danois a entrepris de réduire sa consommation d'hydrocarbures. Ce plan a porté ses fruits. Copenhague, la capitale danoise, sera peut-être la première grande ville européenne neutre en carbone, dès 2025. Sa recette? La mairie a obligé la quasi-totalité des immeubles à adhérer au chauffage urbain, désormais alimenté par des centrales à cogénération (produisant chaleur et électricité), où la combustion d'énergies renouvelables (essentiellement des déchets urbains) se substitue au charbon et au gaz. S'ajoutent des éoliennes maritimes et des centrales géothermiques utilisant les différences de température entre eau et océan, le vélo au détriment de la voiture... Le modèle n'est pas reproductible partout car un pays à haut niveau de revenu est avantagé sur ce type de transition. ● **L.T.**

Les valeurs dans le monde

Dans l'Enquête mondiale sur les valeurs, Ronald Inglehart constate qu'avec le développement économique, les individus attachent moins de prix à la sécurité matérielle. Ils adhèrent à des valeurs « post-matérialistes » comme l'autonomie, le progrès social, la liberté, l'égalité de genre. R. Inglehart interprète la montée de la demande autoritaire au sein des démocraties comme une réaction conjoncturelle qui ne remet pas en cause cette tendance de fond. Qu'en est-il ? Dans des sociétés fragmentées, il n'a sans doute jamais été aussi difficile d'être libres ensemble. Le recul de la démocratie libérale coexiste avec le regain des mobilisations et les désirs d'émancipation, l'individualisme des jeunes avec leurs multiples engagements. Et si les sociétés avaient une longueur d'avance sur les régimes politiques ?



26 %

PROPORTION DE SIÈGES OCCUPÉS PAR DES FEMMES dans les parlements nationaux, contre 12 % en 1998.

(BANQUE MONDIALE).

1 personne sur 11

au sein des pays de l'OCDE déclare ne pas avoir d'ami ou de relation sur qui compter en cas de besoin. Ce chiffre est 3 fois plus élevé chez les personnes de plus de 65 ans.

(OCDE).

133 millions

FILLES ayant subi des **MUTILATIONS GÉNITALES** dans les 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient où cette pratique est la plus courante.

(ONU FEMMES, 2017).

PHOTOS : JEXTEZY, FREEPIK, CATHERINE JULIA

19

En 2016, nombre de **« DÉMOCRATIES PLEINES »** dans le monde, contre 28 en 2006.
(THE ECONOMIST)

Norvège

N°1 MONDIAL dans l'Indice de progrès social et l'Indice de bonheur.
(World Happiness Report, Sustainable development solutions network)

40 %

JEUNES CHINOIS déclarant que pour avoir une **VIE SATISFAISANTE** il faut **SE SENTIR LIBRE.** C'est le chiffre le plus élevé parmi les jeunesses du monde : 22 % des Européens et 18 % des Français partagent cet avis.
(TNS OPINION, FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE)

17 millions

D'ADOLESCENTS dans 39 États d'Europe et d'Amérique du Nord **RECONNAISSENT AVOIR HARCELÉ** d'autres élèves à l'école (soit 3 sur 10).
(UNICEF, 2019)

65

Pays du monde

Où les **TRAVAILLEURS** sont exposés à la **VIOLENCE PHYSIQUE** et aux **MENACES**, en 2018, (+10 % par rapport à 2017).
(CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE DES DROITS)

91 %

TAUX D'ACHÈVEMENT DE L'ÉCOLE PRIMAIRE (filles et garçons) à l'échelle mondiale contre 74 % en 1970.
(BANQUE MONDIALE)

Un désir d'autorité ?

Le succès des partis populistes révèle des aspirations contradictoires au sein des sociétés : d'une part, la volonté de participer à la décision ; d'autre part, une méfiance croissante vis-à-vis du modèle démocratique.

La démocratie n'avait jamais été autant mise en question qu'entre 1919 et 1939, pendant l'entre-deux-guerres, à l'ère des totalitarismes. En revanche, les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et le contexte de la guerre froide coïncidèrent avec sa période la plus faste. Ce fut le règne de la démocratie considérée comme un absolu en Europe de l'Ouest. L'effondrement de l'Union soviétique après 1989 parut augurer un triomphe encore plus général. Francis Fukuyama parla de « fin de l'histoire », c'est-à-dire d'un monde parvenu à la plénitude démocratique.

FABIO TEIXEIRA/PICTURE ALLIANCE/GETTY

Rio de Janeiro, 2018. Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite, vote lors du premier tour de l'élection présidentielle qu'il remportera après une campagne tumultueuse.

La fin de l'histoire, une euphorie fragile

Toutefois, sur le plan européen, cette euphorie civique s'est trouvée perturbée dès les années 1990 par deux événements. D'une part, l'implosion de la « première » République italienne, régie jusqu'alors par le binôme Démocratie chrétienne/Parti communiste, et son remplacement par la figure semi-autoritaire de Silvio Berlusconi. D'autre part, l'apparition de nouvelles formations populistes non seulement en Italie mais aussi en France, au Danemark et en Norvège, principalement. Ces partis devinrent quasiment institutionnels dans ces deux derniers pays. Ils engendrèrent une concurrence déstabilisante en Italie et progressèrent plus lentement en France, avec le Front national (renommé Rassemblement national en 2018).

Dans tous ces cas, une frange substantielle de l'électorat se détourna des partis historiques, comme si elle décou-

GUY HERMET
Directeur de recherche émérite à la Fondation nationale des sciences politiques, auteur de *Les Sources chrétiennes de la démocratie. La liberté par mégarde* (Karthala, 2020).

vrait que l'institution démocratique officielle masquait une ruse drapée dans de grands principes. La ruse était que la masse des électeurs partage un désir de résultats immédiats opposé à l'art effectif du métier politique, consistant à contrôler l'agenda des actions reconnues comme prioritaires selon divers motifs (gestionnaire, réformateur ou démagogique). Dans ces conditions, la démocratie réelle fonctionne à l'inverse de son appellation, comme des attentes des électeurs. Elle doit agir comme un dispositif de tamisage, de hiérarchisation, voire de refoulement ou d'enterrement des désirs du peuple. La prise de conscience progressive de cette situation apparut comme une catastrophe pour les dirigeants qui, doutant de la sagacité des gouvernés, estimaient qu'il convenait de s'en protéger. Mais à l'opposé, on pourrait considérer qu'il s'agissait d'un progrès de la lucidité citoyenne, porteur d'immenses risques pour le bien-fondé de décisions prises en vertu d'une souveraineté effective des citoyens ordinaires.

Peur de la démocratie?

En 2003, les membres de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing avaient mis en exergue du traité constitutionnel européen l'idée qu'en démocratie *«le pouvoir est entre les mains non d'une minorité, mais du plus grand nombre»*, en référence à l'historien grec Thucydide.

En juin 2004, le Conseil européen, représentant les gouvernements nationaux des pays de l'Union appelés à avaliser le texte soumis au référendum, supprima cette citation. Le prétexte fut que la démocratie antique présentait des défauts choquants, tels que son association à l'esclavage. En réalité, la raison tenait à ce que définir la démocratie comme le pouvoir du plus grand nombre pouvait conduire les «petits» États européens à se sentir lésés face aux grandes puissances que sont l'Allemagne ou la France. De plus, cette citation renvoyait à la peur qu'advienne une démocratie européenne populiste.

Vers un consensus de Pékin?

Quelques années plus tard, des sondages ont révélé deux tendances contradictoires à première vue. La première exprimait une insatisfaction quant au fossé séparant les populations et les élites. Une insatisfaction assortie de la revendication d'une évolution du mode de gouvernement représentatif vers une forme de démocratie directe. En France, l'application presque continue du scrutin majoritaire, préféré à la représentation proportionnelle pour les élections législatives, a contribué à la frustration suscitée chez nombre d'électeurs ou d'abstentionnistes par la quasi-absence de députés du Front national au Parlement, confirmant de la sorte un déni systématique de citoyenneté active à une fraction considérable de l'électorat.

Une deuxième tendance s'est manifestée au cours des années 2010. Elle reflétait une remise en cause de la démocratie considérée comme un absolu. Les dictatures avérées durent elles-mêmes se plier à cette vision, les analystes les nommant, à la suite de Fareed Zakaria (1), démocraties «illibérales». Brutalement, on s'aperçut que de nombreux Français considéraient la démocratie comme un mode de gouvernement parmi d'autres et qu'un groupe appréciable d'entre eux s'accommoderait d'un régime militaire. L'armée redevint populaire, comme l'a illustré la sympathie suscitée en 2019-2020 par le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major de l'armée humilié par Emmanuel Macron.

Depuis, une banalisation de ce glissement autoritaire a pu être observée. En Allemagne, l'Allianz für Deutschland (AfD) s'est transformée en parti ayant pignon sur rue en dépit de son orientation peu démocratique. L'Italie a connu récemment deux présidents du conseil non plus politiques comme à l'accoutumée mais experts, Mario Monti et Mario Draghi. Au Brésil, le président Jair Bolsonaro a été élu sans rien dissimuler de son estime pour l'ancien gouvernement des généraux. En France, un sondage Ifop de l'hiver 2021 a confirmé les précédents sur le refroidissement des sentiments démocratiques de la population: 67% des sondés seraient favorables à un gouvernement d'experts écartant les professionnels de la politique, cependant que 40% s'en remettraient au besoin à un régime autoritaire débarrassé du handicap des élections et des partis.

Enfin, pour faire bonne mesure, l'environnement mondial s'est détourné du culte exclusif de la démocratie pluraliste. Le modèle chinois de la prospérité sans liberté est en effet considéré de plus en plus positivement dans les pays en voie de développement, au point que le «consensus de Washington*», discrédité, tend à être supplanté par un nouveau «consensus de Pékin». ●

(1) Journaliste américain, auteur en 1997 d'un article pour *Foreign Affairs*, fondant le concept de «démocraties illibérales», développé ensuite dans son livre ***L'Avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde***, Odile Jacob, 2003.

MOT-CLÉ

CONSENSUS DE WASHINGTON

Mesures d'inspiration libérale prises par le FMI et la Banque mondiale depuis les années 1980. L'expression désigne plus largement la domination économique et politique des États-Unis.

Liberté !

De Hong Kong aux «antivax»

La demande de liberté est au cœur des mouvements sociaux. Elle cache pourtant, selon les pays et les organisations, des significations très différentes.

«*La soif de libertés des peuples ne s'est jamais exprimée aussi puissamment, aussi fréquemment et dans autant de lieux qu'aujourd'hui – autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la démocratie*», affirme le vice-président de l'Enquête mondiale sur les valeurs (EMV), Christian Welzel (1). Dans toutes les régions du monde, elle figure en bonne place dans les revendications de nombreux mouvements populaires. L'EMV souligne la montée en puissance des valeurs «postmatérialistes» d'émancipation (expression de soi, libertés fondamentales, égalité des chances...) qui tendent à remplacer les valeurs autoritaires (respect de l'ordre établi, attachement aux traditions).

Mais si la liberté est un horizon d'attente largement partagé, sa définition fluctue selon les contextes: «*Elle ne signifie pas la même chose dans une démocratie occidentale où les droits fondamentaux sont assurés que dans un pays autoritaire où les urnes sont bourrées*», remarque Pierre Bréchon (2).

De la politique...

Dans beaucoup de pays autoritaires, le combat est d'abord politique. Les revendications portent sur des élections libres, la possibilité d'exercer les libertés fondamentales: opinion, expression, réunion, grève... En 2019, la mobilisation massive à Hong Kong contre un projet de loi facilitant l'extradition vers la Chine des personnes recherchées s'inscrit dans ce registre. «*Les manifestants demandent à travers la tenue d'élections véritablement démocratiques et la préservation de l'indé-*

WILLIE SIAU/SOPA IMAGES/LIGHTROCKET/GETTY

Hong Kong, juillet 2020. Un manifestant contre la nouvelle loi de sécurité nationale fuit les forces de l'ordre.

CÉCILE PELTIER
Journaliste indépendante.

pendance du pouvoir judiciaire, la défense de la liberté en tant que régime politique», analyse Jean-Philippe Béja (3).

Si on reprend la distinction établie par Isaiah Berlin (encadré), la loi n'est pas envisagée comme un obstacle à la liberté (liberté « négative »), mais bien comme le cadre indispensable à son exercice en société (liberté « positive »). « *La liberté ne consiste pas dans l'absence d'entraves imposées par l'État, car elles sont inévitables, mais dans l'absence d'entraves arbitraires* », explique Charles Girard (4). Cette aspiration comprend aussi parfois une dimension économique, surtout dans les pays en développement. C'est la liberté de vivre décemment et de trouver sa place dans la société qu'on retrouve dans les mots d'ordre de justice sociale et de dignité.

...à la sphère privée

Dans les démocraties occidentales, où malgré un recul récent (lutte antiterroriste, covid...), les droits fondamentaux sont globalement mieux respectés, les revendications portent de plus en plus sur la sphère privée: «*Elles concernent la liberté sexuelle, le rapport au corps, la fin de vie, mais aussi la possibilité de s'exprimer et d'être entendu dans sa vie sociale et dans son travail*», résume P. Bréchon. Individuelles, «*elles ne sont pas individualistes*», dans la mesure où elles s'accompagnent la plupart du temps d'une plus grande exigence d'égalité.

Des acteurs de tous bords se sont approprié ce vocabulaire, «*y compris pour justifier, au nom de la liberté, des positions illibérales*», alerte C. Girard. Ainsi, ceux qui s'en prennent au droit au blasphème dénoncent moins la liberté d'expression qu'ils invoquent la liberté de conscience des croyants, prétendument menacée. De même, «*ceux qui s'opposent à ce que l'on étende le droit au mariage aux couples qui en étaient privés invoquent une "tyrannie des minorités", qui restreindrait la liberté de la majorité*», poursuit-il.

40 nuances de jaune

Les mobilisations actuelles superposent plusieurs définitions au motvalise «liberté». C'est le cas, par exemple, des Gilets jaunes. «*Si certains membres, proches des réseaux conservateurs "type Bonnets rouges", qui dénonçaient l'atteinte par l'État d'un certain nombre de libertés vécues comme essentielles, relevaient d'une approche "négative" de la liberté, ils ont rapidement été submergés par d'autres groupes, qui mettaient l'accent sur les valeurs d'égalité et de fraternité*», analyse Magali Della Sudda, qui coordonne une enquête sur les Gilets jaunes (5). Le mouvement s'est ensuite structuré autour de demandes politiques plus classiques, comme l'organisation d'un référendum d'initiative populaire.

Ces visions différentes, voire antagonistes de la liberté sont souvent concomitantes. Comme dans les cortèges récents qui juxtaposent opposants au vaccin et antipasse sanitaire, défenseurs autoproclamés des libertés démocratiques. « *Un point commun de tous les mouvements sociaux qui réussissent à créer un rapport de force* », pointe la politiste.

On retrouve chez les «antivax» qui revendiquent, au nom du droit à «*disposer librement de leur corps*», celui de ne pas se faire vacciner au risque de contaminer leurs concitoyens, une vision tronquée de la liberté. Cependant, l'analyse «individualiste» est trop réductrice, estime Samuel Hayat (6). «*À travers leur refus de voir le "souverain" – Emmanuel Macron – décider seul dans son bureau ce qui est bon pour le peuple, les antivax se réclament aussi d'une liberté "positive", c'est-à-dire de la souveraineté*», décrypte le politiste, qui situe la protestation dans la longue tradition des mouvements sociaux hexagonaux. ●

(1) Christian Welzel, «Why the future is democratic», *Journal of Democracy*, vol. XXXII, n° 2, avril 2021.

(2) Pierre Bréchon, «Europe: des valeurs en évolution mais toujours aussi clivées», *Futuribles*, n° 443, juillet-août 2021.

(3) Jean-Philippe Béja, «La fin de Hong Kong?», *Esprit*, juillet-août 2020.

(4) Charles Girard, *Délibérer entre égaux. Enquête sur l'idéal démocratique*, Vrin, 2019.

(5) Magali Della Sudda, «Un avant et un après Gilets jaunes», *Hommes et Libertés*, n° 191, septembre 2020.

(6) Samuel Hayat, *Démocratie*, Anamosa, 2020.

NOTION

Deux conceptions de la liberté

Au 19e siècle, Benjamin Constant oppose à la «liberté des Anciens» (participation active des citoyens à la vie politique) à la liberté des «Modernes», qui fait des libertés individuelles (de pensée, de propriété, de commerce...) des valeurs cardinales. Dans une conférence de 1958, «Deux conceptions de la liberté», Isaiah Berlin affine cette dichotomie. Le philosophe distingue la liberté «négative» – celle de ne pas être entravé par autrui – à la liberté «positive», qui s'énonce en termes de capacités. C'est le pouvoir de prendre part aux décisions publiques et d'exercer le pouvoir, souvent synonyme de justice sociale (droit au travail, au logement, etc.). ● **C.P.**

À LIRE

● **La Liberté et ses traîtres**
Isaiah Berlin, Payot, 2007.

Hanovre, 29 avril 2021. Devant le parlement de Basse-Saxe, une opération «Chaussures rouges», symbole international des luttes contre les féminicides et les violences faites aux femmes.

OLE SPATA/PICTURE ALLIANCE/GETTY

Vers une égalité hommes/femmes ?

Présentes aux côtés des hommes dans toutes les sphères de la société, les femmes continuent d'œuvrer à leur émancipation. L'égalité est-elle pour autant gagnée ?

Le mouvement de libération des femmes, qui s'est déployé depuis les années 1960, a bouleversé les relations entre les sexes. Initié dans les démocraties occidentales, il s'est étendu à d'autres régions du monde, initiant une dynamique d'égalisation des conditions féminines et masculines.

Une révolution du travail

Tout d'abord, les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail. Dans les pays de l'Union européenne (UE), elles sont aujourd'hui quasiment à égalité dans la population active (46% contre 30% en 1960). Dans de nombreux États, les études supérieures se sont généralisées; les filles sont devenues plus nombreuses que les garçons dans l'enseignement supérieur, avec une meilleure réussite. En outre, des progrès se donnent à voir dans le domaine politique, où le nombre de femmes parlementaires est passé à 25% pour la moyenne mondiale contre 11% en 1995. Si les cheffes d'État sont encore peu nombreuses (25 dans le monde au 1er janvier 2020), les pays nordiques de l'UE, pionniers en matière de parité, affichent une majorité de femmes exerçant les fonctions de chef de gouvernement.

Les démocraties accompagnent ces mutations par des lois sur l'égalité des droits, dans le domaine public et privé – travail ou partage de l'autorité dans la famille – et contre les discriminations sexistes.

Cependant, les inégalités perdurent dans les rapports hommes-femmes en matière de salaires, de représentation dans les postes à haut niveau, de partage des tâches dans l'univers domestique, de charge mentale, ou de violence... Des déficits structurels et des archaïsmes existent particulièrement dans les pays pauvres ou autoritaires, retards régulièrement pointés par les organismes internationaux (encadré).

Un vent planétaire

Cependant, les évaluations quantitatives ne disent pas tout. En Amérique latine, en Afrique ou en Asie, un

MARTINE FOURNIER.
Journaliste à *Sciences Humaines*, a coordonné l'ouvrage *Masculin féminin pluriel* (éd. Sciences humaines, 2014).

vent égalitariste souffle désormais, prenant des formes différentes selon les contextes nationaux.

En Corée du Sud, les femmes, désormais plus diplômées que les hommes, parviennent à s'imposer dans le domaine économique, malgré de fortes résistances masculines. Depuis 2020, le Women's Party est représenté aux élections législatives.

Dans leurs enquêtes au Moyen-Orient et au Maghreb, les sociologues Abir Kréfa et Amélie Le Renard montrent que, dans des pays particulièrement autoritaires où les femmes n'ont pratiquement aucun droit, elles inventent des stratégies d'émancipation. Pour la jeune génération, les études supérieures ne sont pas réservées aux classes les plus aisées. C'est ainsi que les Saoudiennes diplômées peuvent, par le travail et la consommation, accéder à un espace public interdit à leurs mères. Au Maghreb, lors des révolutions arabes de 2011, on a observé un militantisme féministe en lutte contre les violences et le harcèlement sexistes (1). Dans l'Iran des mollahs, un féminisme islamiste œuvre à la participation des femmes dans la vie sociale, où l'on trouve des avocates, des juristes, des enseignantes et autres professions jusque-là réservées aux hommes.

Il y a aussi ces femmes kurdes qui s'émancipent en s'engageant militairement aux côtés des hommes pour défendre la cause de leur peuple, ou encore, ces Bangladaises, très impliquées dans le seul État musulman dirigé par une femme (depuis 2009). Irait-on vers ce souhait de l'historienne Michelle Perrot, pour qui *«rien ne changera si la condition des femmes ne change pas partout»*?

Résistances dans la sphère intime

La condition féminine diffère sensiblement selon les régions du monde et, à l'intérieur du monde occidental, le mouvement féministe reste inachevé, l'égalité n'étant pas atteinte dans la sphère intime. Les féministes de la nouvelle génération investissent ce terrain, imposant des thèmes jusque-là tabous: les violences sexuelles et sexistes, le harcèlement sexuel, les règles, l'endométriose, la ménopause, les violences gynécologiques...

En 2017, c'est une véritable déflagration planétaire qui se produit avec le mouvement #MeToo. Répandus à la vitesse de l'éclair grâce aux réseaux sociaux, les témoignages de harcèlements et de viols subis par de nombreuses femmes montrent que l'égalité en passe d'être conquise dans les autres domaines ne l'est pas toujours dans la vie sexuelle. *«Les corps des femmes continuent d'être à disposition»*, constate Camille Froidevaux-Metterie dans son dernier ouvrage, *Un corps à soi* (Seuil, 2021).

Comment pacifier les relations entre hommes et femmes, qui peuvent ressembler à une «guerre des sexes» depuis cinq décennies de combats féministes? C'est ce à quoi s'emploie une nouvelle génération de femmes, pour qui la domination masculine ne disparaîtra que lorsque les hommes accepteront d'en être aussi les acteurs. Pour Mona Chollet, *«la possibilité du couple hétérosexuel suppose de marcher sur une ligne de crête sur laquelle chacun et chacune doit négocier avec son script de genre* (2)». Et Manon Garcia d'inviter à une véritable «*conversation des sexes*» qui prenne en compte la liberté et le plaisir de chacun (3). Les hommes sont-ils prêts à ces changements? ●

(1) Abir Kréfa et Amélie Le Renard, *Genre et féminisme au Moyen-Orient et au Maghreb*, Amsterdam, 2020. Amélie Le Renard, *Femmes et espaces publics en Arabie saoudite*, Dalloz, 2011.

(2) Mona Chollet, *Réinventer l'amour. Comment le patriarcat sabote les relations hétérosexuelles*, Zones, 2021.

(3) Manon Garcia, *La Conversation des sexes. Philosophie du consentement*, Climats, 2021.

FOCUS

Pays de l'OCDE: des disparités encore importantes

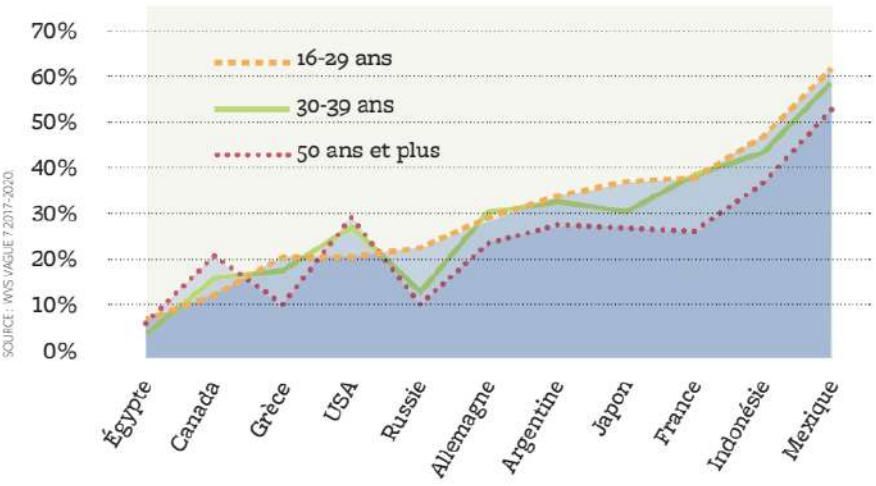
L'indice **«Institutions sociales et égalité hommes-femmes (ISE)»** mesure les discriminations à l'encontre des femmes dans les institutions sociales, telles que le mariage, l'éducation, le travail et l'accès aux ressources.
Selon cet indice, la Suède arrive en tête des pays les moins discriminants avec un score de 10,5.
Viennent ensuite la France (11,1), l'Italie (13,5), l'Allemagne (15), le Royaume-Uni (17,5), les États-Unis (17,9) et en queue de peloton, la Corée du Sud et le Japon (24)
Le **«Global Gender Gap Report»**, du Forum économique mondial mesure la différence hommes-femmes dans quatre grands domaines: économie, politique, éducation, santé.
Pays les plus égalitaires en 2020: 1) Islande 2) Finlande 3) Norvège
Pays plus inégalitaires: 1) Afghanistan 2) Yémen 3) Irak. ● **M.F.**

Une jeunesse optimiste ?

Contrairement à une idée reçue, et indépendamment des facteurs économiques, des études internationales révèlent une jeunesse plutôt heureuse et confiante en l'avenir.

On a beau dire que la jeunesse est un bel âge de la vie, l'idée s'est peu à peu imposée dans de nombreux pays occidentaux que les jeunes étaient dorénavant promis à un destin peu enviable, au déclassement et à la précarité. Cette idée a sans doute à voir avec le sentiment décliniste général qui a gagné certains de ces pays. Mais les jeunes eux-mêmes, même s'ils partagent parfois avec leurs aînés une vision assez sombre de l'avenir de leur pays, ne sont pas autant gagnés qu'on le croit par l'idée d'appartenir à une génération sacrifiée. Ce constat ressort d'enquêtes internationales qui posent des questions sur le bonheur, la satisfaction de la vie menée, ainsi que sur le sentiment de déclassement et les peurs sociales et économiques. Qu'en ressort-il plus précisément ?

LE SENTIMENT D'ÊTRE TRÈS HEUREUX



SOURCE : WVS VAGUE 7 2017-2020.

Tout d'abord, ces enquêtes montrent, contrairement à l'idée répandue, que les jeunes se déclarent massivement heureux (le plus souvent à 90% très ou assez heureux). Ce qui peut surprendre, c'est que ce sentiment de bonheur paraît indépendant du niveau de développement économique du pays de résidence ; par exemple, 98% des jeunes Vietnamiens se déclarent heureux, comme 92% des jeunes Argentins malgré la terrible crise financière qui frappe ce pays et également 90% des jeunes Allemands. Ce sentiment de bonheur est parfois un peu moins répandu dans certains pays occidentaux, même s'il reste largement majoritaire (79% au Canada, 83% aux États-Unis, 85% en Australie). Bien sûr, comme le montre Claudia Senik (1), le bonheur est individuellement corrélé au revenu. Mais il ne l'est pas au revenu moyen du pays ;

OLIVIER GALLAND
Directeur de recherches au CNRS.
A publié *Sociologie de la jeunesse* (Armand Colin, 2017, 6e éd.)

si l'on considère les personnes qui se déclarent «très heureuses», la corrélation entre la richesse du pays et le bonheur est même négative, chez les jeunes comme chez les adultes. Les jeunes des pays à bas revenu (2) se déclarent souvent deux fois plus «très heureux» que ceux des pays à très hauts revenus. Ainsi, beaucoup de facteurs, autres que le niveau de prospérité d'un pays, entrent dans la construction du sentiment de bonheur individuel.

Déclarer son malheur ?

Cependant, il y a peut-être un biais de conformité dans les réponses à une question sur le bonheur. N'attend-on pas de nous que nous soyons heureux ? Déclarer son malheur peut se révéler difficile. Il est donc peut-être plus intéressant de considérer les réponses «très heureux» en supposant que ceux qui ne le sont pas se reporteront pour une bonne part sur la réponse «assez heureux» plutôt que d'avouer un sentiment malheureux.

Effectivement, les écarts entre pays sont plus marqués sur cet élément. Mais, là encore, le classement des pays selon le niveau de bonheur individuel ne semble pas répondre à une logique macroéconomique : les jeunes Mexicains sont presque trois fois plus nombreux que les jeunes Américains à se déclarer «très heureux» alors que le PNB par habitant en parité de pouvoir d'achat des États-Unis est plus de trois fois supérieur à celui du Mexique. Les jeunes Français se situent assez haut sur cette échelle du bonheur extrême (39%) démentant bien des idées pessimistes sur le moral de la jeunesse.

Un autre enseignement du graphique est que l'âge semble peu corrélé au bonheur : dans la plupart des pays, l'écart dans le sentiment de bonheur entre les jeunes, les adultes et les personnes âgées est assez faible. La logique nationale l'emporte sur la logique de classe d'âge : dans les pays en moyenne peu heureux, comme l'Égypte, jeunes et adultes partagent cette morosité ; et les sentiments de félicité sont également partagés par les jeunes et les vieux dans les pays très heureux comme le Mexique. Le bonheur individuel ne se construit pas sur la richesse du pays ; la culture ou les institutions, peut-être l'histoire, jouent un grand rôle dans la fabrication du bonheur national et ces influences transcendent les générations. D'ailleurs, ce résultat sur le bonheur se retrouve sur beaucoup d'autres valeurs : c'est un enseignement de ces enquêtes, les structures nationales des systèmes de valeurs dont le bonheur est une composante ou un des résultats, sont solidement charpentées et l'emportent sur les autres déterminations, dont la classe d'âge.

LE SENTIMENT SUR LE NIVEAU DE VIE ET LES RISQUES DE PERTE D'EMPLOI CHEZ LES JEUNES DE 16 À 29 ANS

	Un niveau de vie supérieur à celui des parents au même âge	Pas de craintes de perdre son emploi ou de ne pas en trouver
Allemagne	65%	75%
Argentine	19%	48%
Canada	51%	39%
Égypte	34%	28%
Grèce	52%	40%
Indonésie	74%	12%
Japon	50%	17%
Mexique	60%	11%
Russie	54%	39%
USA	45%	56%
Ensemble	54%	33%

La pente et le niveau

Finalement, deux autres indicateurs, montrant la façon dont les jeunes appréhendent les risques d'être ou non affectés par des évènements négatifs, méritent d'être examinés : d'une part, la baisse de leur niveau de vie, d'autre part, le fait de perdre son emploi ou de ne pas en trouver un. Il ressort que la corrélation entre ces indicateurs et le sentiment de bonheur est loin d'être systématique, mais qu'elle semble jouer malgré tout au moins sur la question du niveau de vie, dans les pays où les jeunes ont le sentiment de bonheur le plus élevé (tableau page 50). Ainsi les jeunes Mexicains (64% à se dire très heureux) et les jeunes Indonésiens (48%), sont ceux également qui déclarent le plus souvent que leur niveau de vie actuel est supérieur à celui de leurs parents au même âge. Ils sont donc dans l'idée que, même s'ils partent de bas, la pente de leur trajectoire évolue dans un sens favorable. Sur l'ensemble des pays retenus pour cette analyse, la corrélation entre le sentiment de bonheur des jeunes et l'optimisme quant à leur niveau de vie est, sans être très élevée (0,22), positive et statistiquement significative. C'est sans doute ce qui explique que le sentiment de bonheur des jeunes puisse être plus élevé dans les pays pauvres que dans les pays riches : la pente compte plus que le niveau. ●

(1) Claudia Senik, *L'Économie du bonheur*, Seuil, 2014.
(2) Selon la typologie de la Banque mondiale 2019 classant les pays en quatre groupes : *low income*, *lower middle income*, *upper middle income*, *high income*, sur la base du PNB par habitant ajusté par l'inflation.

ENTRETIEN

Anne Muxel

Ce que le covid-19 fait à notre intimité

Dans son nouveau livre, *L'Autre à distance*, la sociologue Anne Muxel explore les effets de la pandémie de covid-19 et des mesures de distanciation sur nos relations familiales, amicales, amoureuses ou encore professionnelles... Un chamboulement majeur.

PROPOLILE_JACOB

Anne Muxel est directrice de recherche au CNRS (Cevipof/IEP) et directrice du domaine «Défense et société» à l'Irsem.

Vous avez mené cette enquête dans des conditions particulières, en plein confinement. Comment avez-vous procédé?

Dans ma pratique de chercheure en sciences sociales, j'ai l'habitude de réaliser des enquêtes qui supposent des entretiens. Mais en situation de confinement, je n'avais pas la possibilité d'en réaliser, ne pouvant aller à la rencontre des autres... J'ai donc eu l'idée de mener une «enquête en chambre», puisque j'étais moi-même confinée, dans mon bureau. J'ai contacté par courriel des cercles de personnes qui m'étaient plus ou moins lointains, au travers de ce qui pourrait s'apparenter à la technique d'un échantillon boule de neige: au fur et à mesure le réseau s'agrandit car on contacte des personnes qui elles-mêmes connaissent d'autres personnes. Je leur ai alors demandé comment elles traversaient cette période, ce que cela changeait dans leur expérience intime, personnelle, et dans leur relation aux autres. J'ai reçu une soixantaine de témoignages qui ont servi de matériau à ce livre. À cela s'est

aussi ajouté tout ce que j'ai pu glaner d'écrits de journalistes, d'intellectuels... J'ai aussi convoqué la littérature, des expériences historiques passées d'épidémies, en y mêlant ma réflexion personnelle. Ce livre est fabriqué à partir d'éléments assez éclectiques; j'aime à dire que c'est une exploration chorale.

Les mesures de distanciation sociale ont-elles modifié notre rapport à l'altérité?

Cela a eu un fort impact. Je pense notamment au slogan «*Si vous aimez vos proches, ne vous approchez pas trop!*» qui était diffusé par les autorités sanitaires pour nous faire prendre conscience que chacun, même une personne que l'on aime, était vulnérable mais pouvait aussi représenter un danger pour nous. Avec cette invitation à nous éloigner de nos proches pour les protéger, il s'est opéré une dissociation entre l'amour et la proximité physique. Cette injonction paradoxale a pu saisir beaucoup de personnes tant cela est contre-nature, puisque quand on s'aime et qu'on est proches, les corps aussi sont là pour exprimer ces sentiments et cette proximité. En être privé tout d'un coup et apprendre à «aimer à distance», parce que l'on est devenu une menace les uns pour les autres, a donc fortement troublé l'intimité de chacun. On a dû s'adapter à ces nouvelles frontières qui conditionnent à la fois ce qui relève de son espace à soi, de son intériorité profonde, mais aussi ce qui délimite l'espace collectif et la relation aux autres.

MLIKO/GETTY

Les gestes barrières pour se protéger du covid-19, dont le masque et la distanciation sociale, ont créé de nouvelles frontières dans nos rapports intimes.

Vous expliquez en effet que le toucher joue un rôle majeur, dans les sphères privées mais aussi publiques de notre société...

La question du toucher traverse toutes les sphères de notre existence. De la plus intime et privée – la parentalité, l'expression de la vie amoureuse, la sexualité... – jusqu'aux sphères les plus sociales et publiques de notre vie collective: la vie amicale, la vie au travail, où on se sert la main, on se fait la bise le matin, on se touche l'épaule pour se réconforter ou pour marquer un soutien... Le toucher, la possibilité de s'embrasser, de se prendre dans les bras sont constitutifs de l'expression d'un lien affectif. D'un point de vue neurosensoriel et cognitif, on connaît l'importance du contact direct dans les émotions qu'il peut exprimer – ce qui est beaucoup moins évident par les voies numériques ou virtuelles. S'il n'y a plus ce toucher, on observe une frustration quant au ressenti de l'expression de ce lien, ainsi qu'une défiance qui s'installe. Car le toucher, c'est aussi un signe de confiance. Quand on touche l'autre, il y a toujours une prise de risque, mais dès l'instant où l'on brise ce risque, il se produit une mise en confiance. On le voit bien au niveau de la vie diplomatique par exemple, quand des ennemis doivent se rencontrer et ratifier une paix, ou marquer que la rencontre a bien eu lieu... Une poignée de main reste quand même un symbole fort de cette rencontre et de ce lien nouveau qui peut se créer. ➜

OUVRAGES

Les recherches d'Anne Muxel

Ses travaux portent sur les différentes formes du lien des individus, notamment des jeunes, à la politique au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements. Elle aborde également les questions des nouvelles formes d'expression politique, du rapport au vote ou encore des modes de socialisation et de construction de l'identité politique (*Les Jeunes et la politique*, Hachette, 1996; *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Seuil, 2008; avec Bruno Cautrès, *Comment les électeurs font-ils leur choix? Le panel électoral français 2007*, Seuil, 2009; *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Seuil, 2010; avec Olivier Galland, *La Tentation radicale: enquête auprès des lycéens*, Puf, 2018). Membre du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie*, elle s'est aussi penchée sur les enjeux de la mémoire, à l'intersection de la mémoire individuelle et de la mémoire collective, ainsi que sur la transmission des valeurs dans la dynamique générationnelle (*Individu et mémoire familiale*, Nathan, 1996). La question de l'intimité est présente dans tous les champs de recherche qu'elle a explorés, un travail qu'elle poursuit en 2021 avec son ouvrage *L'Autre à distance. Quand une pandémie touche à l'intime* (Odile Jacob). ● **S.T.**

→ La distance semble avoir été plus difficile à instaurer dans nos cercles de sociabilité les plus proches. Certains liens sont-ils inébranlables, malgré les consignes gouvernementales?

Avec les cercles les plus lointains – les collègues de travail, les personnes qu'on croise dans la rue, les commerçants... –, la question de la distanciation est moins éprouvante et a moins de conséquences sur la construction du rapport à l'autre. Elle est plus facile à instaurer que dans le cercle des proches. Mais on a quand même observé des moments d'éloignement dans ce cercle-là. Au sein des couples, par exemple, on a vu la sexualité s'affaiblir pendant les temps de confinement.

C'est peut-être la relation entre parents et jeunes enfants qui a le plus échappé à la mise à distance des corps. En effet, il est difficile d'être distant avec les enfants. Ils sont demandeurs de lien, viennent se réfugier dans les bras, demandent des câlins, ont besoin d'être rassurés... Par exemple, on ne va pas arrêter de prendre un bébé dans les bras. De plus, les enfants ont une sorte de débordement de leur vie physique qui fait qu'il n'est pas si simple de les confiner, encore moins de les empêcher de se toucher entre enfants ou de toucher les adultes qui les entourent... On a dû mettre en place ce genre de dispositif à l'école, pour apprendre aux petits à rester loin les uns des autres, mais les équipes pédagogiques se sont très vite rendu compte que ce n'était pas tenable. Cela mettait les enfants dans des conditions invivables et remettait en cause les conditions même de leur socialisation, de leur entrée dans le monde, de leur apprentissage social et cognitif.

Vous pointez aussi le rôle joué par la peur – de la maladie, de la mort, de l'autre et même de soi – durant la pandémie. En quoi a-t-elle ébranlé nos relations?

Se sentir porteur malgré soi d'un risque pour l'autre, comme une sorte de bombe à retardement. Cela a déplacé l'image que l'on peut avoir de soi. Se percevoir comme un danger entame la relation qu'on a à soi mais aussi la relation qu'on a aux autres. Aujourd'hui, les psychiatres font bien apparaître cela, notamment dans le travail réalisé sur les plus jeunes. Beaucoup d'enfants ont développé des peurs voire des phobies en pensant qu'ils pouvaient eux-mêmes faire mourir leurs parents ou leurs grands-parents par leur seule faute, sans s'en rendre compte. Psychiquement, au niveau de la construction du lien psychoaffectif à leur cercle proche, cela a eu un fort impact.

De plus, une défiance vis-à-vis de l'autre s'est installée. On va beaucoup moins spontanément vers les autres, on fait attention. On ne se serre plus la main spontanément, on ne s'embrasse plus pour un oui ou pour un non, on sent qu'il y a désormais une réticence à faire la bise à des inconnus simplement parce qu'on arrive quelque part. Cela a aussi un impact sur le plan privé et intime: comment aller vers l'autre, comment rester ouvert aux rencontres? La distanciation, l'isolement imposé et la sidération que l'on a pu ressentir dans les premiers temps ont forcément créé un repli sur soi, laissant peu de place à la prise de risque et à l'imprévu, qui conditionnent pourtant les nouvelles rencontres.

Enfin, cette défiance, qui s'est instillée dans nos comportements privés, s'est aussi installée dans nos comportements sociaux, et peut constituer une menace pour nos

sociétés. La pandémie a en effet vu fleurir et s'installer toute une technologie de traçage et des systèmes de surveillance qui peuvent mettre en péril les libertés fondamentales et démocratiques.

Mais selon vous, la peur de la mort et de la maladie nous a fait prendre – ou plutôt reprendre – conscience de notre vulnérabilité et de notre finitude. Cela ne nous a-t-il pas finalement rapprochés les uns des autres?

Nous avons en effet pris conscience de notre vulnérabilité personnelle, sur le plan intime: certains ont perdu quelqu'un, sont tombés malades, d'autres ont eu peur pour leurs proches, pour eux-mêmes... Cette vulnérabilité nous a fait prendre conscience d'une mort qui était une réalité. Il y a eu un retour du tragique, qu'on avait quand même eu tendance à évincer.

> « La relation entre parents et enfants est celle qui a le plus échappé à la mise à distance des corps. »

Par ce biais, quelque chose de collectif a peut-être pu se retisser. Le fait que cette pandémie soit vécue à une si grande échelle, au niveau du monde entier, par un collectif si large, a obligé beaucoup d'entre nous à reconsidérer notre appartenance à une entité beaucoup plus large que les seules bornes de notre espace personnel et privé.

La crise sanitaire a aussi été l'occasion d'un plus grand éveil sur les questions environnementales. Elles étaient déjà dans les consciences, mais la fragilité des écosystèmes et la nécessité pour les humains de préserver les ressources disponibles de la planète semblaient d'autant plus d'actualité. J'y vois des signes de cette prise de conscience d'une appartenance à une entité plus large qui est celle du collectif et de l'ensemble de la planète. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SALOMÉ TISSOLONG

Les Grands Dossiers des Sciences Humaines

ABONNEZ-VOUS

ABONNEMENT 1 AN PAPIER + DIGITAL Entourez le tarif choisi		4 Grands Dossiers	4 Grands Dossiers + 11 mensuels	4 Grands Dossiers + 11 mensuels + Accès Web
Particulier	France	22 €	69 €	99 €
	DOM TOM Europe	29 €	88 €	118 €
	Reste du monde	32 €	98 €	128 €
Étudiant	France	22 €	55 €	85 €
	DOM TOM Europe	29 €	74 €	104 €
	Reste du monde	32 €	98 €	128 €

NB : pour les abonnements « Institutions, Entreprises » veuillez consulter nos tarifs en ligne ou écrire à serviceclients@scienceshumaines.fr

OUI, je m'abonne aux Grands Dossiers des Sciences Humaines au prix de ____ €

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Sciences Humaines responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse https://www.scienceshumaines.com/politique-confidentialite ou écrivez à notre Délégué à la protection des données à Sciences Humaines BP 256 – 89004 Auxerre Cedex ou serviceclients@scienceshumaines.fr

Retrouvez tous nos abonnements en scannant ce QRcode

Je règle aujourd'hui la somme de ____ €

Par chèque (bancaire ou postal) à l'ordre de Sciences Humaines

Par Carte bancaire

Expire le

Cryptogramme (3 derniers chiffres CB)

Date et signature obligatoires

Par Virement BP Bourgogne Franche-Comté

IBAN : FR76 1080 7004 0922 1217 7531 021 - BIC : CCBPFRPPDJN

Mes coordonnées :

Nom Prénom

Société

Adresse

CP Ville

Pays

Courriel

Profession/Cycle et filière (pour les étudiants)

À compléter et à retourner avec votre règlement dans une enveloppe NON AFFRANCHIE à l'adresse :
Sciences Humaines - Libre Réponse 60 546 - 89 019 Auxerre Cedex

Depuis l'étranger à retourner dans une enveloppe AFFRANCHIE à l'adresse :
Sciences Humaines - BP 256 - 89 004 Auxerre Cedex France

Abonnez-vous par téléphone au 03 86 72 17 39 - Code GD65

BIBLIOGRAPHIE

Les grands enjeux du monde contemporain

Pour ou contre le revenu universel?

Guillaume Allègre, Philippe Van Parijs, PUF, Coll. «La vie des idées», 2018.

La théorie politique contemporaine

Sébastien Caré, Armand Colin, 2021.

Faire la paix. La part des institutions internationales

Guillaume Devin, Presses de Sciences Po, 2012.

Atlas des migrations,

Catherine de Wenden, Autrement, 2021.

Relations internationales

Julian Fernandez, 3e éd., Dalloz, 2021.

Sociologie de la jeunesse

Olivier Galland, 6e éd., Armand Colin, 2017.

Le retour des épidémies

Auriane Guilbaud (dir.), PUF, Coll. «La vie des idées», 2015.

La démocratie, entre défis et menaces

Jean-Vincent Holeindre (dir.), éd. Sciences humaines 2020.

Les conflits dans le monde

Béatrice Giblin, 2e éd, Armand Colin, 2016.

L'affolement du monde

Thomas Gomart, Tallandier Essais, 2019.

L'Hiver de la démocratie ou le nouveau régime

Guy Hermet, Paris, Armand Colin, 2007

Et si la santé guidait le monde? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance

Éloi Laurent, Les Liens qui libèrent, 2020.

La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité

Anne Muxel, Odile Jacob, 2013.

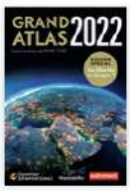
Lexique de science politique

Olivier Nay (dir.), 4e éd., Dalloz, 2017.

L'Atlas des frontières: murs, conflits, migrations

Bruno Tertrais et Delphine Papin, Les Arènes, nouvelle édition 2021.

Grand atlas 2022



Franck Tétart (dir.), Courrier international/France Info/ Autrement, 2021.

35 GRANDS TITRES DE PRESSE À PRIX IMBATTABLE !

PRIX UNIQUE **39€** l'abonnement

Jusqu'à **-69%** de remise

ruedesétudiants
JE SUIS ÉTUDIANT, JE M'ABONNE

BULLETIN D'ABONNEMENT ÉTUDIANT

A renvoyer complété et accompagné de votre règlement, sous enveloppe non affranchie à :
RUE DES ETUDIANTS - LIBRE REPONSE 82532 - 75803 PARIS CEDEX 08

1. COCHEZ LE OU LES ABONNEMENTS QUE VOUS CHOISISSEZ

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- ☐ Courrier international | Hebdomadaire | 26 n°s
- ☐ Vocable | Bimensuel | 21 n°s ☐ Anglais ☐ Allemand ☐ Espagnol (cochez l'édition choisie)
- ☐ Le Monde diplomatique | Mensuel | 12 n°s
- ☐ La Croix L'Hebdo | Hebdomadaire | 25 n°s
- ☐ Challenges | Hebdomadaire | 22 n°s
- ☐ Time | Bimensuel | 13 n°s

ACTUALITÉ GÉNÉRALE

- ☐ Le Monde Sélection hebdomadaire | Hebdomadaire | 26 n°s
- ☐ Alternatives Economiques | Mensuel | 11 n°s
- ☐ Le 1 | Hebdomadaire | 39 n°s
- ☐ Society | Bimensuel | 24 n°s
- ☐ L'Obs | Hebdomadaire | 26 n°s
- ☐ Politis | Hebdomadaire | 18 n°s
- ☐ La Croix Campus | Mensuel | 10 n°s

CULTURE GÉNÉRALE

- ☐ Sciences Humaines | Mensuel | 11 n°s
- ☐ L'éléphant | Trimestriel | 3 n°s
- ☐ Zadig | Trimestriel | 3 n°s

DÉBATS

- ☐ L'Economie politique | Trimestriel | 6 n°s
- ☐ Études | Mensuel | 6 n°s
- ☐ La Revue des Deux Mondes | Mensuel | 6 n°s
- ☐ Le Drenche | Mensuel | 11 n°s
- ☐ Futuribles | Bimestriel | 3 n°s

SCIENCES

- ☐ Sciences et Avenir | Mensuel | 10 n°s + 1 n° double + 4 hors-séries
- ☐ Science & Vie | Mensuel | 12 n°s + web illimité
- ☐ Sport & Vie | Bimestriel | 6 n°s + 2 hors-séries

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

- ☐ Histoire & Civilisations | Mensuel | 11 n°s
- ☐ L'Histoire | Mensuel | 10 n°s + 1 n° double
- ☐ Histoire de l'Antiquité à nos jours | Bimestriel | 6 n°s + 3 hors-séries
- ☐ Population & Avenir | Bimestriel | 7 n°s
- ☐ La Revue Urbanisme | Trimestriel | 6 n°s

ART ET PASSION

- ☐ Beaux Arts magazine | Mensuel | 10 n°s + l'accès au digital
- ☐ Connaissance des arts | Mensuel | 8 n°s
- ☐ L'Objet d'art | Mensuel | 11 n°s
- ☐ Polka | Trimestriel | 8 n°s
- ☐ Télérama | Hebdomadaire | 21 n°s
- ☐ So Foot | Mensuel | 10 n°s

2. TOTAL DE MA COMMANDE

- Merci de vérifier si vous avez coché la ou les revues souhaitée(s).

PAGDSH21

☐ 1 abonnement → **39 €** ☐ 3 abonnements → **99 €**
☐ 2 abonnements → **69 €** ☐ autre (30 € par abonnement supplémentaire), soit _____ abonnements → Total _____ €

3. MES COORDONNÉES - Merci d'écrire en majuscule.

☐ M ☐ Mme Nom _____
Prénom _____
Adresse (France métropolitaine seulement) _____
_____
Code Postal | | | | | | Ville _____
Email _____

J'accepte de recevoir par email des offres de Rue des Etudiants ☐ oui ☐ non
J'accepte de recevoir par email des offres des partenaires de Rue des Etudiants ☐ oui ☐ non

4. JE RÈGLE LA SOMME DE

☐ 39€ ☐ 69€ ☐ 99€ ☐ autre montant _____ €

par chèque à l'ordre de *Rue des Etudiants*

Je certifie être étudiant(e) ☐ Filière _____
Année d'étude _____

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Rue des Etudiants*, responsable de traitement, utilise vos données pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions commerciales. Pour connaître les modalités de traitement de vos données et d'exercice de vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse http://www.ruedesetudiants.com/ ou écrivez à notre DPO - 67/69 avenue Pierre-Mendès France - 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr.

Offre valable jusqu'au 30 juin 2022

Abonnez-vous encore plus vite et découvrez nos offres numériques sur **ruedesetudiants.com**

SERDAR411/GETTY

[RÉSEAUX SOCIAUX

Les réseaux nous rendent-ils asociaux ?

Facebook, Snapchat, Instagram, TikTok... Le psychologue et psychanalyste Michael Stora, pourtant passionné de numérique, s'inquiète du danger lié à la surconsommation des réseaux sociaux.

« *Une bête monstrueuse qui déchire le tissu social et exploite la vulnérabilité humaine.* » Dans son dernier livre, Michael Stora rapporte ce témoignage d'anciens cadres de Facebook qui décrivent ainsi ce réseau social gigantesque aux 2,9 milliards d'utilisateurs. M. Stora, psychologue spécialisé dans les pratiques numériques et la cyberaddiction, livre une analyse critique des dommages qu'il constate: captation permanente de l'attention, radicalisation des propos, aggravation des sentiments anxieux et dépressifs, addiction, appauvrissement de la pensée et de la créativité...

Vous avez longtemps défendu l'usage du numérique. Qu'est-ce qui a déclenché ce revirement?

Quand Facebook est arrivé, j'étais très enthousiaste à l'idée de pouvoir enfin rompre avec cette culture très française du «*vivons bien, vivons caché*». Pour moi, c'était une forme d'exhibitionnisme sain, une sorte de grand bal masqué où chacun pouvait enfin oser dire ouvertement ce qu'il pense et être celui qu'il voulait être. Mais peu à peu les choses ont dérivé. L'image est devenue la préoccupation numéro un. On a assisté à la mise en scène d'un «soi cliché». Le but n'est plus de ressem-

Selon la dernière consultation nationale menée en France par l'Unicef 53,3% des jeunes de 6 à 13 ans ont un portable. Ce taux monte à 95,8% chez les 13-18 ans.

CAROL YEPES/GETTY

bler à telle ou telle star, mais à un moi filtré, en référence aux filtres photo dont raffolent les réseaux sociaux. Conséquence: de plus en plus de jeunes de 18 à 35 ans ont recours à la chirurgie esthétique aujourd'hui. Beaucoup focalisent leur attention sur une partie de leur corps comme étant à l'origine de leur mal-être. D'autres, à l'image du mouvement pro-ana vont jusqu'à revendiquer l'anorexie comme étant une pratique de vie saine. J'appelle cela une forme de dysmorphie sociétale.

DR

Cinéaste de formation, Michael Stora est psychologue et psychanalyste. Il est le cofondateur de l'Observatoire des mondes numériques en sciences humaines et vient de publier *Réseaux (a)sociaux*, Larousse, 2021

Les réseaux nous rendraient-ils asociaux?

Les algorithmes de ces applications nous poussent de manière insidieuse à une adhérence quotidienne. C'est devenu un antidépresseur. Plus on va mal, plus on va sur les réseaux sociaux. Une manière efficace de résister à ce bonheur numérique que prônent les dirigeants de ces groupes, serait de trouver le bonheur dans le monde réel. Mais ça, ce n'est pas toujours évident. D'ailleurs le récent bug de Facebook qui a rendu l'ensemble de ses applications, dont WhatsApp et Instagram, inaccessibles pendant plusieurs heures a provoqué chez nombre de personnes une prise de conscience soudaine de cette dépendance.

Parmi les solutions, vous proposez d'interdire la pratique du *ranking* qui consiste à attribuer des notes à toutes sortes de professionnels, d'établissements ou services. Pourquoi?

Le *ranking* est l'illustration type d'une situation où l'enjeu, le *game*, l'emporte sur le jeu, le *play*. Les sportifs par exemple qui parlent d'un beau jeu évoquent le plaisir de jouer avant tout, peu importe si l'on gagne ou perd. À travers l'invention du *like*, on assiste au processus inverse. Le plaisir n'est plus de jouer, mais de récolter des *like*. De plus, cette course aux enchères ne fait pas toujours référence à une production, mais parfois simplement à ce que l'on est. On peut parler d'une forme de quête d'amour. Certains influenceurs par exemple ne produisent rien et basent tout leur business sur ce qu'ils sont. C'est un jeu très dangereux. Pour des personnes fragiles, le *ranking* peut vite devenir un cauchemar. Je pense à l'un de mes patients qui est dentiste et qui a une peur terrible des notes sur Google sous forme d'étoiles. Alors que le virtuel a été créé pour servir des intérêts dans le réel, aujourd'hui, c'est plutôt l'inverse qui se passe. Les notations servent les intérêts des interfaces virtuelles et finissent par se retourner contre nous-mêmes.

De plus en plus d'adolescents s'enferment dans des pratiques numériques nocives allant jusqu'au refus scolaire et à l'enfermement total. Comment les aider à en sortir?

Depuis de nombreuses années, j'utilise le jeu vidéo dans ma pratique, même auprès d'adolescents addicts à ces pratiques. Cela peut paraître contradictoire, mais je pars du constat que tout objet de plaisir amène du plaisir et qu'il est fondamental de partir des intérêts et compétences d'un jeune déscolarisé. Souvent, ces adolescents ont un haut potentiel intellectuel et se sont effondrés à un moment donné de leur vie en réaction à une trop grande pression familiale, une séparation parentale ou une problématique de harcèlement par exemple. Dans ces situations, le jeu vidéo sert à continuer le combat, et à le gagner en quelque sorte. Il y a deux ans, j'ai créé lecoledesheros.com, un nouveau type de prise en charge qui a pour but d'amener ces jeunes de l'addiction à la création. Je leur propose de réaliser un jeu vidéo au sein d'un petit groupe de huit élèves avec le soutien de développeurs et graphistes web. Ce programme, porté par un hôpital de jour, se veut une alternative à l'hospitalisation. Le fait d'aller au terme d'un travail de création réel leur permet une forme de réparation narcissique. C'est là tout l'enjeu de cette thérapie.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC OLANO

[PSYCHOLOGIE

Les visio nous fatiguent

MASKOT/GETTY

«*Fatigué d'y être, encore plus fatigué après y avoir été*»: c'est l'un des 55 témoignages sur les visioconférences recueillis par une équipe de psychologues américains. Leur objectif? Explorer, grâce à des entretiens, la fatigue induite par ces réunions à distance devenues omniprésentes depuis la pandémie de covid-19. Se basant sur la théorie de la restauration de l'attention (qui postule que la fatigue est liée à une attention soutenue), l'étude montre les spécificités de cet épuisement, qui survient immédiatement après la réunion et non en fin de journée comme l'habituelle fatigue au travail. Parmi les facteurs qui peuvent l'atténuer, les données recueillies permettent de distinguer notamment l'horaire de la réunion – elle serait mieux supportée en début d'après-midi; ou encore l'attitude à adopter. Ainsi, couper son micro lorsqu'on ne parle pas pour réduire le bruit de fond et éviter de devoir veiller à rester silencieux serait un facteur positif.

D'autres pistes ont émergé dans les entretiens qualitatifs – sans être toutefois corroborées par l'analyse statistique. Les participants ont ainsi évoqué le fait d'indiquer clairement en début de réunion les règles collectives de bonne conduite – éteindre sa caméra – ou de s'accorder des pauses en cours de réunion, par exemple en se levant pour faire quelques pas. Les chercheurs soulignent l'importance de poursuivre les recherches sur ce sujet appelé à devenir une thématique importante de la psychologie du travail. ●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Andrew A. Bennett *et al.*, «Videoconference fatigue? Exploring changes in fatigue after videoconference meetings during covid-19», *Journal of Applied Psychology*, vol. CVI, n° 3, mars 2021.

[CLIMAT

Les travailleurs en souffrance

P/HERE

Des travailleurs tués par la chaleur? À l'été 2020, l'inspection médicale du travail évoque le lien possible entre la mort de douze d'entre eux et la vague de chaleur qui frappe la France. Et ces drames risquent de se multiplier avec le réchauffement climatique. Deux chercheuses de l'Union of Concerned Scientists ont évalué l'impact monétaire de ce risque aux États-Unis, en se concentrant sur les professionnels travaillant en extérieur (qui risquent 35 fois plus de mourir de l'exposition à la chaleur que les autres travailleurs américains). Elles ont croisé une carte de prévision du réchauffement, comté par comté, avec les résultats du recensement américain, comportant notamment le nombre de travailleurs en extérieur et leurs revenus. Elles se sont ensuite basées sur les recommandations du Center for Disease Control, qui invite à diminuer les heures de travail au-delà de 100° Fahrenheit ressentis (37,7° Celsius), et les arrêter complètement au-delà de 108°F ressenti (42,2°C). Résultat: sans action pour lutter contre le réchauffement climatique, sept millions de travailleurs américains verront leurs revenus baisser de 10% en raison de l'impossibilité de travailler un nombre croissant de jours. En cas d'action réduite sur le climat, ils seraient encore quatre millions. Les plus touchés seraient les Afro-Américains et les Hispaniques, plus nombreux dans ce type d'emplois. Enfin, ces absences contribueraient à désorganiser les activités concernées, notamment dans les travaux publics, la cueillette et récolte mais aussi les forces de l'ordre ou les pompiers. ●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Jenna Dittmar *et al.*, «Fancy shoes and painful feet. Hallux valgus and fracture risk in medieval Cambridge, England», *International Journal of Paleopathology*, juin 2021.

L'économie expérimentale décroche le Nobel

Depuis 1969, le prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel, communément surnommé «prix Nobel d'économie», récompense chaque année une contribution exceptionnelle dans le domaine des sciences économiques. En 2021, l'institution a distingué le Canadien David Card, l'Américano-Israélien Joshua Angrist et l'Américano-Néerlandais Guido Imbens, trois représentants de l'économie expérimentale.

Cette méthode de recherche a connu un véritable essor à partir des années 1950. Il s'agit d'une rupture dans une discipline reposant jusque-là essentiellement sur des théories – à l'image de «la main invisible» d'Adam Smith (chacun agit selon son intérêt personnel et contribue de fait à la richesse et au bien commun).

Les expérimentations peuvent prendre trois formes. La plus classique est l'expérience en laboratoire durant laquelle un petit groupe, généralement composé d'étudiants, est invité à prendre part à un jeu économique. Un analyste se charge d'observer les prises de décision des participants. Les expérimentations peuvent aussi être menées sur le terrain auprès d'une population plus large. Enfin, les expériences naturelles consistent à examiner un choc exogène qui affecte l'environnement économique d'une partie de la population.

Par exemple, D. Card, l'un des trois lauréats de cette année, a étudié l'impact de l'exode cubain vers la Floride en 1980. Il remarque que cet événement a fait croître de 7% la population active à Miami, avec en particulier beaucoup de personnes non qualifiées. Pourtant, cette hausse de main-d'œuvre disponible n'a pas fait baisser les salaires, ni augmenter le taux de chômage des travailleurs les moins qualifiés. De son côté, J. Angrist a étudié l'effet de la taille des classes sur la réussite scolaire des enfants en Israël: il en a conclu que réduire le nombre d'élèves par classe augmente considérablement leurs résultats scolaires – méthode reprise plus tard par Thomas Piketty sur les données scolaires françaises.

Dès 2002, deux pionniers de l'économie expérimentale, Daniel Kahneman et Vernon Smith, avaient déjà décroché le prix Nobel. Cette nouvelle reconnaissance en 2021 montre que les méthodes de l'économie expérimentale deviennent incontournables dans la discipline et sont particulièrement prisées pour évaluer les politiques publiques. L'expérimentation ne s'oppose d'ailleurs pas systématiquement à la théorie fondamentale, elle est parfois utilisée précisément pour vérifier «dans la vraie vie» la pertinence d'un modèle. Ses détracteurs pointent toutefois que les résultats obtenus ne sont pas toujours reconductibles dans le temps et dans l'espace. ●

ANDREW BROADHEAD/MIT DEPARTMENT OF ECONOMICS

Guido Imbens, Joshua Angrist et David Card, prix Nobel d'économie 2021.

FLORINE GALÉRON

Sources: Daniel Kahneman et Amos Tversky, «Prospect theory: An analysis of decision under risk», *Econometrica*, vol. XLVII, n° 2, mars 1979.
David Card, «The impact of the Mariel Boatlift on the Miami labor market», *Industrial and Labor Relations Review*, vol. XLIII, n° 2, janvier 1990.
Joshua Angrist et Victor Lavy, «Using Maimonides' rule to estimate the effect of class size on scholastic achievement», *The Quarterly Journal of Economics*, vol. CXIV, n° 2, février 1999.

[EXPOSITION

HLM : la vie, mode d'emploi

Au cœur d'une cité d'Aubervilliers, une exposition immersive raconte l'histoire des quartiers populaires à travers l'expérience de ceux qui y ont vécu.

PATRICE LUTIER/MARIA SAVYKINE/LAURA OUIDAD

«La vie, HLM», une exposition inédite pour comprendre le vécu des classes populaires, et déconstruire les clichés.

Au pied de la barre d'immeubles de quatre étages, les habitants vaquent à leurs occupations habituelles. Au 8 de la cité Émile-Dubois à Aubervilliers (93), l'Association pour un musée du logement populaire (AMuLop) a installé le QG de «La vie, HLM», une exposition consacrée à l'histoire des habitants de ce quartier populaire de 1950 à nos jours.

Un rapide passage par l'accueil, dans un appartement mis à sa disposition par l'Office public de l'habitat d'Aubervilliers, propose les grands jalons historiques. Puis place à l'immersion. La première visite démarre au 10, devant la porte rouge n° 176 qui ouvre sur l'appartement des Croisille, dont nous allons partager la journée.

Une journée chez les Croisille

Retour en 1967. Il est 6 heures du matin. Jacques, le père, s'apprête à se lever. Il embauche à 7h30 à l'usine Baccarat à Paris, où il est monteur en bronze. *«Un poste d'ouvrier qualifié qu'il adore»*, précise la guide Houda Tagui, en parcourant les pièces du F3 de 51 m². Le bleu de travail pend à un cintre. Dans la cuisine, le moulin à café attend sur la table en formica que Jacqueline, la mère, vienne préparer le petit-déjeuner. Dans la chambre voisine, les enfants dorment encore.

Sur le buffet de la salle à manger, une photo immortalise l'emménagement en 1957, l'année de la construction des «800». Dans un coin, un numéro du journal *L'Humanité*, rappelle que cette terre d'industrie fut longtemps un bastion communiste.

L'appartement est une reconstitution fidèle du logement habité par la famille de 1957 à 2012, précise la guide. Les meubles et les objets de décoration, chinés dans des brocantes ou issus de donations, ont été choisis sur la base des souvenirs de Béatrice Croisille et de l'enquête minutieuse menée par les chercheurs du collectif, notamment dans les archives de l'office HLM.

Un projet inspiré du Tenement Museum

Cette approche microhistorique et cette muséographie immersive, inspirées du Tenement Museum à New York, n'ont pas uniquement vocation à divertir le visiteur. *«Le fait de se balader dans le quartier, de croiser les voisins, de voir la taille des pièces, de sentir les choses est très important pour susciter un sentiment d'empathie et comprendre le vécu des classes populaires»*, explique Muriel Cohen, l'historienne, qui a coordonné la recherche préparatoire à l'exposition.

De plus en plus de musées misent aujourd'hui sur l'immersion pour attirer de nouveaux publics. En France, plusieurs appartements témoins ont ainsi été ouverts au public, du musée urbain Tony-Garnier à Lyon, en passant par Le Havre (appartement Auguste-Perret), ou le musée d'Histoire urbaine et sociale de Suresnes. Mais *«aucun site ne raconte comme nous le faisons l'histoire des quartiers populaires à travers l'expérience de ceux qui y ont vécu»*, souligne Diane Chamboduc, doctorante en histoire, enseignante au lycée Le Corbusier d'Aubervilliers et membre de l'AMuLop.

AMULOP

Chinés ou donnés, les objets ont pour vocation de reconstituer le plus fidèlement l'atmosphère de ces appartements témoins.

Déconstruire les clichés

Le logement insalubre où la famille résida d'abord, la bourrée auvergnate que Jacques écoutait en souvenir de sa Corrèze natale, les sorties aux puces le week-end, le fils plombier, puis l'attachement viscéral de la mère à sa cité, malgré sa dégradation... Tous ces événements, racontés par la guide, explorent à travers l'évocation du quotidien l'histoire sociale des soixante dernières années: l'émergence des grands ensembles après la Seconde Guerre mondiale pour remédier à la crise du logement, les trajectoires migratoires, le développement du travail des femmes, la crise de la cité à partir des années 1970 sur fond de désindustrialisation et de chômage... M. Cohen a rédigé ce commentaire comme un scénario de film, en tentant de l'incarner au

AMULOP

Des clichés intimes d'une famille pour partager la mémoire d'un lieu.

À l'entrée de l'exposition, un rappel historique des origines de la cité Émile-Dubois, dite des «800».

maximum. À terme, l'objectif est d'ailleurs que le visiteur puisse choisir le personnage de la famille qu'il souhaite suivre dans sa journée.

H. Tagui ne cesse de questionner, d'interpeller les visiteurs: *«La France comptait 7% d'étrangers dans l'entre-deux-guerres. Savez-vous quel est le pourcentage aujourd'hui, selon vous?»*, demande la guide aux visiteurs. *«12%? 13%? Non, 8%! Ça n'a pas beaucoup évolué...»* Interactive, l'exposition cherche aussi à déconstruire les clichés qui collent à la peau des cités...

La seconde visite retrace le parcours des familles Marie, Di Meo et Soukouna, qui se sont succédé dans la même cage d'escalier. Dans l'appartement du 2e étage qui accueille la visite, la reconstitution a été réduite à quelques meubles et objets emblématiques d'une époque ou d'une tendance: la consommation et la culture adolescente à travers le casque de coiffure ou l'électrophone dans la chambre des enfants des Di Meo, par exemple.

Une place importante en revanche est accordée aux documents d'archives, qui ont permis aux chercheurs de retracer la trajectoire des familles et le contexte de l'époque: l'état civil de Bernard Marie, né à Granville en 1924, la photo des sorties d'usine Babcock et Wilcox ou cette drôle de lettre de l'OPH qui accuse le petit François Marie... d'avoir marché sur une pelouse. On trouve aussi des témoignages audio, comme le récit émouvant de Mme Soukouna, qui raconte son emménagement dans la cité après des mois passés dans un meublé insalubre. Samir Rouab, le guide, explique comment les membres du collectif ont trouvé ces documents, et ce qu'ils ont apporté à leur réflexion. *«L'idée est de donner à voir le travail de l'historien»*, résume-t-il. Avec ses limites. *«Parfois, lorsqu'il ne trouve pas de réponse dans les archives ou parmi les survivants, l'historien doit se contenter d'hypothèses...»*, poursuit-il, exemples à l'appui.

Des guides issus du territoire

Pour guider le public, l'AMuLoP a choisi des habitants des quartiers, formés intensivement avec l'aide d'une metteuse en scène. Pari atteint : d'abord un peu dérouté par la centaine de pages à mémoriser, S. Rouab, a retrouvé dans la visite, *« l'histoire de* (s)*a famille : l'arrivée d'Algérie, l'hôtel social... »*

En remontant l'escalier vers l'accueil, on croise des voisins. D'abord méfiants, ils commencent à s'inscrire à l'expo, où *« ils retrouvent des souvenirs »*, glisse D. Chamboduc. Une bonne nouvelle pour les membres du collectif, qui souhaitent également favoriser la réappropriation de leur histoire par les habitants des cités, en particulier les plus jeunes.

Enseignants dans les établissements du 93, ils ont conçu une série d'ateliers et de projets pédagogiques, pour un public allant du CM1 à l'université. Des collégiens reconstituent ainsi, avec une archéologue sonore, les bruits d'un immeuble des années 1960.

Un projet de musée

L'expo, qui a demandé cinq ans de préparation, se terminera le 30 juin 2022. Le collectif cherche ensuite un immeuble *«suffisamment ancien pour offrir une profondeur historique, si possible en Seine-Saint-Denis»*, où pérenniser cet étonnant projet de musée vivant du logement populaire. ●

CÉCILE PELTIER

Exposition «La vie HLM. Histoires d'habitant.e.s de logements populaires. Aubervilliers, 1950-2000», cité Émile-Dubois, AmuLoP, jusqu'au 30 juin 2022 (sur réservation).

[FAMILLES RECOMPOSÉES

Vive les marâtres!

Interrogez Blanche-Neige ou Cendrillon. Elles vous le diront sans hésiter: les belles-mères sont d'horribles marâtres. Une étude vient pourtant remettre en question ce préjugé. Des chercheurs américains ont suivi 400 000 individus nés entre 1847 et 1940 dans l'Utah, et se sont intéressés au devenir des enfants ayant perdu un de leur parent avant 18 ans (9% environ de l'échantillon était orphelin de père, et 6% de mère). Ils observent que perdre sa mère est associé à un excès de mortalité avant 18 ans. Mais ce phénomène n'est pas plus fort chez les enfants dont le parent survivant s'est remarié. Enfin, après le remariage, les enfants du premier lit auraient une survie meilleure que les autres... Faudra-t-il donc réécrire nos contes et légendes?●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Ryan Schacht et al., « Was Cinderella just a fairy tale ? Survival differences between stepchildren and their half-sbilings », Philosophical transactions of the royal society B, 2021.

© 2021 DISNEY

[DÉMOGRAPHIE

Le «retour de couches» de plus en plus précoce

Allaiter revêt un effet contraceptif connu depuis longtemps. En l'absence d'autres moyens (pilule, préservatif, etc.), c'est d'ailleurs l'un des rares outils contribuant à espacer les naissances. Des études locales et des expérimentations animales semblaient indiquer que ce lien dépendait en partie de la qualité de la nourriture de la mère. Ces résultats viennent d'être corroborés à l'échelle mondiale. Des chercheurs ont utilisé près de 300 enquêtes conduites entre 1975 et 2019 dans 84 pays à revenus faibles ou moyens, permettant de documenter 2,7 millions de naissances. Ils montrent que l'augmentation du niveau de développement (attestée par une hausse de l'indice de développement humain, un meilleur accès à l'électricité, à l'eau et à l'éducation) contribue à réduire la durée d'aménorrhée chez les femmes allaitant leur bébé. Globalement d'ailleurs, le délai du «retour de couches» des femmes qui donnent le sein s'est réduit au cours des dernières décennies. Voilà qui témoigne, une fois de plus, des liens complexes entre biologie et environnement.●

CÉCILE LAVABRE/GETTY

HÉLÈNE FROUARD

Source: Nicolas Todd et Mathias Lerch, «Socioeconomic development predicts a weaker contraceptive effect of breastfeeding», *PNAS*, 20 juillet 2021.

[ENQUÊTE

Témoignez de votre projet de PMA

Des couples gays contactant une femme de leur région pour porter leur enfant, des femmes seules partant à l'étranger pour une insémination artificielle... Certaines personnes exclues de fait ou de droit d'une PMA (ou AMP) légale utilisent de nombreuses stratégies pour mener à bien leur projet parental. Pour en savoir plus sur ces pratiques, l'Institut national des études démographiques vient de lancer une vaste enquête anonyme, «AMP sans frontières». Elle a pour objectif de documenter ces pratiques. Parmi les questions élaborées par l'équipe, dirigée par les chercheuses Virginie Rozée et Élise de La Rochebrochard: «Qui fait appel à l'aide à la procréation? Pourquoi? Avec une assistance médicale ou de manière artisanale? En France ou à l'étranger?» Les résultats permettront de mieux comprendre «*les possibles inadéquations et incohérences entre les possibilités et les réalités de l'AMP en France*».●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Ined, projet AMP sans frontieres.

[TECHNOLOGIE ET HISTOIRE

Anne Michelin, une chimiste chez les historiens

Scanner, spectromètre ou fluorescence: la chercheuse Anne Michelin révèle les secrets bien gardés des archives et manuscrits. Portrait d'une scientifique atypique.

Ce matin, Anne Michelin se rend à la Bibliothèque nationale de France. Et comme tout le monde, elle prend le métro pour traverser Paris. Elle transporte cependant dans son sac un objet peu ordinaire: un spectromètre infrarouge, une machine à la technologie de pointe, qui va permettre d'analyser un manuscrit coréen. L'ingénieure en physique-chimie est en effet spécialisée dans la caractérisation et la conservation des matériaux du patrimoine.

Les correspondances de Marie-Antoinette

Grâce aux objets qu'elle étudie, A. Michelin voyage dans le temps. En 2014, sur demande des Archives nationales, elle commence à travailler sur les lettres secrètes échangées de 1791 à 1792 par la reine Marie-Antoinette et celui qu'on soupçonne d'être son amant, le comte suédois Axel de Fersen. Certains passages de ces lettres sont illisibles, car caviardés, et il faut les déchiffrer. A. Michelin s'attaque à ces ratures pour découvrir les secrets qu'elles cachent. Elle y parvient après des années de recherche, lorsque son laboratoire s'équipe d'un scanner XRF, qui permet d'analyser les éléments chimiques d'un matériau de manière non invasive. Il fait apparaître les différentes couches d'encre utilisées, leurs compositions chimiques étant différentes les unes des autres. La chercheuse accède alors au contenu de ces lettres et déchiffre des extraits de déclarations passionnées, tels que «*... non pas sans vous*», «*vous que j'aime et aimerai...*» ou encore «*ma tendre amie*». Aucun doute, Marie-Antoinette et le comte de Fersen s'appréciaient énormément.

CAMILLE PROVESAN

Anne Michelin est maîtresse de conférences du Museum national d'Histoire naturelle au sein du Centre de recherche sur la conservation.

À l'interface entre les sciences

Si l'approche technique passionne la chercheuse, c'est aussi la collaboration avec des historiens, des archéologues, des conservateurs ou encore des restaurateurs qui l'anime. «*Travailler sur ces matériaux pour répondre à leurs questions, j'apprécie énormément. Je pense qu'on a besoin de croiser les regards. Pour moi, l'interdisciplinarité est vraiment essentielle*», confie-t-elle. Cet intérêt, A. Michelin l'a depuis toujours. Quand il a fallu choisir, au lycée, entre la filière scientifique et la filière littéraire, la future chercheuse était déjà frustrée. «*J'ai toujours aimé les sciences qu'on dit "dures" – la physique, la chimie... – mais j'aimais aussi le latin et les arts plastiques.*» Si elle choisit un parcours scientifique, qui la conduit en école d'ingénieur en physique-chimie, elle n'a pas dit pas son dernier mot. En parallèle de son école,

Traquer les secrets d'un manuscrit médiéval: un travail entre chimie, histoire et archéologie.

elle suit un master spécialisé sur les «archéomatériaux», à l'université de Bordeaux.

Depuis ses premiers stages et sa thèse en altération des matériaux, A. Michelin navigue entre plusieurs disciplines, qu'elle trouve inspirantes. *«En tant que physico-chimiste, on a des résultats, mais l'information qu'on apporte est forcément partielle. On a plein d'interrogations...»* Prendre connaissance de ce que savent d'autres spécialistes sur l'objet étudié, et comprendre le contexte est très important. *«Cela peut permettre de trancher un certain nombre d'hypothèses»*, conclut-elle avec humilité.

De Chartres au Mont-Saint-Michel

Les enquêtes d'A. Michelin se suivent mais ne se ressemblent pas. Son travail de recherche sur l'amélioration de la lisibilité des documents l'a d'abord emmenée à Chartres: elle y étudie des manuscrits médiévaux rendus illisibles durant la Seconde Guerre mondiale. Et pour cause: le 26 mai 1944, la bibliothèque municipale de Chartres subit un incendie. *«Les manuscrits sont dans un état lamentable: il y a des documents à moitié brûlés, d'autres complètement délavés par l'eau qui avait servi à éteindre le feu...»*, raconte A. Michelin. Pour déchiffrer les 7000 feuillets rescapés des flammes, elle et ses collègues mettent en place un protocole particulier: ils optent pour la technique de la photographie sous éclairage UV, qui a l'avantage d'être simple et peu coûteuse.

Son expertise ne cessant de se développer, la chercheuse multiplie les projets. À la bibliothèque du Mont-Saint-Michel, elle analyse depuis 2019 les matériaux employés par les moines copistes pour la production de 50 manuscrits, datés de 980 à 1100. Elle étudie les types d'encres, les pigments, les colorants et les liants utilisés pour le décor de ces manuscrits, tels que les enluminures. Elle explique qu'il reste encore du travail pour réussir à comprendre le choix des matériaux. *«Sur une enluminure, on a par exemple observé deux oiseaux totalement symétriques, mais l'un est traité avec du minium et l'autre avec du vermillon... Est-ce un choix, une erreur, une reprise?»* s'interroge-t-elle.

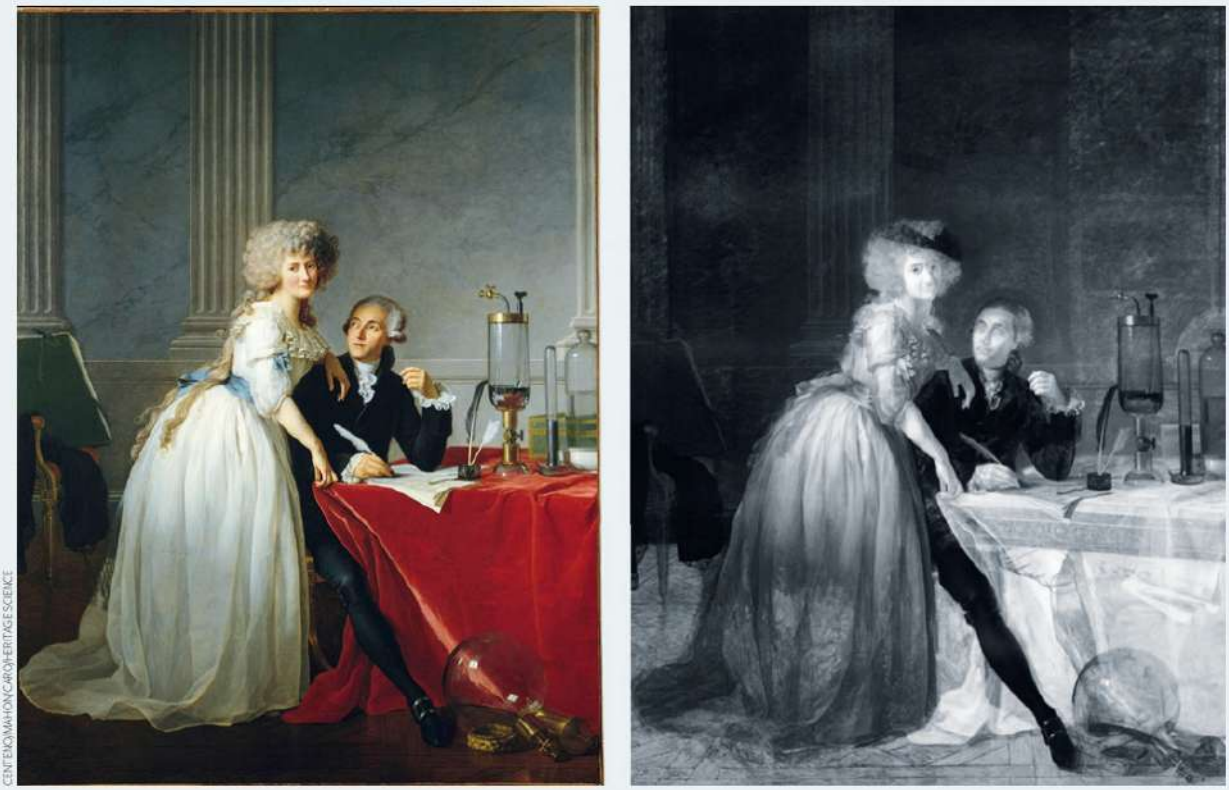
Une chercheuse hors les murs

Sa passion pour les objets chargés d'histoire la fait souvent sortir de son laboratoire, et aller «sur site». *«Pour des questions d'assurance notamment, il est de plus en plus compliqué de faire venir les objets dans notre laboratoire»*, explique la chercheuse. Alors elle va à eux: *«On a donc développé au sein de notre équipe une expertise avec des équipements qui sont transportables.»* S'ils tiennent parfois dans un sac ou une valise, ils peuvent être bien plus volumineux. *«Ce sont parfois des caisses d'une soixantaine de kilos, et ce n'est pas toujours simple...»* Lors de missions qui nécessitent l'utilisation de l'imagerie hyperspectrale par exemple – comme à la Courtauld Gallery à Londres, où elle a travaillé sur une collection de tableaux de Manet –, il faut faire livrer l'équipement. Il prend donc la route pour accompagner l'équipe de la chercheuse qui analyse sur une ou plusieurs journées les objets en question. À bord de l'Eurostar, A. Michelin se demande où l'emmèneront ses prochaines recherches... ●

SALOMÉ TISSOLONG

Source: Anne Michelin *et al.*, «2D macro-XFR to reveal redacted sections of French queen Marie-Antoinette secret correspondence with Swedish count Axel von Fersen», *Science Advances*, vol. VII, n° 40, 1er octobre 2021.

[HISTOIRE DE L'ART : LES SECRETS DÉVOILÉS DES ÉPOUX LAVOISIER



CENTENO-MAHON/CARON-HERITAGE SCIENCE

Portrait d'Antoine-Laurent Lavoisier et de sa femme est une huile sur toile, peinte en 1788, et entrée en 1977 dans les collections du Metropolitan Museum à New York. En 2019, des travaux de restauration sont entrepris afin de nettoyer le vernis de surface. Au cours des dix mois de travail passés à observer de près le tableau, la conservatrice Dorothy Mahon découvre d'infimes traces qui l'intriguent. L'emploi de diverses techniques non invasives (spectrométrie de fluorescence ou de réflectrographie infrarouge) permet de révéler l'existence d'une première version du tableau, modifiée ultérieurement par David. La restauration finale de l'œuvre est achevée en 2020, et la peinture est désormais à nouveau visible sur les murs du Met.

En 1788, le peintre Jacques-Louis David (1748-1885) achève le portrait d'Antoine Lavoisier et de son épouse Marie-Anne, célèbres pour leurs travaux scientifiques. Des analyses, menées au New York's Metropolitan Museum of Art où le tableau est exposé, rendent à présent visible une première version du portrait. Elle dévoile des éléments par la suite recouverts par le peintre: une bibliothèque, un livret dans la main d'Antoine Lavoisier, et surtout ce fastueux chapeau que porte M.-A. Lavoisier. Pourquoi ont-ils été effacés? Père de la chimie moderne, A.Lavoisier était aussi fermier général, chargé de collecter les impôts royaux.

À la veille de la Révolution, mettre en scène le privilège des Lavoisier a pu sembler dangereux. Les détails signalant la condition aristocratique du couple auraient donc été remplacés par des indices de leur travail scientifique. Mais est-ce à la demande du couple Lavoisier ou à l'initiative du peintre que leur image a été modifiée? Nous ne le saurons peut-être jamais. Cette dissimulation n'aura cependant pas sauvé A. Lavoisier, guillotiné place de la Révolution le 8 mai 1794 sous la Terreur, aux côtés de vingt-sept autres fermiers généraux ●

CASSANDRE HUGUE

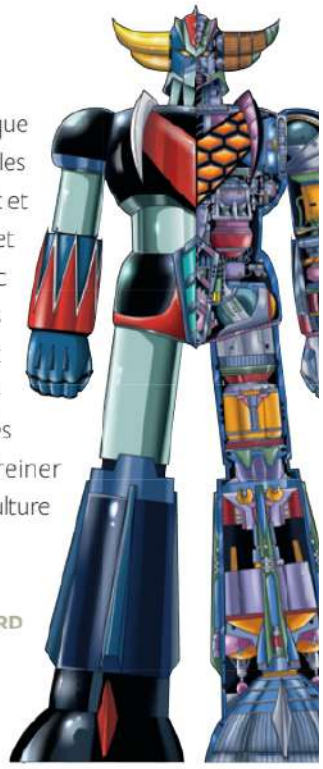
Source: Silvia A. Centeno *et al.*, «Discovering the evolution of Jacques-Louis David's portrait of Antoine-Laurent and Marie-Anne Pierrette Paulze Lavoisier», *Heritage Science*, août 2021.

[CULTURE JAPONAISE

La nostalgie Goldorak

Un timbre-poste, une bande dessinée et même une exposition… L'année 2021 a été faste pour *Goldorak*. Les dessins originaux et objets que la Maison de la culture du Japon a exposés à Paris récemment, destinés aux fans plus qu'au grand public, témoignent de l'attachement nostalgique d'une génération entière pour ce dessin animé, importé du Japon. Ils montrent les sources multiples de cette création, inspirée par le théâtre et la culture populaire nippone ou le western américain.

Spécialiste de l'animation japonaise, la chercheuse Marie Pruvost-Delaspre rappelle que le programme arrive en France à l'été 1978*. Il a pour avantage d'être peu cher: amorti sur le marché intérieur, il est exporté à coût réduit. Bien que précédé de quelques diffusions sporadiques de productions japonaises, *Goldorak* est une nouveauté. Très différent des programmes éducatifs de l'époque, il adopte des nouveaux codes avec notamment la pratique du feuilleton, et des thématiques nouvelles – une planète en danger, du chantage pour faire céder les personnages, etc. S'il séduit immédiatement la jeunesse, il provoque à l'inverse une panique morale dans les médias, où il est accusé d'être violent et mercantile. Il s'accompagne en effet d'un important merchandising, avec des ruptures de stock de jouets dès Noël 1978. Ces accusations seront reprises un peu plus tard face à l'irruption des jeux vidéo et au succès des mangas mais ne pourront freiner l'engouement des Français pour la culture populaire japonaise. ●



HÉLÈNE FROUARD

* Marie Pruvost-Delaspre et Sarah Hatchuel (dir.), *Goldorak. L'aventure continue*, Presses universitaires François-Rabelais, 2018.

[HISTOIRE

Un miroir magique aux origines aztèques

Le miroir en obsidienne de John Dee (1527-1608 ou 1609), astrologue de la reine d'Angleterre Élisabeth Ire, est un des objets les plus célèbres de la galerie des Lumières du British Museum de Londres. Une des raisons de la fascination pour cet objet est son utilisation par le conseiller royal, adepte de l'occultisme; une autre, sa probable origine aztèque. Mais les circonstances de l'arrivée de ce miroir en Europe, et surtout ses origines, étaient jusqu'à présent mal documentées.

MUSÉE DES AMÉRIQUES, MADRID

Pour en avoir le cœur net, une équipe de chercheurs a étudié sa composition chimique, ainsi que celle d'autres miroirs similaires, à l'aide d'une spectrométrie de la fluorescence des rayons X, pour en déterminer l'origine géologique. Cette analyse montre que le miroir de J. Dee a bien été fabriqué avec de l'obsidienne d'origine mexicaine, provenant de Pachuca, un site d'extraction au sein du territoire aztèque. Matériau aux usages variés, l'obsidienne est notamment associée chez les Aztèques au dieu Tezcatlipoca, «miroir fumant» en langue nahuatl, et dont un des attributs est la prédiction de l'avenir au moyen de son miroir. Passionné par les découvertes du Nouveau Monde, J. Dee a-t-il choisi à dessein cet objet emblématique pour ses pratiques occultes? Ces usages anciens se sont-ils perdus avec la traversée de l'Atlantique? Autant de questions soulevées par un artefact aujourd'hui exposé au British Museum comme un objet européen, mais en réalité témoin des échanges déjà riches entre les deux continents. ●

OLIVIER BORIES

Source: Stuart Campbell Elizabeth Healey., «The mirror, the magus and more: reflections on John Dee's obsidian mirror», *Antiquity*, octobre 2021.

[ÉTHOLOGIE

Les jeunes chauves-souris babillent comme des bébés

CORINA DANIELA OBERTAŞ/ADOBE STOCK

Si on excepte un superhéros tout de noir vêtu, les similitudes entre humains et chauve-souris ne sautent pas aux yeux. Un quatuor de chercheuses vient d'en dénicher une, inattendue, dans… l'apprentissage de la «parole». Dans un compte rendu publié par la revue *Science*, elles résument les conclusions d'un travail mené, en milieu sauvage, sur deux populations de saccoptères à deux bandes (*Saccopteryx bilineata*), au Costa Rica et au Panama. Avant sevrage, les jeunes saccoptères passent presque 30 % de leur temps d'activité diurne à babiller. Chez l'humain, le babillage, qui prend la forme de répétitions rythmées des mêmes syllabes («ba ba ba»), permet au nourrisson d'acquérir la maîtrise de son appareil phonatoire et, sans doute, de renforcer les connexions neuromotrices. Probablement en est-il de même chez *Saccopteryx bilineata* car cette phase démarre trois semaines après la naissance et s'étale entre sept et dix semaines jusqu'au sevrage. Au lieu de sons articulés, les juvéniles produisent des cris qui évoquent ceux d'oiseaux comme le pic épeiche. Un répertoire de 25 types de «syllabes» a pu être identifié chez l'adulte, que les jeunes s'attachent à acquérir en les répétant. Curieusement, mâles et femelles apprennent les suites de syllabes destinées à marquer le territoire, alors que seuls les mâles en feront usage une fois adultes. Certains jeunes saccoptères se montrent particulièrement bavards, leur gazouillis pouvant durer jusqu'à 43 minutes. Batman, qui a toujours du mal à aligner trois phrases, pourrait prendre exemple… ●

OLIVIER VOIZEUX

Source: Ahana Fernandez *et al.*, «Babbling in a vocal learning bat resembles human infant babbling», *Science*, 20août 2021.

[LINGUISTIQUE

Pourquoi certaines langues ne distinguent-elles pas le vert du bleu?

Rouge, bleu, vert, noir ou blanc. La plupart des langues des pays industrialisés contiennent onze mots distincts et abstraits pour désigner les couleurs. D'autres au contraire ont un vocabulaire restreint. *«Certains peuples de Papouasie Nouvelle-Guinée n'ont que trois mots: clair, sombre et rouge»*, explique Mathilde Josserand, doctorante à Lyon. Le vert et le bleu sont ainsi souvent confondus sous la même appellation: *«Pour beaucoup de peuples d'Afrique ou d'Amazonie, les mots pour décrire la couleur de la feuille d'un arbre ou du ciel sont les mêmes.»* D'où viennent ces différences entre les langues? Plusieurs chercheurs, dont M. Josserand, ont tenté de corréler l'absence de distinction entre le bleu et le vert avec diverses données (taille de la population, type d'activité économique, climat, etc.). Certaines hypothèses précédemment émises par la recherche ont été validées – notamment la théorie selon laquelle la langue d'une population est influencée par sa culture. Mais l'équipe montre aussi l'impact de l'environnement. Le rayonnement solaire entraînerait à terme une difficulté à percevoir le bleu et le vert. Analysant leur base de données, les chercheurs estiment qu'au cours de l'évolution, cette difficulté a pu contribuer à empêcher l'émergence d'un vocabulaire spécifique pour le bleu et pour le vert. Au-delà de la question des couleurs, l'objectif de ces travaux, précise la chercheuse, *«est de comprendre comment notre environnement peut venir façonner la langue que nous parlons»*. ●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Mathilde Josserand *et al.*, «Environment and culture shape both the colour lexicon and the genetics of colour perception», *Scientific Reports*, 27septembre 2021.

[MIGRATIONS

L'Amérique peuplée il y a 23000 ans?

De quand date le peuplement du continent américain? Il y a un siècle, les chercheurs proposaient une fourchette de -11000 à -13000 ans, ce qui correspondait à un passage libre de glace à travers le Canada. Mais cette datation ne cesse d'évoluer au rythme des découvertes archéologiques. Dans un récent article, fondé sur des traces de pas et des graines de plantes retrouvées dans le désert de White Sand (Nouveau-Mexique), des chercheurs font remonter la présence humaine dans cette région à environ -21000 à -23000 ans. ●

HÉLÈNE FROUARD

Source: Matthew R. Bennett *et al.*, «Evidence of humans in North America during the Last Glacial maximum», *Science*, 24 septembre 2021.

[PROCHE-ORIENT

Sodome enfin retrouvée

«*Alors l'Éternel fit tomber sur Sodome et sur Gomorrhe une pluie de soufre et de feu.*» Le récit biblique de la destruction de Sodome correspondrait-il à un événement historique? C'est l'hypothèse proposée récemment par l'équipe responsable de la fouille de Tall-el-Hammam. Ce site, au sud de la vallée du Jourdain, en Jordanie, est fouillé depuis 2006. Or les archéologues ont retrouvé des tessons de poterie, de l'argile ou du plâtre fondu: ils ont donc été exposés à des températures très supérieures à celles des cuissons maîtrisées alors par les humains. De plus, les couches archéologiques correspondant à l'époque de destruction de cette ville ancienne sont incohérentes et atypiques. Comparant ces données à ce que l'on sait de la ville de Tunguska (Russie), frappée par un astéroïde en 1908, les chercheurs estiment que Tall-el-Hammam a probablement été détruite elle aussi par un astéroïde. Cet événement spectaculaire aurait donné lieu à une histoire orale transmise génération après génération, jusqu'à être intégrée au récit biblique. ●

DETROIT INSTITUTE OF ARTS

La fuite de Loth, (1810, détail), Benjamin West (1738-1820).

HÉLÈNE FROUARD

Source: Ted A Bunch *et al.*, «A Tunguska sized airbust destroyed Tall el-Hammam a middle bronze age city in the Jordan valley near the dead sea», *Scientific reports*, 21 septembre 2021.

[DOMESTICATION

Le Caucase, berceau du cheval moderne

LUDOVIC ORLANDO/NATURAL HISTORY MUSEUM OF DENMARK/AMS/CNRS

Le cheval a joué un rôle fondamental pour les déplacements humains. Mais d'où proviennent les premiers chevaux domestiqués? Plusieurs hypothèses avaient cours, jusqu'à ce qu'une vaste équipe internationale reconstitue le génome de 264 chevaux avant vécu entre -50000 et 200 ans. Ils montrent qu'un profil génétique particulier, celui d'un cheval venant du nord du Caucase, a fini par remplacer les autres en quelques siècles. Pourquoi? Les différences génétiques de cet équidé pourraient être associées à un dos plus robuste et une plus grande docilité – ce qui expliquerait son adoption par l'homme. Des migrations humaines, du Caucase vers d'autres régions, auraient permis sa rapide diffusion hors de sa zone d'origine. ●

HÉLÈNE FROUARD

Source : Pablo Librado *et al.*, «The origins and spread of domestic horses from the Western Eurasian steppes», *Nature*, 20 octobre 2021.

SCIENCES HUMAINES

MENSUELS

Hors frais de port

>>Sommaires et commandes sur www.scienceshumaines.com

25 ❑ Les défis des sciences humaines
50 ❑ Tiers-monde : la fin des mythes
57 ❑ Où va le commerce mondial ?
62 ❑ L'esprit redécouvert
67 ❑ Nouveaux regards sur la science
71 ❑ Comment nous voyons le monde
80 ❑ Les sciences humaines sont-elles des sciences ?
82 ❑ La lecture
83 ❑ Du signe au sens
84 ❑ Médiations et négociations
85 ❑ Nouveaux modèles féminins
86 ❑ La liberté
87 ❑ L'émergence de la pensée
88 ❑ Anatomie de la vie quotidienne
89 ❑ Violence : état des lieux
90 ❑ L'imaginaire contemporain
91 ❑ L'individu en quête de soi
92 ❑ Les ressorts de la motivation
93 ❑ Échange et lien social
94 ❑ La vie des groupes
95 ❑ Aux frontières de la conscience
96 ❑ Le destin des immigrés
97 ❑ Rêves, fantasmes, hallucinations
98 ❑ Apprendre
99 ❑ Normes, interdits, déviances
100 ❑ Les sciences humaines
101 ❑ La parenté en question
102 ❑ Les récits de vie
103 ❑ L'altruisme
104 ❑ Un monde de réseaux
106 ❑ Les sagesses actuelles
107 ❑ Souvenirs et mémoire
108 ❑ Homme/animal : des frontières incertaines
109 ❑ Les logiques de l'écriture
110 ❑ Cultures
111 ❑ L'école en mutation
112 ❑ Les hommes en question
113 ❑ Freud et la psychanalyse aujourd'hui
114 ❑ Travail, mode d'emploi
115 ❑ Les nouvelles frontières du droit
116 ❑ L'intelligence : une ou multiple ?
117 ❑ Autorité : de la hiérarchie à la négociation
118 ❑ La pensée orientale
119 ❑ La nature humaine
120 ❑ L'enfant
121 ❑ Quels savoirs enseigner ?
122 ❑ Le changement personnel
123 ❑ Criminalité
124 ❑ Société du risque
125 ❑ Organisations
126 ❑ Les premiers hommes
127 ❑ Le monde des jeunes
128 ❑ Les représentations mentales
129 ❑ La fabrique de l'information
130 ❑ La sexualité aujourd'hui
132 ❑ Le souci du corps
133 ❑ Les métamorphoses de l'état
134 ❑ La littérature, une science humaine ?
136 ❑ Les nouveaux visages des inégalités
137 ❑ Les savoirs invisibles
138 ❑ Les troubles du moi
139 ❑ Les mondes professionnels
140 ❑ Les nouvelles frontières de la vie privée
141 ❑ La force des passions
142 ❑ L'éducation, un objet de recherches
143 ❑ Cultures et civilisations
144 ❑ Les mouvements sociaux
145 ❑ Voyages, migration, mobilité
146 ❑ Hommes, femmes. Quelles différences ?
147 ❑ Où en est la psychiatrie ?
148 ❑ Contes et récits
149 ❑ Les nouveaux visages de la croyance
150 ❑ Amitié, affinité, empathie...
151 ❑ Aux origines des civilisations
152 ❑ À quoi sert le jeu ?
153 ❑ L'école en débat
155 ❑ Où en est la psychanalyse ?
156 ❑ Où va la famille ?
157 ❑ Qui sont les travailleurs du savoir ?
158 ❑ Les nouvelles formes de la domination au travail
159 ❑ Pourquoi parle-t-on ?
160 ❑ Dieu ressuscité
161S ❑ Enquêtes sur la lecture
163 ❑ La sexualité est-elle libérée ?
165 ❑ Où est passée la société ?
166 ❑ De Darwin à l'inconscient cognitif
167S ❑ La pensée éclatée
169 ❑ L'intelligence collective
170 ❑ Qui a peur de la culture de masse ?
173 ❑ Art rupestre
174 ❑ Qu'est-ce que l'amour ?
175S ❑ Agir par soi-même
176 ❑ Comment devient-on délinquant ?
177 ❑ Le souci des autres
178S ❑ La guerre des idées
179 ❑ Travail. Je t'aime, je te hais !
180 ❑ 10 questions sur la mondialisation
181 ❑ Le nouveau pouvoir des institutions
182 ❑ Conflits ordinaires
183 ❑ Imitation
184 ❑ Les lois du bonheur
185 ❑ Des Mings aux Aztèques
186 ❑ Que vaut l'école en France ?
187 ❑ D'où vient la morale ?
188 ❑ Faut-il réinventer le couple ?
190 ❑ Au-delà du QI
191 ❑ Inégalités : le retour des riches
192 ❑ Enseigner : L'invention au quotidien
194 ❑ Les animaux et nous.
196 ❑ Nos péchés capitaux
197 ❑ Les rouages de la manipulation
198 ❑ Les neurones expliquent-ils tout ?
199 ❑ Psychologie de la crise.
200S ❑ Pensées pour demain
201 ❑ Les troubles de la mémoire
202 ❑ Pauvreté. Comment faire face ?
203 ❑ École. Guide de survie.
204 ❑ Démocratie. Crise ou renouveau ?
205S ❑ Changer sa vie
206 ❑ Repenser le développement
207 ❑ La nouvelle science des rêves
208S ❑ L'enfant violent.
209 ❑ L'art de convaincre.
210 ❑ Le travail en quête de sens.
211S ❑ Le clash des idées : 1989 à 2009
212 ❑ De l'enfant sauvage à l'autisme.
213 ❑ L'énigme de la soumission
214 ❑ L'ère du post-féminisme
215 ❑ L'analogie moteur de la pensée
216S ❑ Les épreuves de la vie
217 ❑ Les secrets de la séduction
218 ❑ La littérature : fenêtre sur le monde.
219S ❑ À quoi pensent les enfants ?
220 ❑ L'autonomie, nouvelle utopie ?
222S ❑ 20 ans d'idées, le basculement
223 ❑ Le retour de la solidarité
224 ❑ La course à la distinction
225 ❑ Sommes-nous rationnels ?
226S ❑ Le monde des ados
227 ❑ Conflits au travail
228 ❑ L'état, une entreprise comme une autre ?
229S ❑ Nos vies numériques
230S ❑ Pourquoi apprendre ?
231 ❑ Tous accros ?
232 ❑ Comment être parent aujourd'hui ?
233S ❑ Et si on repensait TOUT ?
234 ❑ Inventer sa vie
235 ❑ Les identités sexuelles
236 ❑ Dans la tête de l'électeur.
237S ❑ Qui sont les Français ?
238 ❑ Comment naissent les idées nouvelles ?
239 ❑ Peut-on ralentir le temps ?
240S ❑ L'imaginaire du voyage
241S ❑ L'intelligence.
242 ❑ Le travail. Du bonheur à l'enfer
243 ❑ L'autorité. Les nouvelles règles du jeu
244S ❑ 2012-2013. Les idées en mouvement
245 ❑ Vivre en temps de crise
246 ❑ Le langage en 12 questions
247S ❑ Violence
248 ❑ Comment pensons-nous ?
249 ❑ La fin de l'homme ?
250 ❑ Faut-il se fier à ses intuitions ?
251 ❑ L'ère culinaire
252S ❑ Générations numériques
253 ❑ Écrire Du roman au SMS
254 ❑ Reprendre sa vie en main
255S ❑ La bibliothèque des idées d'aujourd'hui
256 ❑ L'Individu Secrets de fabrication
257 ❑ Apprendre par soi-même
258 ❑ Le climat fait-il l'histoire ?
259S ❑ Psychologie de l'enfant État des lieux
260 ❑ Peut-on vivre sans croyances ?
261 ❑ Devenir garçon, devenir fille
262 ❑ 15 questions sur nos origines
263 ❑ Éduquer au 21e siècle
264 ❑ Les clés de la mémoire
265 ❑ L'art de négocier
266 ❑ Les grandes questions de notre temps
267 ❑ Inégalités
268 ❑ La motivation
269 ❑ Vieillir, pour ou contre ?
270S ❑ La philosophie aujourd'hui
271 ❑ La confiance Un lien fondamental
272 ❑ Le sport, une philosophie ?
273 ❑ Les pouvoirs de l'imaginaire
274 ❑ L'enfant et le langage
275 ❑ Liberté Jusqu'où sommes-nous libres ?
276 ❑ Aimer au 21e siècle
277S ❑ 25 ans Numéro anniversaire
278 ❑ Les lois de la réputation
279 ❑ Violence 15 questions pour comprendre
280 ❑ Passions quand la passion nous embarque
281S ❑ Nature culture la fin des frontières ?
282 ❑ Apprendre à coopérer
283 ❑ Les nouvelles psychothérapies
284 ❑ Le sexe en 69 questions
285S ❑ Qu'est-ce qu'une bonne école ?
286 ❑ Comment allons-nous travailler demain ?
287 ❑ La manipulation
288S ❑ Et si on changeait tout ?
289 ❑ Les nouveaux visages de la précarité
290 ❑ La mondialisation en questions
291S ❑ Les troubles de l'enfant
292 ❑ Qu'est-ce que le racisme ?
293 ❑ L'empathie
294 ❑ Nos vies intérieures
295 ❑ Les grands mythes de l'histoire de France
296S ❑ Comment apprend-on ?
297 ❑ La société française
298 ❑ Psychologie de l'attention
299 ❑ Les livres de l'année

NUMÉROS 2018-2021

Prix unitaire hors frais de port

300S ❑ Comment va le monde ? 6,90 €
301 ❑ Jusqu'où féminiser la langue française ? 5,50 €
302 ❑ Qu'est-ce qu'une belle vie ? 5,70 €
303S ❑ Les intelligences de l'enfant 6,70 €
304 ❑ Penser l'emprise... et s'en défaire 5,70 €
305 ❑ L'invention des vacances 5,70 €
306S ❑ Qu'est-ce que l'amour ? 6,70 €
307S ❑ Éduquer. Le conflit des modèles. 6,70 €
308 ❑ La motivation au travail 5,70 €
309 ❑ Humains. Nos origines repensées 5,70 €
310S ❑ Le cerveau en 12 questions 6,70 €
311 ❑ Abécédaire des idées d'aujourd'hui 5,70 €
312 ❑ L'art de parler 5,70 €
313 ❑ Être un homme aujourd'hui 5,70 €
314S ❑ L'attachement, un lien vital 6,70 €
315 ❑ Radicalités 5,70 €
316 ❑ Que devient la famille ? 5,70 €
317S ❑ Corps et esprit 6,70 €
318S ❑ Réussir à l'école 6,70 €
319 ❑ Comment manager aujourd'hui ? 5,70 €
320 ❑ Quand les émotions déraillent 5,70 €
321S ❑ Le pouvoir des livres 6,70 €
322 ❑ Réparer la planète 5,70 €
323 ❑ Penser par soi-même 5,70 €
324 ❑ Croire en Dieu aujourd'hui 5,70 €
325S ❑ L'autisne en 10 questions 6,70 €
326 ❑ Altruisme et solidarité 5,70 €
327 ❑ Les peuples premiers 5,70 €
328S ❑ La force de vivre 6,70 €
329S ❑ Grandir aujourd'hui 6,70 €
330 ❑ L'estime de soi 5,70 €
331 ❑ La connerie décryptée 5,70 €
333 ❑ Le langage 5,90 €
334 ❑ La France en révolutions 5,90 €
335S ❑ Peut-on réparer l'humain ? 6,90 €
336 ❑ Rêver 5,90 €
337 ❑ Travail. Les nouvelles fractures 5,90 €
338 ❑ L'art de (bien) manger 5,90 €
339 ❑ Comment vivre ? 6,90 €
340 ❑ La choc des idées 6,90 €
341 ❑ Que valent les nouvelles pédagogies ? 5,90 €
342S ❑ Psychologie de la violence 6,90 €

SCIENCES HUMAINES

>> Sommaires et commandes sur www.scienceshumaines.com

GRANDS DOSSIERS DES SCIENCES HUMAINES (trimestriel)

Prix unitaire : 7,50 € hors frais de port

1 ❑ L'origine des cultures
2 ❑ La moralisation du monde
4 ❑ France 2006
5 ❑ L'origine des religions
6 ❑ Peut-on changer la société ?
7 ❑ Psychologie
9 ❑ L'origine des sociétés
11 ❑ Entre image et écriture
13 ❑ Paroles d'historiens
14 ❑ Idéologies
15 ❑ Les psychothérapies
16 ❑ Les ressorts invisibles de l'économie
17 ❑ Villes mondiales
18 ❑ France 2010
19 ❑ Les pensées vertes
21 ❑ Freud, droit d'inventaire
22 ❑ Consommer
23 ❑ Apprendre à vivre
24 ❑ L'histoire des autres mondes
25 ❑ Affaires criminelles
26 ❑ Guide des cultures pop
27 ❑ Transmettre
29 ❑ Un siècle de philosophie
30 ❑ Les penseurs de la société
31 ❑ Histoire des psychothérapies
32 ❑ L'amour un besoin vital
33 ❑ Vers un nouveau monde
34 ❑ L'art de penser
35 ❑ Le bonheur
36 ❑ Changer le travail
37 ❑ Les grands mythes
38 ❑ Innovation et créativité
39 ❑ Élever ses enfants
40 ❑ Villes durables
41 ❑ De la formation au projet de vie
42 ❑ La psychologie aujourd'hui
43 ❑ La philosophie, un art de vivre
44 ❑ Les métamorphoses de la société française
45 ❑ Les grands penseurs de l'éducation
46 ❑ Les grands penseurs du langage
47 ❑ Les âges de la vie
48 ❑ Eurêka ! L'histoire des grandes découvertes
49 ❑ Ces pionnières qui ont fait l'histoire
50 ❑ La psychologie en débats

GRANDS DOSSIERS DES SCIENCES HUMAINES (trimestriel)

Prix unitaire : 7,90 € hors frais de port

51 ❑ Les sagesses orientales ..... 7,90 €
52 ❑ Le pouvoir des images ..... 7,90 €
53 ❑ Soigner. Une science humaine ..... 7,90 €
54 ❑ Les grands psychologues... ..... 7,90 €
55 ❑ Devenir soi-même ..... 7,90 €
56 ❑ Les lumières ..... 7,90 €
57 ❑ Les grandes controverses de la philosophie ..... 7,90 €
58 ❑ Bonheur d'apprendre et d'enseigner 7,90 €
59 ❑ Psychologie 7,90 €
60 ❑ Magies et sorcelleries 7,90 €
61 ❑ La grande histoire de l'humanisme 7,90 €
62 ❑ Démocratie 7,90 €
63 ❑ La grande histoire du féminisme 7,90 €
64 ❑ Qu'est-ce-que la science 7,90 €

65 ❑ Les grands enjeux du monde contemporain 7,90 €

HORS-SÉRIE DES GRANDS DOSSIERS (option d'abonnement)

Prix unitaire hors frais de port

		non abonnés	abonnés
2	❑ La nouvelle histoire des empires	8,50 €	4,50 €
4	❑ La grande histoire de l'Islam	8,50 €	4,50 €
5	❑ Les monothéismes	8,50 €	4,50 €
6	❑ La grande histoire du christianisme	8,50 €	4,50 €
7	❑ La grande histoire de la Chine	8,90 €	4,50 €
8	❑ La grande histoire de l'Afrique	8,90 €	4,50 €
9	❑ Rome, Athènes	8,90 €	4,50 €
10	❑ Utopies	8,90 €	4,50 €

HORS-SÉRIE DE SCIENCES HUMAINES (option d'abonnement)

Prix unitaire hors frais de port

		non abonnés	abonnés
2	❑ Comprendre le monde	12,00 €	7,20 €
4	❑ Femmes, combats et débats	7,90 €	4,50 €
5	❑ L'école en questions	7,90 €	4,50 €
7	❑ La grande histoire de la psychologie	8,50 €	4,50 €
8	❑ Comprendre Claude Lévi-Strauss	8,50 €	4,50 €
9	❑ Les grands philosophes	8,50 €	4,50 €
10	❑ Le sexe dans tous ses états	8,50 €	4,50 €
11	❑ La grande histoire du capitalisme	8,50 €	4,50 €
12	❑ Une autre histoire des religions	8,50 €	4,50 €
13	❑ À quoi pensent les philosophes ?	8,50 €	4,50 €
14	❑ À la découverte du cerveau	8,50 €	4,50 €
15	❑ L'œuvre de Pierre Bourdieu	8,50 €	4,50 €
16	❑ La philosophie en quatre questions	9,80 €	4,50 €
17	❑ De la pensée en Amérique	8,50 €	4,50 €
18	❑ Edgar Morin	8,50 €	4,50 €

		non abonnés	abonnés
19	❑ Michel Foucault	8,50 €	4,50 €
20	❑ Les grands penseurs des sciences humaines	8,50 €	4,50 €
21	❑ Les grandes idées politiques	8,50 €	4,50 €
22	❑ Quelle éthique pour notre temps ?	8,50 €	4,50 €
23	❑ Comprendre le Moyen-Orient	8,90 €	4,50 €
24	❑ Où va la France ? Enjeux de notre temps	8,90 €	4,50 €
25	❑ 30 ans. Les grands entretiens	8,90 €	4,50 €

HORS-SÉRIE (hors abonnement)

Prix unitaire hors frais de port

PSYCHO : COMMENT SE SOIGNER ?

Non abonnés 8,50 €
Abonnés 4,50 €
124 pages

LES 100 PENSEURS DE L'ÉCONOMIE

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
164 pages

LA GUERRE DES ORIGINES À NOS JOURS

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
132 pages

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
132 pages

COMMENT LA LITTÉRATURE PEUT CHANGER NOS VIES

LES GRANDS ENJEUX DU MONDE CONTEMPORAIN

Non abonnés 12 €
Abonnés 8 €
188 pages

LA NOUVELLE HISTOIRE DU MONDE

Non abonnés 12 €
Abonnés 8 €
116 pages

PHILO LES AUTEURS, LES THÈMES, LES TEXTES

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
164 pages

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
132 pages

LES PSYCHOTHÉRAPIES

LES 100 PENSEURS DES SCIENCES HUMAINES

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
172 pages

QUELLES VILLES POUR DEMAIN ?

Non abonnés 8,90 €
Abonnés 4,50 €
84 pages

LA PSYCHOLOGIE DE L'ENFANT EN 30 QUESTIONS

Non abonnés 12,50 €
Abonnés 8 €
164 pages

SCIENCES HUMAINES

BON DE COMMANDE

>> Sommaires et commandes sur www.scienceshumaines.com

SCIENCES HUMAINES MENSUELS

Inscrire les numéros commandés	Prix Unit.	Quant.	soit
	5,50 €	x	=
	5,70 €	x	=
	6,70 €	x	=
	6,90 €	x	=
	Total		

HORS-SÉRIE SCIENCES HUMAINES

HORS ABONNEMENT

(abonné, indiquez votre n° ci-contre) .....

Inscrire les numéros commandés	Prix Unit.	Quant.	soit
	4,50 €	x	=
	8,50 €	x	=
	8,90 €	x	=
	Total		

Les GRANDS DOSSIERS des SCIENCES HUMAINES

HORS ABONNEMENT - TRIMESTRIELS

Inscrire les numéros commandés	Prix Unit.	Quant.	soit
	7,50 €	x	=
	7,90 €	x	=
	Total		

HORS-SÉRIE Les GRANDS DOSSIERS des SCIENCES HUMAINES

HORS ABONNEMENT

(abonné, indiquez votre n° ci-contre) .....

Inscrire les numéros commandés	Prix Unit.	Quant.	soit
	4,50 €	x	=
	8,50 €	x	=
	8,90 €	x	=
	Total		

Retrouvez toutes nos publications
et notre catalogue de livres
www.scienceshumaines.com/boutique

NOS DIVERS HORS-SÉRIES

HORS ABONNEMENT .....

(abonné, indiquez votre n° ci-contre)

Inscrire les numéros commandés	Prix Unit.	Quant.	soit
	4,50 €	x	=
	8,00 €	x	=
	8,50 €	x	=
	8,90 €	x	=
	9,80 €	x	=
	12,00 €	x	=
	12,50 €	x	=
	Total		

TOTAL DES MAGAZINES €

PARTICIPATION AUX FRAIS DE PORT

France	3,00 €
Europe, Afrique, Dom-Tom	5,00 €
Amérique, Asie, Océanie	7,50 €

TOTAL FRAIS DE PORT €

TOTAL DE MA COMMANDE

Magazines + frais de port = €

5 magazines achetés, le 6e offert

GAGNEZ DU TEMPS !

Commandez par téléphone
03 86 72 07 00

PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE **code GD65**
ou sur **www.scienceshumaines.com**

BON DE COMMANDE ET RÈGLEMENT À RETOURNER À **SCIENCES HUMAINES - BP 256 - 89004 AUXERRE**

ADRESSE DE LIVRAISON (écrire en lettres capitales)

☐ Mme ☐ M.

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

.....

PAYS ..... TÉL .....

PROFESSION .....

E-MAIL .....

☐ Je désire recevoir une facture acquittée

PAIEMENT

Ci-joint mon règlement de ..... € par :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Sciences Humaines »

☐ Virement BP Bourgogne Franche-Comté

IBAN : FR76 1080 7004 0922 1217 7531 021 BIC : CCBPFRPPDJN

☐ C.B. n° .....

Expire le : ..... Cryptogramme .....

(3 derniers chiffres verso CB)

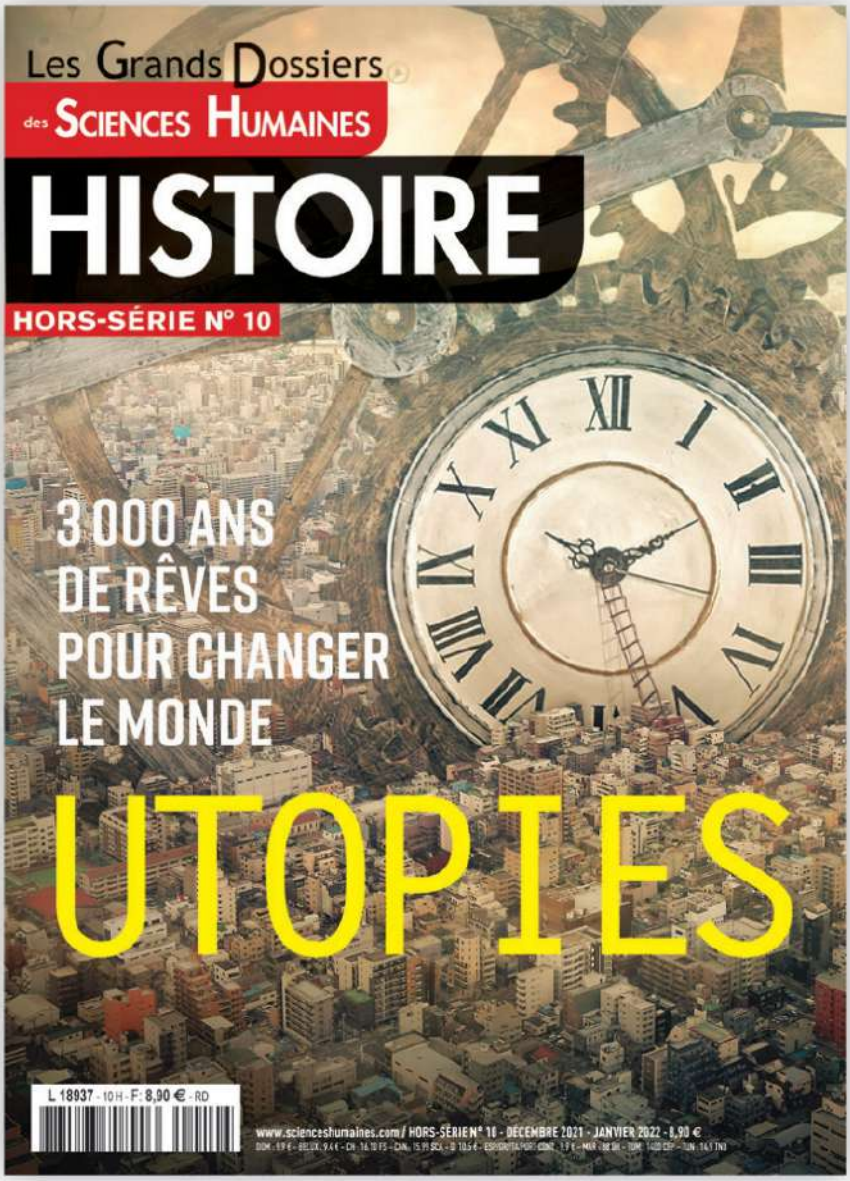
Date et signature obligatoires :

GD65

Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6/01/78, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, et vous opposer à leur transmission éventuelle à d'autres sociétés, en nous écrivant.

« Une histoire des mondes meilleurs, à faire collectivement advenir… d'urgence !

Laurent Testot


Les Grands Dossiers
des Sciences Humaines
HISTOIRE
HORS-SÉRIE N° 10
3 000 ANS DE RÊVES POUR CHANGER LE MONDE
UTOPIES
L 18937 - 10 H - F: 8,90 € - RD
www.scienceshumaines.com/ HORS-SÉRIE N° 10 - DÉCEMBRE 2021 - JANVIER 2022 - 8,90 €

Chez votre marchand de journaux

Par téléphone au **03 86 72 07 00**
Retrouvez toutes nos publications
en scannant ce QR code

Aliz, l'assistant qui libère les professionnels de santé de leurs charges administratives

4,9
★★★★★
Google

Vos patients prennent rendez-vous, Aliz s'occupe du reste.

Partagez votre agenda à votre assistant Aliz, il récupère toutes les informations de vos rendez-vous de manière sécurisée

Vos factures sont générées et archivées automatiquement

Après chaque rendez-vous, votre assistant virtuel créé la facture et la classe dans votre Drive Google

Plus besoin d'envoyer d'e-mails à vos patients !

Fermez votre ordinateur, Aliz envoie les factures par email à vos patients et vous met en copie

Aliz.io

Votre temps n'est pas extensible. Celui d'Aliz, oui.

www.aliz.io